

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTE DE DROIT.

DU DROIT POUR LES SYNDICATS D'ESTER EN JUSTICE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le SAMEDI 7 NOVEMBRE 1908, à 8 heures du matin

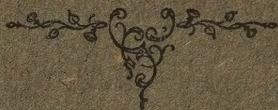
PAR

Léon MILLOT

AVOCAT A VALENCIENNES

Président, M. Raoul JAY.

Suffragants { MM. LE POITTEVIN, } *Professeurs*
 TRUCHY. }



VALENCIENNES

Imprimerie G. HOLLANDE, 28, rue de l'Intendance

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTE DE DROIT.

DU DROIT POUR LES SYNDICATS D'ESTER EN JUSTICE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le **SAMEDI 7 NOVEMBRE 1908**, à 8 heures du matin

PAR

Léon MILLOT

AVOCAT A VALENCIENNES

Président, M. Raoul JAY.

Suffragants { MM. LE POITTEVIN, } *Professeurs*
 TRUCHY, }



VALENCIENNES

Imprimerie G. HOLLANDZ, 23, rue de l'Intendance

1908



UNIVERSITÉ DE PARIS



FACULTÉ DE DROIT



THÈSES DE DOCTORAT



La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.



BIBLIOGRAPHIE

- Barthou.** L'Action Syndicale.
- Bergeron.** Du Droit des Syndicats d'estimer en justice
(Thèse. Paris, 1898.)
- Brémond.** Droit d'estimer en justice des Syndicats
professionnels. (*Revue Critique*, 1899.)
- Briquet.** La Législation belge des Unions profes-
sionnelles. (Thèse. Paris, 1900.)
- Brunschwig** La Responsabilité civile des Syndicats
professionnels à raison des atteintes à la
liberté du Travail. (Thèse. Paris, 1900)
- Bureau.** Le Contrat de Travail. (Thèse. Paris.)
- César-Bru** Les Syndicats professionnels et leur
personnalité civile.
- Courot.** Du Syndicat demandeur en justice dans
l'intérêt de ses membres. (Thèse. Paris, 1900.)
- D'Eichtal.** Le projet de loi sur le Contrat de Travail
et les Conventions collectives. (*Economiste
français*, 19 janvier 1907.)
- Garneau.** L'action en justice des Associations
professionnelles en France et en Belgique.
(Thèse. Paris 1907.)
- Glotin.** Etude historique, juridique et écono-
mique sur les Syndicats professionnels.
- Gonnard.** La Réforme des Syndicats profes-
sionnels et le projet gouvernemental. Questions
pratiques de législation ouvrière. (1899)

Hubert-Valleroux. Les Corporations d'arts et métiers et les Syndicats professionnels. (*Revue des Sociétés*, passim.)

— La Loi belge du 31 Mars 1898. (*Economiste Français*, 13 Août 1898.)

— La Répression des fraudes commerciales et les Syndicats professionnels. (*Economiste Français*, 4 Mai 1907.)

— Les Syndicats professionnels en France et en Angleterre. (*Ibidem*, 13 Juin 1907.)

Raoul Jay. Organisation du Travail par les groupements professionnels. (*Revue d'économie politique*, 1894.)

— La personnalité civile des Syndicats professionnels.

— Qu'est ce que le Contrat collectif de Travail ? (1908.)

Laronze. De la Représentation des intérêts collectifs et juridiques des Ouvriers dans la grande industrie. (Thèse. Paris, 1905.)

Lambert. De la Stipulation pour autrui.

Laurent Principes de Droit civil. (1876.)

Levasseur. L'Ouvrier américain.

Martin-Saint-Léon. Extension de la Capacité des Syndicats professionnels. Association catholique.

Marais. Les Syndicats professionnels devant la Jurisprudence. (Paris 1908.)

Moissenet. Etude sur les Contrats collectifs, en matière de conditions du Travail. (Thèse. Dijon, 1903.)

- Pic.** Traité de Législation industrielle.
- Passama.** Les Conventions collectives relatives aux conditions du Travail en Droit privé français. (Thèse. Paris, 1908.)
- Nast** Des Conventions collectives relatives aux conditions du Travail. (1907)
- Raynaud.** Le Contrat collectif de Travail. (Thèse. Paris, 1901.)
- Saintelette.** Des personnes morales. (Revue critique de législation et de jurisprudence, (1908.)
- Sauviat.** De l'Extension de la Capacité civile des Syndicats professionnels. (Thèse. Paris, 1904.)
- Sauzet** Rôle des Syndicats professionnels devant la justice. (*Revue catholique des Institutions*, 1897.)
- Varlez.** Les Syndicats en Belgique et la Loi du 31 Mars 1908.
-

DU DROIT DES SYNDICATS

D'ESTER EN JUSTICE

INTRODUCTION

La loi du 25 mars 1884 sur les Syndicats professionnels fut le résultat d'une évolution qui se produisit dans la seconde moitié du XIX^e siècle, en réaction contre la rigueur des textes élaborés par la Révolution.

L'Assemblée constituante, qui craignait les abus auxquels peut se laisser entraîner tout groupement (aussi bien Parlement que groupement corporatif), reprenant l'œuvre ébauchée par Turgot, avait aboli les jurandes et les maîtrises par une loi du 2 mars 1791. Puis une loi du 14 juin 1791 (loi Chapelier), avait interdit toute coalition, entente, association durable ou momentanée entre gens de même métier.

L'individu se trouve, dès lors, isolé en face de l'employeur. Le principe posé par la Révolution, et inspiré par les conceptions économiques des physiocrates et des individualistes du XVIII^e siècle, est celui de la « liberté des conventions » et d'un « ordre naturel des sociétés ». Les rapports entre travailleurs et employeurs s'établiront d'après les lois naturelles,

à ceci près, il est vrai, que le législateur supprime cette loi naturelle qui est la « *liberté d'association* » !

Le législateur napoléonien ne devait que fortifier ce régime, complété déjà par la loi du 22 germinal an XI, qui, par une juste réciprocité, punissait aussi la coalition des patrons contre les ouvriers, et non plus seulement la coalition des ouvriers contre les patrons et celle des patrons contre les consommateurs.

Les art. 414 et 415 du code pénal punissent toute espèce de coalition.

C'est sous ce régime que vécut l'industrie pendant toute la première moitié du XIX^e siècle. Alors qu'elle évoluait, et groupait de plus en plus les ouvriers en masses considérables dans ses fabriques et ses usines, attirant fatalement leur attention sur leurs intérêts communs, le délit de coalition empêchait tous ces salariés de faire acte de pression sur leurs employeurs, par une cessation simultanée du travail.

Quand, en 1864, l'Empire dût se résoudre à abolir le délit de coalition, depuis longtemps déjà des grèves multiples avaient éclaté, malgré la prohibition de la loi pénale, et souvent le ministère public avait hésité à réprimer le délit, en raison du caractère odieux qu'auraient revêtu les poursuites.

Mais, le délit de coalition disparu, il n'en résultait pas pour les ouvriers une facilité spéciale de poursuivre leurs revendications par voie de grève.

En effet (abstraction faite de la question de savoir si la grève entraîne une rupture ou bien une simple suspension du contrat de travail) les ouvriers se trouvaient dans de bien mauvaises conditions pour faire

grève, tant que l'art. 291 du code pénal leur interdisait le droit d'association.

L'entente en vue de faire cesser le travail ne tombait plus sous le coup de la loi, mais l'association des travailleurs était prohibée, et, en fait, ce moyen de combat qu'est la grève était difficilement maniable tant que les ouvriers ne pouvaient se réunir d'une façon permanente pour discuter leurs intérêts. Trop souvent la grève éclatait inopinément, parce qu'aucune association ouvrière ne pouvait prendre, avec autorité, une décision mûrement réfléchie.

Enfin, la grève venue, le ministère public pouvait, sur instruction venue du Gouvernement, traquer les organisateurs des grèves (en faisant par exemple application de l'art. 291 du code pénal, aux organisateurs des soupes populaires distribuées aux grévistes).

Mais ce n'était pas uniquement à l'occasion des grèves qu'il apparaissait de l'intérêt de la classe ouvrière d'obtenir le droit de s'associer. Cette nécessité se faisait sentir tous les jours davantage sous l'influence de l'évolution vers la grande industrie, et de la conscience toujours plus grande que le prolétariat prenait de ses droits.

En fait, dès la fin de l'Empire de nombreuses associations existaient déjà. Elles étaient tolérées en fait, mais restaient à la merci de l'arbitraire.

A la veille de la loi de 1884 il existait en France, dans ces conditions de précarité, 138 associations de patrons avec 15.000 adhérents, 150 Chambres syndicales d'ouvriers avec 60.000 adhérents environ à Paris, et 350 associations d'ouvriers dans les départements.

CHAPITRE I

Economie générale de la loi du 21 Mars 1884 sur les syndicats professionnels. — La notion de la personnalité civile, et le droit d'ester en justice.

La République, en accordant aux ouvriers le droit d'association, les faisait bénéficier d'un régime de faveur (qui ne devait devenir le droit commun qu'au début du XX^e siècle).

Si urgente que parut alors la création du droit syndical, on n'était point cependant d'accord sur la portée des droits qu'il convenait de conférer aux intéressés. Certains esprits n'admettaient point que les syndicats puissent se former librement; ils entendaient soumettre les statuts à une certaine approbation.

Le texte actuellement en vigueur fut le résultat d'une lente et laborieuse élaboration, au cours de laquelle les deux Chambres apportèrent d'importantes modifications au texte primitif.

Le projet avait été déposé le 20 novembre 1880, par MM. Cazot, ministre de la Justice, et Tirard, ministre de l'Agriculture et du Commerce. Il se bornait à déclarer que les associations professionnelles pourraient se constituer sans autorisation préalable du Gouverne-

ment, lors même qu'elles seraient composées de plus de 20 personnes.

C'était l'abrogation pure et simple de l'art. 291 du code pénal, en ce qui concerne les associations professionnelles. Il suffisait, pour bénéficier de ce régime de faveur, d'effectuer le dépôt des statuts, et des noms et adresses de tous les membres du Syndicat.

La Commission de la Chambre, présidée par M. Floquet, estima qu'il convenait de conférer aux associations professionnelles une certaine personnalité civile.

M. Allain-Targé, dans son rapport s'exprimait ainsi : « Ces associations ouvrières durables ont besoin de la personnalité civile. Aujourd'hui nous voyons un trop grand nombre de professions dont les Syndicats ne parviennent pas à s'organiser, ou dont les Syndicats restent à l'état flottant, éphémère, capables tout au plus de prendre quelques résolutions théoriques sans application immédiate, et de nommer des délégués dont le mandat mal établi est bientôt contesté par leurs pairs ou par des adversaires intéressés. Comment en serait-il autrement quand les associés ne sont engagés les uns envers les autres par aucun lien de droit, quand leurs administrateurs et leurs comptables même ne sont responsables devant eux, que moralement, et quand toute opération d'avenir, ou même à prochaine échéance, leur est interdite ? Sur ce point nous croyons que notre démonstration est faite. La Chambre, qui voudra rendre possible le fonctionnement des Syndicats professionnels d'ou-

» vriers, et leur faire une situation égale à celle des
» Syndicats de patrons, reconnaîtra d'abord qu'une
» loi spéciale est nécessaire, et ensuite que cette loi
» doit accorder aux associations professionnelles un
» minimum indispensable de droits civils (1).

On renonçait, en outre, à exiger la déclaration des noms de tous les syndiqués : il suffisait que les membres chargés de l'administration ou de la direction du Syndicat fissent connaître à la Mairie la naissance de l'association et les statuts.

Mais, dès la première délibération, MM. Trarieux, Ribot et Goblet opposèrent au projet de la Commission un système nouveau. Imposer à tous les Syndicats la personnalité civile, disait M. Ribot, n'était faire preuve en leur faveur que d'une exagération de zèle dont certains seraient peut-être les premiers à se plaindre. Il en était pour qui elle ne serait d'aucune utilité. Néanmoins ils seraient obligés, comme les autres, de publier leurs statuts et les noms de leurs administrateurs.

M. Trarieux estimait de plus qu'il convenait de n'accorder qu'à bon escient les prérogatives qui découlent de la personnalité civile, et à ce point de vue, l'obligation du dépôt à la Mairie lui semblait une garantie insuffisante.

Les orateurs proposaient donc la dualité du régime. Les Syndicats qui ne prétendraient pas à la personnalité existeraient de plein droit, sans aucune condition

(1) Rapport de M. Allain-Targé. Journal off. du 10 Mars 1881, Chambre des Députés, Annexe n° 3420, p. 365.

de publicité. Mais ceux qui voudraient bénéficier de ses avantages devraient soumettre leurs statuts à un examen qui permit de vérifier la régularité de leur constitution et leur légalité. On invoquait l'exemple de l'Angleterre où les Trades-unions qui désirent bénéficier de la personnalité sont dans l'obligation de soumettre leurs statuts à l'examen d'un magistrat spécial, le « registrar ».

En conséquence il fut déposé un amendement imposant aux Syndicats professionnels qui voudraient être reconnus l'obligation de déposer à la préfecture un double exemplaire de leurs statuts.

Le préfet devait, dans la quinzaine, délivrer un titre au Syndicat, si les statuts présentés ne contenaient rien de contraire à la loi, ni aucune clause ayant pour but de restreindre par des amendes ou des sanctions pénales quelconques, le droit des membres de donner leur démission à toute époque. Les intéressés pouvaient se pourvoir en Conseil d'Etat.

La Commission admit la dualité de régime, l'existence de Syndicat ayant ou non la personnalité. Mais elle se contente d'exiger, pour les Syndicats bénéficiaires de la personnalité, le dépôt à la Mairie des statuts et des noms des fondateurs, et rédigea ainsi le début de l'art. 6 : « Les Syndicats professionnels qui auront accompli les formalités prescrites par l'art. 5 de la présente loi auront le *droit d'ester en justice.* »

La dualité de régime fut adoptée en première et en seconde délibération à la Chambre, mais le Sénat la repoussa, estimant, sur la proposition de M. Béranger, qu'il était dangereux de laisser se constituer des

associations sans publication. « Ce serait, disait M. le sénateur Barthe, des sociétés secrètes, interdites par l'art. 13 de la loi du 28 juillet 1848. »

C'est dans ces conditions que fut votée la loi sur les Syndicats professionnels. En vertu de l'art. 4 de cette loi, les fondateurs doivent déposer les statuts et les noms de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de l'administration ou de la direction. Le dépôt se fait à la Mairie dans les départements, à la Préfecture de la Seine à Paris. Les statuts sont communiqués au Procureur de la République. Les membres de tout Syndicat professionnel, chargés de l'administration ou de la direction de ce Syndicat, doivent être français et jouir de leurs droits civils (art. 4).

Quel est l'objet du Syndicat ? L'art. 3 porte : « Les Syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. »

L'article 6 confère aux Syndicats le droit d'ester en justice, d'employer les sommes provenant des cotisations, d'acquérir les immeubles nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle.

Sans aborder l'analyse détaillée de cet article, sur lequel nous aurons d'ailleurs ultérieurement à nous étendre, nous devons de suite constater que l'on s'accorde à reconnaître que le Syndicat, dès qu'il a obtenu le droit d'ester en justice et d'acquérir, même avec restriction, est investi par cela même de la personnalité civile.

Que faut-il entendre par « la personnalité civile » de

cet être moral qu'est le syndicat. C'est ce qu'il est intéressant d'établir au début d'une étude sur le principal attribut de la personnalité civile : le droit d'agir en justice.

Il est bien évident qu'il serait dérisoire de reconnaître aux individus le droit de s'associer, si cela n'entraînait pour les associations le droit de faire, par l'organe de leurs administrateurs, certains contrats sans lesquels elles ne pourraient se développer, ou même subsister. Ainsi que le disait, à la Tribune de la Chambre, M. Antonin Dubost, à la séance du 21 mars 1881, si la *réunion* et la *permanence* peuvent être rangées parmi les caractères constitutifs de l'association. Ces deux conditions seules ne suffisent pas pour l'établir. « Une 3^{me} condition est nécessaire, indispensable. Il faut que les individus, réunis dans un but commun, pour un objet déterminé, puissent acquérir et posséder, et se livrer à tous les actes que comportent la possession et la propriété. »

Mais il est malaisé de dégager d'une façon nette, la notion exacte de la personnalité civile des syndicats.

On a pendant longtemps admis que reconnaître à un groupement d'individus, personne morale, la personnalité civile, c'était lui reconnaître des capacités identiques à celles d'une personne réelle.

Ainsi que le disait M. Trarieux lors de la discussion à la Chambre (1), la personnalité civile, c'est l'existence « d'un être moral qui a le droit d'acquérir, de » disposer d'une manière générale, de transiger, de

(1) Séance du 21 mai 1881. *J. Off.* 22 mai 1881.

» jouir en un mot de tous les droits civils que peut
» avoir dans notre société la personne majeure et
» reconnue par la loi. »

Cette assimilation des personnes civiles aux personnes physiques a été vivement critiquée en Allemagne comme inutile et peu rationnelle. En Belgique, un éminent jurisconsulte, M. Laurent, s'est efforcé de réduire à néant la conception antérieurement acceptée de la personnalité civile. (1)

Il soutient que la personnalité morale est une fiction qui « est par son essence, limitée à l'objet pour lequel elle est établie ». Il en conclut que ce serait en donner une très fâcheuse idée que de mettre les personnes morales sur la même ligne que les individus dont les facultés de perfectionnement et les droits sont infinis.

M. Sainctelette soutient nettement que les prétendues personnes morales ne sont pas des personnes mais des choses. (2)

M. Piébourg répond que sans doute la personnalité morale est une fiction, que le législateur seul peut créer. Mais il admet la fiction de la personnalité civile avec toutes ses conséquences et assimile complètement les personnes morales aux personnes civiles. Il leur accorde tous les droits reconnus à ces dernières, sauf cependant ceux qu'un texte spécial leur refuse, ou qui seraient incompatibles avec leur nature. (3)

(1) Laurent. Principes de Droit civil. T. II, livre 2, page 369 et suiv.

(2) Sainctelette. « Des personnes morales », Revue critique de législation et de jurisprudence 1885 p. 239.

(3) Piébourg. Questions sur les personnes civiles : Revue de législation, 1876, p. 220 et suivantes.

M. Jay (1) estime que cette fiction a un sens depuis longtemps reconnu. Elle a pour effet l'assimilation complète d'un état juridique artificiellement créé à une véritable personne physique :

« L'assimilation n'est à coup sûr, pas complète.
» Beaucoup de droits appartiennent aux personnes
» réelles dont la nature interdit la jouissance à une
» personne fictive. Il est évident, par exemple, que les
» personnes morales ne peuvent acquérir par succes-
» sion ab intestat M. Laurent lui-même nous
» en donne la raison ; la succession est fondée sur les
» liens du sang, et ne peut par conséquent recevoir
» d'application à des créations sans vie réelle. Le
» même motif ferme aux personnes morales le do-
» maine des droits de famille. Mais, sauf ces restric-
» tions qu'inspire la nature même des choses, la
» personne civile peut légitimement prétendre que le
» législateur lui a voulu conférer, en lui donnant
» l'existence, toutes les facultés qui appartiennent
» aux personnes réelles. »

Cette fiction de la personnalité civile nous vient d'ailleurs du droit romain, et il ne semble pas que les rédacteurs du Code civil aient entendu rompre avec la doctrine traditionnaliste, bien qu'ils n'aient nulle part présenté de système général sur les droits et capacités des personnes civiles. Mais en réglant le mode d'exercice et l'étendue des droits des personnes civiles, notamment dans les articles 537, 619, 910,

(1) Jay. « La personnalité civile des syndicats professionnels » 1888 p. 43.

937, 1712, 2045, ils ont nécessairement supposé la capacité de ces personnes fictives. Selon M. Piébourg, par conséquent, la personne morale pourra, dans notre droit français moderne, comme elle le pouvait d'après le droit ancien « invoquer et exercer dans leur plénitude, comme lui étant tacitement concédés, tous les droits qu'un texte spécial n'aura point totalement écartés ou restreints à son égard. »

Il est par conséquent d'un grand intérêt de rechercher si les rédacteurs de la loi du 21 mars 1884 ont entendu conférer au Syndicat la personnalité civile, telle qu'elle est définie dans les lignes ci-dessus, ou si, au contraire, il convient d'attribuer au syndicat, de façon restrictive, uniquement les capacités limitativement énumérées dans les textes de la loi.

Or il semble bien que le législateur ait voulu reconnaître au syndicat la véritable personnalité civile. M. Trarieux, par exemple, en donnait la définition extrêmement large que nous reproduisons plus haut.

M. Jay fait remarquer, en outre que tous ceux qui prirent part à l'élaboration de la loi parlaient de personnes morales et de personnes civiles sans réserves ni protestations préalables d'aucune sorte. L'expression même de « personnalité civile », sur la proposition de M. Batbie, passait dans l'art. III § 3 de la loi municipale du 5 avril 1884.

Nous admettons donc que cette capacité des syndicats professionnels ne comporte que deux sortes de restrictions : celles qui résultent de la nature même des choses, et celles qui découlent d'une manifestation de volonté certaine du législateur.

D'ailleurs, quelle que soit la conception particulière que l'on se fasse de la personnalité civile, qu'on la considère comme une fiction, dont la capacité doit être en conséquence limitativement interprétée ou comme un être nouveau, ayant la plénitude des droits de l'individu, il faut reconnaître que les résultats pratiques ne diffèrent pas essentiellement. Il est évident que les personnes morales, en effet ne peuvent agir et se mouvoir que dans la mesure où leur objet est défini par la loi. Par suite s'il existe des ambiguïtés de texte et des difficultés d'interprétation, — la notion de la personnalité civile étant acquise — il conviendra de rechercher quelles sont les manifestations de la personnalité civile qui sont conformes à l'objet même de la personne morale. Il conviendra de se reporter aux motifs qui ont entraîné sa création.

Nous ferons application de cette méthode dans notre étude sur le droit des syndicats d'ester en justice.

L'action en justice est l'attribut le plus important de la personnalité civile et le complément nécessaire de toutes ses manifestations.

Or, si l'action en justice est portée à l'art. 6 de la loi du 21 mars 1884, dès lors qu'on admet l'existence de la personnalité civile, il faut admettre en même temps qu'il convient d'étendre l'action en justice à des manifestations de la personnalité civile qui ne sont pas énumérées à l'art. 6.

On s'accorde à reconnaître que l'action en justice de l'art. 6 comprend les actions relatives au patrimoine, à l'emploi des cotisations, aux démêlés avec le bailleur du local, à l'acquisition de certains immeubles dans les limites prévues par l'art. 6, etc., etc.

Mais, si on reconnaît au syndicat la personnalité civile, l'action en justice ne s'exercera plus uniquement dans les hypothèses restrictives que l'on peut déduire du texte de l'art. 6.

Il faudra faire application de l'action en justice dans tous les cas où la loi autorise le syndicat à manifester sa personnalité civile. Et c'est ainsi que nous sommes conduits à interpréter la volonté du législateur, à rechercher ses intentions, et notamment à étudier de plus près la signification de l'art. 3 : « le syndicat a pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Certains entendront d'une façon étroite, comme nous le verrons ultérieurement, l'application qu'il convient de faire de cet article (1). Ils entendront par défense l'usage de certains moyens d'action, telles que brochures, pétitions, à l'exclusion de l'action en justice.

Mais nous avons vu que la notion de la personnalité civile implique le droit d'agir en justice pour tous les actes qui sont conformes à l'objet même du syndicat.

On peut donc poser en principe qu'outre les actions dites « du patrimoine » le syndicat peut exercer des actions en justice pour « la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. »

Mais malheureusement, cette formule affirmative ne tranche point, tant s'en faut, toutes les difficultés.

Il y a plusieurs façons de concevoir la défense en

(1) Voir notre chapitre IV.

justice des intérêts ci-dessus énumérés, et d'entendre ces mêmes intérêts.

Et le texte de la loi par sa généralité même, laisse le champ libre aux conceptions.

Autant de conceptions du rôle des syndicats, autant de solutions possibles, relativement à l'action en justice. L'élément psychologique et subjectif joue un rôle important dans notre étude. Nous aurons à faire en quelque sorte l'examen de l'évolution de l'action syndicale. Sans doute et dans une certaine mesure, l'examen des conditions dans lesquelles fut voté l'article 3 nous éclairera sur les intentions du législateur. Mais nous devons pour être complet, tenir compte également de l'évolution de la pensée depuis un quart de siècle, ainsi que des nouvelles manifestations de la vie sociale.

Nous aurons donc, quand nous aborderons l'examen de l'action en justice, basée sur l'article 3, à exposer avec impartialité, en même temps que les variations de la jurisprudence, les opinions les plus contradictoires émises sur le droit d'ester en justice basé sur les intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Et la solution que nous donnerons ne sera pas sans être influencée par notre conception propre du rôle social du syndicat.

CHAPITRE II

SECTION I

Condition de l'exercice de l'Action en Justice

Avant d'aborder l'examen des différents cas dans lesquels le Syndicat peut exercer une action en justice, il convient d'étudier dans quelles conditions l'action est recevable.

Nous ne consacrerons à cette partie de notre étude que quelques pages, estimant que l'aspect économique du problème doit principalement retenir notre attention (1).

I. — CONSTITUTION RÉGULIÈRE DU SYNDICAT

L'exercice de l'action en justice est subordonné à la constitution régulière du Syndicat professionnel.

Nous savons déjà qu'en vertu de l'art. 4, les fondateurs de tout Syndicat professionnel doivent déposer

(1) Voir pour plus amples détails *Bergeron* « Du droit des Syndicats d'ester en justice ». Thèse, Paris, 1898. — *Garneau* « Les actions en justice des associations professionnelles en France et en Belgique. » Thèse, Paris, 1907. — *Moissenet* « Etude sur les contrats collectifs en matière de conditions de travail, Thèse, Dijon, 1903.

les statuts et les noms de ceux, qui, à un titre quelconque, sont chargés de l'administration ou de la direction.

Le dépôt doit être effectué à la Mairie de la localité où le Syndicat est établi et à Paris, à la Préfecture de la Seine. Il doit être renouvelé à chaque changement de la direction ou des statuts.

Les statuts doivent être communiqués par le Maire ou le Préfet de la Seine au Procureur de la République. Enfin les dirigeants du Syndicat doivent être Français, et jouir de leurs droits civils.

Un Syndicat qui se serait constitué sans observer les formalités de l'art. 4 ne pourrait exercer l'action en justice. Elles sont, en effet, d'ordre public. L'art. 9 prévoit en effet que les infractions commises à certaines dispositions de la loi, et notamment à celles de l'art. 4, doivent être poursuivies contre les directeurs ou administrateurs du Syndicat, et punies d'une amende de 16 à 200 francs. De plus, en cas de fausse déclaration relative aux statuts et aux noms et qualités des administrateurs ou directeurs, l'amende peut être portée à 500 francs.

Enfin les tribunaux peuvent, à la diligence du Procureur de la République prononcer la dissolution du Syndicat.

Il n'est pas douteux que le Syndicat, qui faute d'accomplir les formalités administratives prescrites, n'est pas constitué selon la loi du 21 Mars 1884, n'a pu acquérir la personnalité civile, et par suite n'en possède point le principal attribut : le droit d'ester en justice.

Le Tribunal peut demander d'office une justification s'il lui paraît qu'une action est intentée par un Syndicat illégalement constitué. Il peut, si on allègue l'irrégularité, surseoir à statuer jusqu'à ce que les justifications nécessaires soient produites (1).

Justification ne peut d'ailleurs être fournie que relativement à l'accomplissement des formalités administratives, par la preuve du dépôt des statuts. Si, en effet, il était établi que l'un des administrateurs ou directeurs du Syndicat n'était pas français, ou ne jouissait pas de ses droits civils, l'action devrait être déclarée irrecevable.

II. — DE LA PERSONNE QUI A QUALITÉ POUR AGIR

En ce qui concerne la personne qui a qualité pour agir, elle peut être expressément mentionnée dans les statuts. Dans ce cas, elle aura seule le droit de représenter le Syndicat en justice. Toutefois, le défendeur ne pourra alléguer qu'un vice-président, désigné nominativement dans le dépôt effectué en vertu de l'art. 4, n'a pas qualité pour agir, si les statuts portent que le président du Conseil d'administration a le droit d'agir en justice, et que le vice-président, en cas de départ du président, passait de droit à la présidence avec tous les pouvoirs y attachés (2).

Si la personne qui a qualité pour agir n'est pas désignée dans les statuts, (et la mention n'en est pas

(1) Le Droit, 40 mai 1884. Trib. Com^{ce} de la Seine.

(2) Pandectes franç. 1886. II p. 48. Ch. corr. de la Cour de Paris, 20 janv. 1886.

obligatoire lors du dépôt effectué à la Mairie) la question se pose de savoir qui a qualité pour représenter en justice le Syndicat.

Au cas où le Syndicat aura à ester en justice comme demandeur, devra-t-il se réunir en Assemblée générale pour désigner un mandataire *ad litem*, ou bien suffira-t-il d'une délibération du Bureau ?

Il est loisible au Syndicat d'user de l'un ou l'autre procédé. Mais il semble naturel que le président du Syndicat ait qualité pour agir en justice, sans être habilité spécialement à cet effet.

Cependant le Tribunal de Commerce de la Seine, par un jugement du 9 avril 1887, a décidé que les Syndicats ne peuvent être représentés que par un mandataire spécialement habilité, soit par les statuts, soit par une délibération (1).

On allègue à l'appui de cette décision qu'il est utile que le Tribunal ou le défendeur exige du président du Syndicat la preuve qu'il est autorisé à agir en justice au nom du Syndicat. L'action pourrait ensuite être désavouée par le Syndicat si le président n'était pas invité à justifier de ses pouvoirs (2).

(1) Le Droit. 29, 30 août 1887.

(2) Sensiblement différente nous paraît l'hypothèse signalée par M. Garneau (op. cit.) p. 23 et ss. Il s'agit d'un jugement du Tribunal de Commerce de Nantes, du 13 av. 1897, (Rev. des Sociétés, 1898, p. 131), qui déclara non recevable l'action en dommages et intérêts intentée par le Président d'un Syndicat contre un patron avec qui il avait passé une convention relative aux conditions du travail, convention inexécutée par ledit patron. Les statuts autorisaient le président à agir en justice. Le tribunal déclara qu'il devait justifier d'un mandat effectif au nom des ouvriers. — En

A défaut de personnes désignées, le droit de représenter le Syndicat en justice appartient aux directeurs et administrateurs. Des décisions de jurisprudence ultérieures à celles de 1887, ci-dessus citées, reconnaissent au directeur du Syndicat le droit d'agir en justice. Un arrêt de la Cour de Lyon, du 3 juillet 1896, admet le président d'honneur du Syndicat des pharmaciens de la Loire et de la Haute-Loire, à représenter l'Association, parce qu'il était justifié que le Président d'honneur faisait partie du Bureau du Syndicat (1).

Un arrêt de la Cour de Dijon (2) du 23 juillet 1895, (affaire de Chauffailles) sur lequel nous aurons à revenir longuement, décide que le Conseil syndical a le droit d'agir en justice au nom du Syndicat.

Enfin, en cas de mort ou de démission de la personne qui a qualité pour agir, il y aura lieu de désigner un administrateur ou un mandataire *ad litem*. On pourra même décider que le vice-président, dont le nom aura été déposé en même temps que les statuts, aura qualité pour remplacer le président (3).

En cas d'expiration des pouvoirs des administrateurs, les titulaires continueront à représenter le Syndicat jusqu'à l'installation de leurs successeurs.

réalité le problème soulevé est plus vaste. Il s'agit de la question que nous étudierons ultérieurement de la conclusion par le Syndicat du contrat collectif de travail et de son exécution en justice (V. Chapitre V).

(1) Dalloz. 1891. II p. 29 et 30.

(2) Sirez. 1896. I. p. 334.

(3) Cour de Paris, 20 janvier 1886. Revue des Soc, 1886, p. 147.

III. SYNDICAT COMPOSÉ DE PERSONNES EXERÇANT LA MÊME PROFESSION, DES MÉTIERS SIMILAIRES OU DES PROFESSIONS CONNEXES.

En vertu de l'art. 2, les Syndicats doivent comprendre des personnes exerçant la même profession, ou des métiers similaires, ou des professions connexes.

L'application de l'art. 2 soulève certaines difficultés.

L'on est d'accord pour reconnaître qu'une association de chasseurs, par exemple, qui ne font pas de la chasse leur profession, ne saurait se constituer en Syndicat (1).

La question de savoir si les personnes qui exercent une profession libérale peuvent se syndiquer, s'est posée dès la promulgation de la loi. Elle a été résolue par la négative.

La difficulté fut d'abord soulevée pour les médecins. Un arrêt de la Cour de Cassation du 27 juillet 1885, décida que les médecins ne pouvaient se syndiquer. Etaient licites les seuls Syndicats de patrons ou d'ouvriers appartenant à l'industrie, au commerce ou à l'agriculture (2).

La décision de la Cour de cassation s'appuie sur deux motifs : d'abord sur ce fait que dans la discussion de la loi, on a toujours parlé des patrons ou des ouvriers. L'art. 6 de la loi porte que les Syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers ont le droit d'ester en justice.

(1) Trib. corr. Langres, 9 nov. 1887. Pand fr. 1888 II. 486.

(2) Dalloz, 86. I. 437.

Donc, les travaux préparatoires, et le texte de la loi de 1884, affirment la volonté du législateur de restreindre les effets de la loi aux salariés ou aux patrons du commerce, de l'industrie et de l'agriculture à l'exclusion de toute autre profession.

Ensuite les Syndicats ont exclusivement pour objet, en vertu de l'art. 3, l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. Donc, selon la Cour de Cassation, ils ne peuvent défendre un intérêt économique qui ne soit ni industriel, ni commercial, ni agricole.

Ainsi les professions libérales ne peuvent prétendre au bénéfice de la loi de 1884, en vertu d'une décision de la Cour de cassation, d'ailleurs très contestable.

Une loi du 30 nov. 1892, relative à l'exercice de la médecine, a reconnu aux médecins le droit de se syndiquer ; art. 13 : « A partir de l'application de la » présente loi, les médecins, chirurgiens, dentistes et » sages-femmes jouiront du droit de se constituer en » association syndicale, dans les conditions de la loi » du 21 mars 1884, pour la défense de leurs intérêts » professionnels, à l'égard de toutes personnes autres » que l'Etat, les départements et les communes ».

Ce n'est qu'une loi d'exception. La Cour de Cassation, dans un arrêt rendu au sujet d'un Syndicat qui comprenait à la fois des médecins et des pharmaciens le déclare formellement (1).

La Cour de Paris cependant, par un arrêt du

(1) 28 fév. 1902. Sirey 1902 - 1 - 445.

1^{er} décembre 1898, a admis la légalité d'un Syndicat de géomètres experts (1).

Les personnes à qui le droit syndical est refusé, ont, depuis la loi du 1^{er} juillet 1901, le droit de se constituer en association. On sait que l'association déclarée a le droit d'ester en justice. Elle ne se distingue donc du Syndicat que parce qu'elle ne peut recevoir à titre gratuit, et parce qu'elle n'apparaît pas comme devant mécaniquement bénéficier dans l'avenir des avantages que l'on donnera aux Syndicats dans les lois sociales futures. Sans doute l'art. 21 déclare qu'il n'est en rien dérogé pour l'avenir aux lois spéciales relatives aux Syndicats professionnels. Cela veut dire qu'on entend garder aux patrons et aux ouvriers le bénéfice de la loi de 1884, et de ses avantages spéciaux. Mais on ne saurait refuser le droit de s'associer sous le régime du droit commun, soit aux membres des professions libérales, soit aux travailleurs ou employeurs qui préféreraient le régime du droit commun. Ils peuvent y avoir avantage, s'ils veulent se réunir par exemple entre représentants de professions différentes, ou garder au sein de leur association des personnes n'appartenant plus à la profession.

M. Barthélémy soutient l'opinion contraire (2). Il déclare que les associations professionnelles doivent nécessairement se soumettre au régime de la loi de 1884. Nous croyons qu'on ne peut tirer à l'appui de cette thèse argument de l'arrêt de la Cour de Cassation

(1) Gaz. du Palais 1899 - 1 - 119.

(2) Traité de dr. administratif, 4^e édition, p. 56, n° 2.

relatif au Syndicat de médecins et pharmaciens dont nous avons parlé précédemment. La Cour, en effet, s'est borné à dire, sur le pourvoi, que la loi de 1884 n'avait pas été abrogée par la loi de 1901. Cela ne va pas contre la possibilité pour les fondateurs du Syndicat d'opter entre la loi de 1884 et celle de 1901, choix qui, dans l'espèce visée, avait été exercé dans le sens de la loi de 1884 (1).

De ces courtes observations, nous tirerons cette conclusion, que l'application de la loi de 1884 a été fâcheusement restreinte, par la jurisprudence de la Cour de Cassation peu après la promulgation (2).

Pour que l'action soit recevable, il faut qu'elle émane d'un Syndicat composé de personnes « exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés. . . . (art. 2).

Ainsi, il a paru téméraire au législateur de laisser se constituer des Syndicats composés de métiers différents, et d'accorder à ces Syndicats panachés le régime de faveur de la loi de 1884.

Dans l'art. 5, il est vrai, il a autorisé la formation d'union de Syndicats, mais il leur refuse formellement le droit d'ester en justice et de posséder des immeu-

(1) M. Jay, à son Cours.

(2) Nous écartons à dessein de cette étude tout ce qui a trait au droit syndical des fonctionnaires, qu'il s'agisse des fonctionnaires d'autorité ou des fonctionnaires de gestion, de ceux qui exercent une fonction publique n'ayant pas d'analogie dans la vie privée, ou de ceux qui au contraire, comme les professeurs, ouvriers des régies, ouvriers municipaux, garçon de bureau, etc., pourraient exercer une profession analogue dans la vie civile.

bles. Le texte est formel : « Les Syndicats profession-
» nels régulièrement constitués, d'après les prescrip-
» tions de la présente loi, pourront librement se
» concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts
» économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

» Ces unions doivent faire connaître, conformément
» au 2^{me} paragraphe de l'art. 4, les noms des Syнди-
» cats qui les composent.

» Elles ne pourront posséder aucun immeuble, ni
» ester en justice. »

Il est permis de regretter cette solution peu libérale. L'expérience nous a appris que les associations dépourvues de patrimoine manquent de sagesse et sont des instruments révolutionnaires aux mains des agitateurs.

Mais tout en assurant l'observation de cette disposition légale, il eût été désirable que la jurisprudence se fut efforcée d'appliquer dans un sens largement libérale la disposition de l'article 2.

Malheureusement il n'en a pas été ainsi, et la jurisprudence a donné des solutions que nous estimons contraires à l'esprit et à la lettre de ce texte.

Les expressions « même profession » ou « métiers similaires », peuvent être interprétées en effet de façon diverses.

Ainsi l'expression « les personnes exerçant la même profession » peut s'appliquer à toutes les personnes, prises globalement, qui travaillent dans le même atelier, la même usine, au service du même patron. Dans ce cas l'employé, le comptable, le caissier, pourront se syndiquer avec les ouvriers.

Mais, d'autre part, on peut également supposer que chacune de ces catégories de salariés d'un atelier se syndique avec la même catégorie de salariés d'un autre atelier. C'est ainsi que les mineurs d'une Compagnie minière déterminée se syndiqueront avec les mineurs d'une autre Compagnie, ou les métallurgistes d'un établissement avec les métallurgistes d'un établissement similaire. . . .

La jurisprudence admet cette seconde solution. Mais elle adopte aussi parfois des solutions d'espèces qui la contredisent absolument.

Elle ne refuse pas à tous les mineurs, à tous les métallurgistes de France le droit de se syndiquer entre eux. Mais elle le refuse aux employés.

Le Conseil d'Etat a rendu le 2 août 1907 une solution très peu libérale.

La Chambre syndicale des employés avait formé un recours au Conseil d'Etat contre un arrêté du Préfet de police qui avait accordé à M. Hédouin, marchand de nouveautés, le droit de donner à son personnel le repos hebdomadaire par roulement.

Le Conseil d'Etat déclara : « Qu'il résulte de l'examen des statuts de la Chambre syndicale des employés que cette association est formée par tous » *employés des deux sexes occupés dans le commerce, l'industrie, le bâtiment, le transport, la banque, les administrations publiques et privées, etc...* »

« Qu'ainsi cette association formée entre personnes » employées dans toutes les professions, n'est pas au » nombre de celles auxquelles la loi du 21 mars 1884 » reconnaît le droit d'introduire une action en justice » pour la défense d'intérêts professionnels collectifs.

» Que, par suite, elle n'est pas recevable à déférer au
» Conseil d'Etat l'arrêté du Préfet de police, qui a
» accordé au sieur Hédouin le droit de donner à son
» personnel le repos hebdomadaire par roulement...».

En conséquence le Conseil d'Etat rejeta la requête de la Chambre syndicale des employés de la région parisienne.

M. Hubert-Valleroux critiqua cette solution : « Que
» des garçons de recettes, fait-il remarquer, des com-
» mis aux écritures, opèrent pour une société de
» transports, ou pour un grand magasin, pour un
» constructeur ou pour une administration quel-
» conque, leur besogne est si bien la même qu'ils
» passent sans difficultés d'un établissement à un
» autre, et pourtant l'arrêt les considère comme chan-
» geant de profession, parce qu'ils changent de mai-
» son. C'est mal entendre la loi que dire « ceux qui
» font le même travail sont réputés de profession
» différente parce qu'ils exercent ce travail chez des
» patrons ayant des métiers différents ». Qu'importe,
» s'ils font la même besogne ? — Le législateur, en
» reconnaissant aux hommes de même profession le
» droit de se syndiquer a entendu évidemment
» donner ce droit à ceux qui exécutent le même
» travail et ont, par suite, la même manière d'être et
» les mêmes intérêts. »

Il serait tout aussi étrange, à notre avis, de refuser aux employés d'un grand magasin le droit de se syndiquer, sous prétexte qu'ils vendent des produits différents à leurs rayons respectifs !

La solution que nous critiquons a ému le syndicat

des Employés des Petits Carreaux qui est composé de différentes catégories, employés de bureau, employés de l'Etat.

M. de Mun demanda au Ministre du Travail son opinion sur la légalité de ce syndicat. M. Viviani lui répondit une longue lettre (1) dont nous extrayons les passages suivants : « Vous me faites observer que l'arrêt du Conseil d'Etat semble en contradiction avec la doctrine libérale en ce qui concerne la définition des « métiers similaires » et des « professions connexes » visés par l'art. 2 de la loi de 1884. Vous estimez que « la profession de l'ouvrier est caractérisée non par le genre de commerce ou d'industrie de la maison qui l'emploie, mais bien plutôt par le genre d'occupation de l'employé dans ladite maison » et cette opinion vous paraît avoir reçu implicitement l'approbation de mon département, puisque des décrets réorganisant le Conseil supérieur du travail ont classé les employés en un seul groupe, alors que le personnel des diverses industries était réparti en 17 groupes ».

Puis le Ministre fait observer que le Conseil d'Etat n'a jamais mis en cause la régularité des groupements d'employés.

Sauf dans deux cas où les statuts prévoyaient non seulement l'admission des employés des deux sexes occupés dans le commerce, l'industrie, la banque, les administrations privées, mais encore des employés occupés dans le bâtiment, le transport, les *administrations publiques* . . . etc. »

(1) Voir Annales du Musée Social, Avril 1908,

« Il est à considérer, écrit M. Viviani, que si les industries visées par le syndicat occupent des employés de bureau, des employés aux écritures, commis, caissiers, comptables, l'admission de ces personnes dans les syndicats d'employés ne paraît pas avoir été contestée.

Il semble bien que si ces deux Chambres syndicales avaient spécialement visé dans leurs statuts les « occupations de l'employé » telles que vous les rappelez dans votre lettre, leur recours aurait eu des chances d'être admis au même titre que le recours des autres syndicats d'employés. Si, d'autre part, ces deux Chambres syndicales ne reçoivent comme adhérents que des employés proprement dits, rien ne paraît s'opposer à ce qu'elles bénéficient des dispositions de la loi de 1884. C'est là une question de fait que les tribunaux auraient à trancher le cas échéant. »

Le Ministre ajoutait que la Chambre syndicale des employés de Paris s'était pourvue contre un jugement du Tribunal de simple police de Paris du 23 mars 1907, qui lui avait refusé pour irrégularité de constitution le droit d'ester en justice pour la défense des intérêts collectifs de ses membres. — La Cour de Cassation, par un arrêt du 14 mai 1908, a rejeté le pourvoi, en faisant un grief à la Chambre syndicale des employés d'admettre des personnes employées dans des professions étrangères les unes aux autres. (1)

La solution est donc nettement restrictive.

(1) Gaz. des Trib. 27 Mai 1908.

IV. — SYNDICAT AYANT EXCLUSIVEMENT POUR OBJET
L'ÉTUDE ET LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES,
INDUSTRIELS, COMMERCIAUX ET AGRICOLES.

Enfin nous rappelons pour mémoire que le syndicat pour ester en justice, doit agir exclusivement pour la défense « des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles » (art 3.)

Nous aurons dans des chapitres ultérieurs, à déterminer la portée de ce texte.

Un syndicat qui sortirait de ses attributions tomberait sous le coup des sanctions prévues par l'art. 9. (1)

SECTION II

Procédure

Le syndicat devra, bien entendu, être assigné à son siège social en la personne de ses administrateurs et directeurs, et si le syndicat n'a pas de siège social, il sera valablement assigné au domicile d'un de ses directeurs ou administrateurs par application de l'article 69 § 6. C. Proc. civ. (2)

(1) Cass. Ch. Crim. 18 Fév. 1893. D. 1894 - 1 - 26.

(2) Nous ne discuterons pas sur la question de savoir si le syndicat devrait être autorisé à ester en justice. Jouissant de la personnalité civile, et n'étant pas sous le contrôle de l'Etat, il n'a pas à demander d'autorisation, le reconnut-on, comme M. Sauzet ou M. Pic, comme un établissement d'utilité publique. V. Pic. Législ. ind. 2^{me} éd. p. 280 et Garneau : op. cit. p. 30.

Le syndicat doit être dispensé du préliminaire de conciliation prévu par les art. 48 et 49 C. Proc. civ.

L'article 48 porte : « Aucune demande principale, introductive d'instance entre parties capables de transiger et sur des objets qui peuvent être la matière d'une transaction, ne sera reçu dans les Tribunaux de 1^{re} instance que le défendeur n'ait préalablement appelé en conciliation devant le Juge de paix, ou que les parties n'y aient volontairement comparu. »

Or on admet que les administrateurs de syndicats, par analogie avec les administrateurs de société ne peuvent transiger sur les intérêts qu'ils administrent.

De plus, en vertu de l'article 49 : « Sont dispensées du préliminaire de conciliations... 6° les demandes formées contre plus de deux parties, encore qu'elles aient le même intérêt. »

Or, d'après l'opinion générale des auteurs la dispense du préliminaire de conciliation, pour le cas où il y a plus de deux parties, s'applique aux demandes formées contre plusieurs personnes, bien qu'elles ne forment ensemble qu'un seul associé (1).

Cette opinion est, il est vrai, contestée, la société, personne civile, ne formant qu'un seul défendeur.

Mais l'article 2045, C. c. décide que le mandataire n'a pas le droit de transiger au nom de son mandant, à moins qu'une procuration ne lui confère expressément ce droit car il n'a que la capacité d'administrer et non celle de disposer.

(1) C. Proc. civ. Tissier et Darras, art. 49 - 68 et suiv.

Il semble donc bien qu'il convient de dispenser le syndicat du préliminaire de conciliation sauf pour le cas où ses administrateurs ont, de par les statuts le droit de transiger.

SECTION III

Compétence

Au sujet de la compétence on appliquera les règles ordinaires.

La Compétence « *ratione personæ* » est régie par l'art. 59 du C. de Proc. civ. Le Tribunal compétent sera celui du domicile du défendeur. C'est ainsi que le Tribunal de paix du 3^{me} arrondissement de Paris a décidé que le Président d'une Chambre syndicale est régulièrement assigné devant les juges du siège de cette chambre syndicale, alors même que ce président, défendeur au procès aurait son domicile personnel dans un autre arrondissement. (1)

La Compétence « *ratione materiæ* » ressortira en principe du Tribunal civil.

Il convient de distinguer les rapports juridiques du syndicat avec ses membres et avec les tiers.

Vis-à-vis de ses membres le contrat est purement civil (2).

(1) Le Droit. 14 Sep. 1893.

(2) Trib. de Commerce de St-Nazaire, 16 Juin 1894. S. 1894 - II - 314. — Cour de Caen, 30 Mai 1892. S. 1894 - II - 439. — Garneau. op. cit. p. 32.

Les droits et obligations réciproques qui existent entre les membres d'un syndicat, du fait de la Constitution régulière du syndicat professionnel, sont de droit commun. Leur inexécution relève de la compétence des Tribunaux civils, le syndicat fut-il constitué entre commerçants. « Attendu, déclare un arrêt de la Cour de Caen, qu'une pareille association, quoique n'ayant pas le caractère d'une société civile proprement dite, n'en a pas moins tant qu'elle dure, une personnalité distincte de celle des membres qui la composent, comme celle qui est reconnue au profit des sociétés civiles. » Il s'agissait dans l'espèce du paiement d'une amende pour inexécution d'un règlement établi par le Syndicat. L'arrêt de la Cour de Caen laissait au Syndicat, personne civile, le droit de poursuivre le syndiqué commerçant devant la juridiction civile ou devant la juridiction commerciale.

Est-il exact de dire que l'engagement du syndiqué se rattache, non à sa qualité de commerçant, mais à sa qualité de membre du syndicat ? M. Garneau estime « que l'engagement d'un syndiqué vis-à-vis du syndicat a un caractère civil, et le principe doit être maintenu, aussi bien pour l'obligation du syndicat envers ses membres que pour l'obligation des membres envers le syndicat. »

Vis-à-vis des tiers, la situation est identique.

Les opérations du syndicat sont des opérations civiles. Cependant le syndicat peut être entraîné à faire des opérations commerciales. Cette infraction au principe de la loi de 1884 a été commise fréquemment par des syndicats agricoles qui ont fait maintes fois

des opérations d'achat et de vente en faveur de leurs membres.

Il y a lieu de distinguer si le syndicat fait des opérations avec ou sans bénéfice.

Un syndicat ou son représentant ne fait pas acte de commerce, quand il achète des denrées pour les céder aux syndiqués à prix coûtant. (1)

Récemment le Tribunal de Commerce de Marseille s'est déclaré incompétent pour connaître d'une demande en paiement de marchandises vendues à un syndicat (lequel syndicat devait ensuite les répartir entre ses adhérents). (2)

Le syndicat, d'ailleurs, dans l'état actuel de la législation ne peut faire de réelles opérations commerciales, exploiter une mine par exemple (3), se porter adjudicataire de travaux publics, se transformer en coopérative, etc.

Le projet élaboré par la Commission du Travail sur les syndicats professionnels et dont M. Barthou est le rapporteur, autorise les syndicats à se juxtaposer des sociétés commerciales à responsabilité limitée, à forme coopérative, régies par les lois du 24 juillet 1867 et du 1^{er} août 1893.

(1) Arrêt de la Cour de Bordeaux réformant trib. de Commerce de Bordeaux, 29 Avril 1885. D. 1890 - II - 70.

Il s'agissait de l'achat de sucre de Vendanges, par le syndicat des agriculteurs du Périgord, soit pour relever le degré alcoolique des vins, soit pour utiliser le marc. Les sucres avaient été vendus aux membres du syndicat sans qu'il fut réalisé de bénéfice.

(2) 18 Avril 1907. Rev. des Soc. 1908, p. 218.

(3) Lyon. 26 Mars 1891. D. 1891 - 2 - 201.

CHAPITRE III

Action du Patrimoine

Ces actions, qui ont trait à la conservation du patrimoine syndical, ne sont l'objet d'aucune contestation.

Dès lors, en effet, que l'on reconnaît au Syndicat le droit de posséder ; on doit lui reconnaître toutes les actions du patrimoine qui sont la manifestation la plus importante de sa personnalité civile.

Il peut agir en justice comme défendeur, chaque fois que sa responsabilité est engagée, et comme demandeur, toutes les fois qu'il a subi un préjudice.

S'il est victime d'un vol ou d'un détournement, il peut se porter partie civile, et demander le remboursement de ce qui lui a été dérobé. S'il est diffamé, il peut poursuivre le diffamateur et demander des dommages et intérêts.

Il en sera de même en matière contractuelle, quasi contractuelle et délictuelle.

En cas d'incendie, il aura le recours locatif contre les voisins : il lui sera loisible de plaider contre son assureur.

En vertu de l'article 6, le Syndicat a le droit

d'employer des sommes provenant des cotisations, d'acquérir les immeubles qui sont nécessaires aux réunions, bibliothèques, cours d'instruction professionnels. Il est donc appelé à contracter, acheter, hypothéquer. Ces droits ne peuvent exister que si l'action en justice les accompagne et les sanctionne.

Aussi le droit d'ester en justice, prévu par le même article, s'exerce-t-il sans contestation dans toutes ces hypothèses.

Mais le Syndicat peut, de plus, engager le patrimoine syndical en s'exposant par sa faute à une action en responsabilité.

Il ne s'agit plus, dans cette hypothèse, de la responsabilité de droit commun, tel que le recours des locataires en cas d'incendie survenu dans l'immeuble syndical, mais de la mesure dans laquelle le Syndicat peut remplir sa mission sociale sans léser les droits d'autrui.

Dans une première section nous aurons donc à étudier les actions relatives à la capacité civile du Syndicat, prise dans le sens étroit que nous avons déterminé ci-dessus.

Dans une seconde section, nous étudierons, bien qu'il s'agisse du Syndicat défendeur, l'action à laquelle s'expose le Syndicat à raison de quasi-délits qu'il pourrait commettre en exerçant sa fonction syndicale.

Cette dernière section servira de préparation à la détermination que nous nous proposons de faire du champ dans lequel peuvent s'exercer toutes les autres actions en justice du Syndicat, basées sur l'accomplissement de ses fonctions.

SECTION I

Actions relatives au Patrimoine syndical

On peut ramener aux 5 suivantes les actions relatives à la conservation du patrimoine syndical qui méritent de nous intéresser spécialement :

- 1^o La dénomination du Syndicat ;
- 2^o Le paiement des cotisations des membres actifs, démissionnaires ou exclus ;
- 3^o Le paiement des amendes ;
- 4^o Les actions résultant des acquisitions à titre onéreux ou à titre gratuit ;
- 5^o La marque de fabrique et le label.

I. — DÉNOMINATION DU SYNDICAT

Le Syndicat, comme une société ou une maison de commerce, a la propriété de son appellation. Elle appartient à la collectivité. Le Syndicat pourra donc se réserver une dénomination et agir en justice pour empêcher les tiers de se l'approprier. Ainsi jugé (1) par le Tribunal de Commerce de la Seine et la Cour de Paris.

II. — COTISATION DES MEMBRES

Le syndiqué, en adhérant aux statuts, s'engage à payer la cotisation. Les cotisations sont la principale ressource du Syndicat, et celui-ci est intéressé au pre-

(1) C^{ce} Seine. 7 mars 1890. La Loi. 19 mars 1890. Cour de Paris. 19 mars 1888. Rev. des Soc. 1888, p. 297.

mier chef à en assurer le recouvrement. Il agira au besoin en justice.

Le législateur a voulu éviter que l'on retienne de force les syndiqués au sein de l'association. Il a interdit d'exiger des adhérents l'engagement de faire partie du Syndicat pour une durée déterminée.

L'art. 7 porte : « Tout membre d'un Syndicat professionnel peut se retirer à tout instant de l'association nonobstant toute clause contraire, mais sans préjudice du droit pour le Syndicat de réclamer la cotisation de l'année courante. »

Dans la limite de ce texte, le Syndicat peut agir en justice pour réclamer le paiement des cotisations à ses adhérents ou aux membres démissionnaires. « L'année courante », selon le Tribunal de paix de Marseille, ne part pas du jour où la démission est donnée. Elle est l'année au cours de laquelle la démission a été donnée, et qui expire au 31 décembre suivant. Par suite, si une fraction importante d'un Syndicat démissionne le 30 décembre le Conseil d'administration ne pourrait plus tableur pendant une année encore sur les cotisations des membres démissionnaires (1).

III. — AMENDES

Nous avons, en étudiant la compétence, fait remarquer que l'action relative au paiement de l'amende

(1) *V. Boullay*. Code des Syndicats professionnels. *Coulet et Libre* : Guide pratique des Syndicats professionnels. *Pic op. cit.* *Glotin*. Etude sur les Syndicats professionnels.

était de la compétence du Tribunal civil. Au cas où le défendeur serait commerçant, le Syndicat aurait le choix entre la juridiction civile et la juridiction consulaire.

La légitimité de l'amende a été contestée.

On a prétendu que la stipulation de l'amende avait pour résultat d'aliéner la liberté de l'ouvrier. En effet, il suffirait de stipuler une amende au cas où le Syndiqué se retirerait du Syndicat pour tourner la disposition de l'art. 7 analysé dans le paragraphe précédent.

Mais il suffit de refuser toute action en justice dans ce cas limitativement prévu.

L'amende, en effet, est purement et simplement une clause pénale comme il s'en insère constamment dans tous les contrats.

On invoque, il est vrai, contre l'amende, l'ancien art. 416 du code pénal, dont l'abrogation n'aurait pas fait disparaître l'action civile. Cet article prohibait les « amendes, défenses, proscription, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté pour porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail. »

Mais il convient de remarquer que la disposition de l'art. 416 était exorbitante du droit commun. Le législateur de 1884 a jugé utile de la faire disparaître, estimant qu'elle était inconciliable avec la conception qu'il se faisait de l'action syndicale. Abolissant la sanction pénale, il entendait aussi, selon nous, faire disparaître en droit civil également cette disposition exceptionnelle. Seul, le principe de l'art. 1382 régit actuellement la matière, et il appartient à la jurisprudence de déterminer dans quelle mesure le principe

« tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer » est conciliable avec le droit du Syndicat de défendre les intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Le domaine respectif est sans doute difficile à déterminer. Nous ne pouvons que renvoyer à la seconde section de ce chapitre la recherche de ce critérium.

Mais nous estimons qu'il est légitime d'imposer au syndiqué, dès lors qu'il est entré au Syndicat, l'observation de toutes les clauses des statuts, pourvu qu'elles ne soient pas contraires à l'ordre public. Il est libre, si les clauses auxquelles il a acquiescé ne sont plus à sa convenance, de se retirer du Syndicat à la condition de payer sa cotisation de l'année courante. Encore estimons-nous qu'il ne saurait, par sa démission, se dérober au paiement des amendes antérieurement encourues. L'arrêt de la Cour de Caen, du 30 mai 1892, nous paraît très critiquable. Il a refusé à un Syndicat le droit d'ester en justice pour obtenir le paiement d'une amende, sous le prétexte que le contrevenant avait donné sa démission — ce qu'il a en effet toujours le droit de faire en vertu de l'art. 7 — et que par ce moyen il se serait légitimement soustrait aux stipulations des statuts (1).

Cette solution n'a pas été généralisée. Un arrêt de la Cour de Rouen, antérieur en date, il est vrai (24 mai 1890) a décidé que l'amende n'est contraire ni à l'ordre

(1) Dalloz. 1893. II. 245. Rev. des Soc. 1892, p. 467.

public, ni à la loi de 1884, et que le Syndicat a qualité pour en poursuivre le recouvrement (1).

La jurisprudence n'a donc pas tenu compte, et avec raison, des paroles prononcées par M. Ribot à la tribune de la Chambre : « Il faut permettre aux Syndicats de procéder, au moins vis-à-vis de leurs membres, par certaines amendes ou interdictions dont nous n'admettons pas la validité au point de vue du droit civil, mais qui au point de vue du droit pénal, ne peuvent être l'objet d'une incrimination. »

Il eut été choquant de laisser ce droit sans sanction.

Au cas cependant où l'amende n'aurait pas été prévue par les statuts ou par une décision de l'assemblée générale modifiant les statuts, mais aurait été infligée par le Conseil aux membres qui enfreindraient ses décisions, elle serait dépourvue de sanction.

IV. — ACQUISITIONS A TITRE GRATUIT ET A TITRE ONÉREUX

Les Syndicats ne peuvent acquérir que les immeubles qui sont nécessaires à leurs réunions, à l'installation de bibliothèques ou à l'organisation de cours professionnels (art. 6).

Sous cette réserve, ils peuvent agir en justice pour tous les actes relatifs à leur droit de propriété : achats, vente desdits immeubles, hypothèques, servitudes, mitoyenneté, etc.

Le Syndicat peut-il acquérir à titre gratuit ? La question a été tranchée par l'affirmative, après quel-

(1) Dalloz, 1891, II - 381.

ques discussions. L'acquisition à titre gratuit n'est pas exprimée dans le texte de la loi.

Le 3^{me} alinéa de l'art. 6 est ainsi rédigé : « Toutefois, ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle ». Et l'art. 8 dispose : « Lorsque les biens auront été acquis contrairement aux dispositions de l'art. 6, la nullité pourra être demandée par le Procureur de la République ou par les intéressés. Dans le cas d'acquisition à titre onéreux, les immeubles seront vendus et le prix en sera versé à la Caisse de l'association. Dans le cas de libéralité, les biens feront retour aux disposants, ou à leurs héritiers ou ayants-cause ».

Faut-il conclure que si la donation est faite en valeurs mobilières il y a lieu de l'accepter ?

Remarquons que l'art. 8 vise uniquement l'acquisition des immeubles. On pourrait s'étonner, si l'acquisition à titre gratuit est admise implicitement par la loi, que l'art. 8 n'ait pas admis la même solution pour les acquisitions d'immeubles à titre gratuit que pour celles à titre onéreux, et décidé que, dans cette seconde hypothèse aussi, la vente en serait effectuée au profit du Syndicat.

Et certes, si on restreignait la personnalité civile du Syndicat à la possibilité de faire les seuls actes énumérés aux textes, il conviendrait de refuser au Syndicat le droit d'acquérir à titre gratuit.

Mais nous avons, dans notre chapitre 1^{er}, émis l'opinion que la « personnalité civile » du Syndicat

devait être interprétée *lato sensu*, et lui conférait, sauf disposition contraire, les droits que possèdent les particuliers, pourvu que ces différents droits ne soient pas incompatibles avec la nature même du Syndicat. Par suite, et dans le doute, il nous paraît logique de reconnaître au Syndicat un droit qui ne peut que faciliter son existence et élargir le cadre de son action.

Les travaux préparatoires nous éclairent, d'ailleurs, à ce sujet. M. Hubert-Valleroux, s'appuyant sur des déclarations faites à la Chambre par MM. Goblet, de la Rasetière et Clémenceau, a soutenu que les Syndicats ne pouvaient recevoir ni dons, ni legs (1). Mais si l'on se réfère aux textes votés on s'explique très bien la rédaction des art. 6 et 8. La Chambre des députés avait adopté le texte suivant : « Les Syndicats professionnels pourront employer les sommes provenant des cotisations... » Le Sénat modifia ainsi le texte : « Il leur est interdit de recevoir des dons et legs et d'acquérir autrement qu'à titre onéreux ; Ils peuvent employer les sommes provenant des cotisations ». Or, lorsque le projet revint devant la Chambre, le rapporteur, M. Lagrange, fit une déclaration à la suite de laquelle on supprima la disposition adoptée par le Sénat : « La Commission, déclare-t-il, n'a pas crû devoir enlever aux Syndicats déclarés, la faculté de recevoir des dons et legs. Il est à présumer que, dans la pratique, les bibliothèques syndicales et les

(1) Hubert-Valleroux. Les corporations d'arts et métiers et les Syndicats professionnels (p. 368).

écoles professionnelles recevront de nombreux dons de livres, outils, instruments. Il serait injuste de les obliger à dépenser pour l'acquisition de ces objets des fonds qui peuvent utilement grossir les ressources des Caisses de retraites et de Secours mutualistes ».

Aussi résumerons-nous ainsi cette question des acquisitions à titre gratuit :

Le Syndicat peut recevoir par don ou legs, des biens immeubles, à la condition de leur donner l'affectation imposée par l'art. 6 (1). Il peut également recevoir des biens meubles à titre gratuit.

On a pendant longtemps discuté la question de savoir si, pour l'acceptation des dons et legs, les Syndicats sont soumis à la nécessité d'une autorisation, telle qu'elle est organisée par l'art. 910 du code civil, et par la loi du 4 février 1901, sur la tutelle administrative en matière de dons et de legs.

Nous avons déjà mentionné que M. Sauzet avait soutenu que les Syndicats professionnels sont des personnes morales publiques, analogues aux établissements d'utilité publique, parce qu'ils ont en vue non le lucre, mais l'intérêt général. La personne morale s'enrichissant seule par les dons et legs, et non les membres pris individuellement, il y aurait lieu de lui faire application de l'art. 910 (2).

Cette théorie qui fait des Syndicats des personnes

(1) Cass. 26 mai 1894 D. 1895. I. 217, et la note. Trib. civil, Seine, 3 août 1899. Gaz. Trib., 1^{er} oct. 1899.

(2) Sauzet : De la nature de la personnalité des Syndicats professionnels. Revue critique de législation et de jurisprudence, 1888.

morales publiques n'a pas triomphé. La jurisprudence s'est prononcée en faveur de la *liberté des acceptations* (1).

V. — MARQUE DE FABRIQUE ET LABEL

Les membres du Syndicat s'imposent l'obligation d'observer les statuts de leur association. Ils se soumettent à la discipline de certaines règles professionnelles. Aussi nous semble-t-il logique que le Syndicat de producteurs est une marque de fabrique que chacun de ses membres pourra apposer sur chacun de ses produits et qui témoignera que lesdits produits ont été fabriqués suivant les prescriptions de la Chambre syndicale

A notre avis donc, un Syndicat doit avoir droit à la propriété d'une marque de fabrique.

Cependant ce droit lui est refusé par la jurisprudence : « Il n'est pas douteux que si un Syndicat professionnel, écrit M. Garneau, ne peut avoir pour objet l'exercice d'une profession, la fabrication ou la vente de produits, il ne peut pas davantage posséder valablement une marque de fabrique ».

La jurisprudence a décidé qu'un Syndicat n'avait pas qualité pour assurer à ses adhérents la propriété d'une marque de fabrique par le dépôt au Tribunal de Commerce. Il ne peut, par conséquent, poursuivre

(1) Trib. civ. de la Seine, 16 juillet 1896. D. 1898, 2. 438.

» » » 3 août 1899 (ci-dessus cité).

comme propriétaire d'une marque, une prétendue contrefaçon (1).

Nous estimons au contraire que la question n'est nullement liée à celle de savoir si un Syndicat peut faire le commerce. Il nous paraît conforme à la fonction syndicale, que le Syndicat ait la faculté d'adopter une marque, véritable marque de fabrique dont seuls pourraient disposer ses membres, c'est-à-dire tous ceux qui s'engageraient, en adhérants aux statuts, à travailler dans des conditions déterminées.

La marque de fabrique, propriété du Syndicat, serait à la fois une garantie pour le public et les membres du Syndicat. S'il est vrai que le Syndicat défend les intérêts de la profession, il n'est point nécessaire par exemple qu'un Syndicat de commerçants soit considéré comme commerçant lui-même, puisque chacun de ses membres, pris individuellement, a cette qualité, agissant dans leur intérêt général, il est aussi qualifié que chacun d'eux pour déposer une marque de fabrique correspondant au mode de production adopté par la collectivité.

Le même principe doit permettre aux ouvriers de se réserver la propriété du label.

Le label, qui nous vient des Etats-Unis, est, on le sait, une marque apposée par le Syndicat sur les produits patronaux, et qui atteste au public que les produits sont exécutés aux conditions de travail

(1) Aix, 22 nov. 1906. Gaz. des Trib., 5 janv. 1907. Rev. des Soc. 1907, p. 266. — Périgueux, 14 fév. 1907. Rev. Soc. 1907, page 266.

stipulées par le Syndicat, tant au point de vue de l'hygiène que des salaires, de la durée de la journée de travail, etc.

L'apposition du label est en général et à bon droit, reconnue comme légitime, et comme un moyen pacifique et souvent très puissant d'action syndicale (1).

Comme son apposition sur le produit attire la clientèle ouvrière, le label peut souvent être recherché par le producteur. Il est juste que la propriété du label soit réservée au syndicat, comme la propriété du nom ou de la marque de fabrique. Le patron qui apposerait le label sur des produits effectués dans des conditions qui ne seraient pas conformes à celles exigées par le syndicat pour donner droit au label commettrait une tromperie sur la qualité de la marchandise vendue.

Le syndicat pourrait agir directement au civil en raison du quasi-délit ou même se porter partie civile si le Tribunal correctionnel reconnaissait dans telle forme de fraude ou de contrefaçons un délit prévu et puni par nos lois pénales.

SECTION II

Responsabilités du Syndicat vis-à-vis des Tiers ou des Membres du Syndicat.

Le syndicat a pour mission l'étude et la défense des intérêts professionnels de ses membres.

Au cours de son action, il peut se laisser entraîner

(1) La Fédération du Livre, la Confédération générale du Travail, etc., ont une marque syndicale qui est un véritable label.

à certains actes dommageables. Ces actes l'exposent à une action en responsabilité, il peut être appelé en justice, comme défendeur, pour répondre de son quasi-délit.

Non content, par exemple de recommander au public l'achat de certains produits par l'apposition d'un label, il peut par une publicité plus ou moins adroite, déconseiller ou dénigrer des produits similaires; il peut boycotter ces produits et porter ce boycottage à la connaissance, soit de ses membres, soit des autres syndicats, soit des consommateurs, par circulaires ou par voie d'affiches. Il peut aussi mettre à l'index soit des syndiqués, soit des non-syndiqués. Il peut, s'il est syndicat patronal, refuser d'embaucher des ouvriers, en raison de leur qualité de syndiqués, ou, s'il est syndicat ouvrier, étendre la mise en interdit, non seulement aux ouvriers, mais encore aux maisons patronales qui ne font pas travailler aux conditions syndicales (1).

Ici se pose la question de savoir dans quelle mesure il est licite, dans l'intérêt de la défense syndicale, de causer à autrui un dommage. Où s'arrête l'action légitime du syndicat, où commence l'application du principe d'équité de l'art. 1382, c'est ce qu'il convient de déterminer et c'est ce que la doctrine et la jurisprudence n'ont pas encore nettement élucidé.

En étudiant la question de savoir si les amendes sont licites, nous avons vu que le législateur de 1884 avait

(1) Voir dans Marais « Les Syndicats professionnels devant la jurisprudence, (Paris 1908), un examen intéressant des divers cas de mise à l'index ou d'intervention syndicale. »

abrogé l'art. 416 du C. pénal qui prohibait les amendes, défenses, proscriptions, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté pour porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail.

Mais l'art. 415 C. P. subsiste, qui punit « les violences voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses qui ont amené ou maintenu, ou tenté d'amener et de maintenir une cessation concertée de travail, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail. »

Nous avons émis l'opinion que le délit civil n'existait pas, par suite de l'abrogation de l'art. 416 du C. pénal, et qu'il faut rechercher, d'après les circonstances de fait, si les amendes, défenses, proscriptions, interdictions tombent sous le coup de l'art. 1382 ou au contraire sont exercées en vue de défendre des intérêts professionnels.

Mais le criterium cependant n'est pas facile à établir. On peut dire en effet que tout acte syndical a pour but d'assurer la victoire du syndicat, sa prépondérance, et d'obliger les dissidents à y entrer, ou les adversaires à traiter avec lui. En ce sens, évidemment, il conviendrait de légitimer tout acte syndical et de refuser l'application de l'art. 1382, sous prétexte que la défense des intérêts professionnels dont le syndicat est l'organe, doit primer les intérêts particuliers.

Mais on objecte que l'action syndicale peut être aveugle et confiner à la tyrannie. Il convient donc de faire un choix entre les moyens d'action dont peut user le syndicat, et de rechercher si les actes sont bien

conformes à l'intérêt professionnel, ou s'ils ne sont pas inspirés plutôt par l'idée de vengeance (ou encore s'ils ne sont pas attentatoires à la liberté du commerce et de l'industrie).

Le cas qui se présente le plus fréquemment est celui de la mise à l'index infligée à des ouvriers ou à des patrons par un syndicat ouvrier.

En ce qui concerne les ouvriers, la mise à l'index vise, soit des ouvriers qui ne font pas partie du syndicat, soit des ouvriers qui ont cessé d'en faire partie, ou des membres même du syndicat qui n'observent pas les statuts ou les décisions du syndicat.

La mise à l'index d'un ouvrier syndiqué, quand il s'agit de la défense d'un intérêt professionnel, est légitime (par exemple au cas où le syndiqué accepte de travailler au-dessous du tarif syndical). (1)

Mais la mise à l'index peut donner lieu à des dommages et intérêts lorsqu'elle a pour unique mobile la volonté de nuire à autrui. Tel fut le cas de l'ouvrier Joost, que vise un arrêt de la Cour de Cassation.

L'ouvrier Joost avait abandonné le syndicat de Jallien dont il faisait partie. Il fut mis en demeure d'y rentrer. Puis sur son refus, mis à l'index, et le syndicat menaçait de grèves les patrons qui acceptaient de l'employer.

Le Tribunal de Bourgoin estima que l'interdiction de travail ne pouvait, sous le régime de la loi de 1884,

(1) Trib. civ., Lyon, 16 décembre 1896. Rev. prat. de Droit industriel, 1897, p. 156.

donner lieu à des dommages et intérêts pour celui qui en était victime.

La Cour de Grenoble estima, elle aussi que le syndicat n'avait fait qu'user de droits reconnus par la loi, si préjudiciable que cela put être pour Joost. Or l'exercice d'un droit ne peut donner naissance à une action en dommages et intérêts. (1)

La Cour de Cassation au contraire estima que Joost avait subi un préjudice, et que le syndicat était sorti de ses attributions. Il n'y avait, en effet, aucun intérêt professionnel en jeu qui puisse légitimer la menace de grève.

La Cour de Chambéry s'inclina devant les principes posés par la Cour suprême. 2)

Plus délicate semble l'affaire de l'ouvrier Bonissent « mis à l'index quoique non syndiqué, pour avoir continué à travailler dans une maison, objet d'une proscription de la part du syndicat. Peu à peu, sous l'influence de cette mise à l'index, il se vit fermer l'accès des maisons non consignées qui n'auraient pu le recevoir sans être mises en interdit »

Nous relatons la situation telle qu'elle est exposée par M. Marais : le tribunal civil de la Seine accorda à Bonnissent père et fils des dommages et intérêts. (3) M. Marais approuve cette solution.

(1) 28 oct. 1890. D. 1891. 2. 241.

(2) Ch. civ., 22 juin 1892. D. 92. 1. 448. Chambéry, 14 mars 1893. D. 93. 2. 191.

(3) 4 juillet 1895. D. 95. 2. 312. (Confirmé Cour de Paris, 31 mars 1896. D. 96. 2. 184.) Voir Marais, page 132 et ss.

Les circonstances de fait étaient défavorables au syndicat. En effet, la cause initiale de son action était illicite. La maison où travaillait Bonnissent avait été mise à l'index parce qu'elle avait refusé de renvoyer sans motif légitime un chef d'atelier, et de le remplacer par un membre de la Chambre syndicale. D'où interdiction par le syndicat, étendue de la maison aux ouvriers qui y travaillaient. De plus le syndicat avait eu le tort de poursuivre de sa vindicte le fils de Bonnissent.

Mais, à ne considérer que la question de principe, telle qu'elle est exposée dans les lignes que nous extrayons de l'intéressante étude de M. Marais, il nous semble que le syndicat a le droit : 1^o de mettre en interdit les ouvriers qui ne travaillent pas dans les conditions qu'il a établies.

2^o De mettre en interdit les maisons qui ne font pas travailler à ces conditions.

Reste encore à savoir : 3^o si les maisons qui font travailler aux conditions syndicales sont fondées à se plaindre d'être mises en interdit par le syndicat parce qu'elles prennent comme ouvriers des ouvriers mis en interdit par le syndicat.

On peut se demander si l'ouvrier mis en interdit n'a pas simplement à opter : ou se soumettre à l'injonction syndicale, et dans ce cas travailler dans les maisons qui vivent en paix avec le syndicat ou bien résister à l'injonction et travailler uniquement dans les maisons qui sont en interdit ou qui, par le fait même qu'il y entrerait, tomberaient sous le coup de la mise à l'index. Mais dans ce cas il devrait renoncer à faire décider par

la justice qu'il a le droit d'être admis dans les maisons qui entretiennent de bonnes relations avec le syndicat.

Un seul recours devrait lui être ouvert : le tribunal aurait à apprécier si la mise en interdit est prononcée pour la défense des intérêts professionnels, ou par vengeance et volonté de nuire. Si le Tribunal reconnaît que la mise en interdit est légitime, nous ne voyons pas pourquoi on reconnaîtrait à l'ouvrier mis en interdit le droit de poursuivre le syndicat qui lui fait fermer l'entrée des maisons non consignées. Il a toute liberté d'entrer dans celles qui sont prosrites par le syndicat.

Ainsi, si l'interdiction du travail est basée sur ce fait que l'ouvrier ne se soumet pas aux conditions du travail fixées par le syndicat, il n'y a pas de délit civil. La jurisprudence est certaine en ce sens. (1)

Si l'interdiction est prononcée uniquement dans un but de malveillance, la jurisprudence applique presque toujours la théorie de la Cour de Cassation. Elle déclare l'interdiction du travail délit civil quand cette interdiction est déterminée par le désir de se venger de celui dont on exige le renvoi, ou de lui nuire pour un quelconque motif. (2)

La Cour de Cassation a jugé que les menaces de grèves adressées sans violences ni manœuvres frauduleuses sont licites, quand elles ont pour objet la

(1) V. P. Boncour. Le fédéralisme économique, p. 253 et ss.

(2) Husson. Syndicat des mouleurs de fonte. Trib. civ. de la Seine, 6 nov. 1893. Bull. offi. trav. 96 p. 61.

défense d'intérêts professionnels. Mais « elles peuvent encore constituer une faute obligeant ceux qui l'ont commise à la réparer lorsqu'inspirées par un esprit de malveillance, elles ont eu pour but et pour effet d'imposer au patron un renvoi qu'aucun grief sérieux ne paraît motiver. » (1)

Précédemment, la Cour de Lyon avait jugé, dans le cas très connu de l'ouvrier Oberlé, que le syndicat ne peut employer légitimement la grève pour forcer le patron à congédier un membre du syndicat qui refuse de se soumettre à une décision du Comité directeur prise en faveur d'un de ses camarades.

Il s'agissait d'obliger Oberlé à partager son salaire avec l'ouvrier congédié qu'il avait remplacé.

Enfin, de délicates difficultés se révèlent au sujet des conséquences qu'il convient de tirer de l'art. 7, qui donne aux syndiqués le droit de se retirer à toute époque.

En principe, on admet que les menaces de grève cessent d'être licites quand elles ont pour objet de ramener un membre démissionnaire dans le syndicat, ou de le punir d'avoir démissionné.

Le Tribunal civil de Château-Gontier a récemment admis la même solution pour les menaces de grève faites en vue de contraindre un patron à renvoyer un ouvrier qui refusait de se syndiquer. (2)

La loi de 1884, notamment dans son art. 7 a respecté le droit pour un ouvrier de refuser de faire partie

(1) C. de Cassation, 9 juin 1896. S. 97. p. 25.

(2) 13 nov. 1906, Rev. des Soc. 1908., p. 201.

d'un syndicat professionnel, par suite la menace de grève est une manœuvre interdite donnant ouverture à une action de dommages-intérêts, au profit de l'ouvrier qu'elle atteint, quand elle a eu pour résultat de le priver de son travail. En pareil cas les membres du bureau doivent être tenus personnellement des dommages-intérêts.

Enfin, en ce qui concerne la menace de grève nous avons vu qu'elle était aussi illicite quand elle était faite en vue d'obliger un de ses membres à se conformer à une délibération prise sur un objet étranger à l'institution des syndicats.

Pour ce qui a trait plus spécialement aux mises à l'index de maisons patronales par les syndicats ouvriers nous avons déjà eu l'occasion d'en parler incidemment. Si la mise à l'index est causée uniquement pour refus d'accepter les conditions du travail réclamé par le Syndicat, elle est licite. Quant aux menaces de grève, nous savons qu'il faut qu'elles soient faites dans un intérêt professionnel et non par vengeance. La mise à l'index devient illicite quand elle s'accompagne d'un délit ou d'un quasi-délit tels que des violences ou des diffamations, si par exemple dans les affiches portant mise à l'index contre le patron, le syndicat énonçait des faits de nature à nuire à son honneur ou à mettre en doute sa probité commerciale. (1)

La Cour d'appel de Nîmes, par arrêt du 30 Janvier

(1) Cour d'Amiens, 7 juillet 1905, Rev. des Soc. 1906, p. 291.

1907, a posé les principes suivants auxquels nous souscrivons pleinement. (1)

La mise à l'index n'aurait ni but appréciable ni portée utile si elle demeurait ignorée des ouvriers syndiqués, et en recourant aux procédés de l'affichage, le syndicat ne fait qu'employer un mode licite d'exécution, une résolution qui trouve elle-même son fondement dans la loi.

Toutefois le droit d'affichage a sa source et sa limite dans l'exposé pur et simple des prétentions et des griefs respectifs des parties, et si on l'accompagne de manœuvres dolosives — ou si les affiches contiennent des imputations diffamatoires ou injurieuses, on transforme ainsi de toute évidence, un acte légitime dans son principe en un délit ou un quasi-délit, engageant la responsabilité de ses auteurs, c'est-à-dire dans l'espèce, du syndicat qui a fait placarder de telles affiches.

On sait que le boycottage est plus large que la mise à l'index. Il fait appel non plus seulement aux intéressés, mais aux consommateurs (2) et les invite à ne

(1) Rev. des Soc., 1908, p. 473.

(2) Monsieur Levasseur définit ainsi le « boycott » dans *L'ouvrier Américain*, A. 1^{er}, p. 541 : « Le boycott est un interdit prononcé contre une personne ou un établissement, en vertu duquel les personnes engagées dans le concert ne doivent avoir aucune relation commerciale avec la personne ou l'établissement condamné, tant que dure l'interdit ; il est presque toujours prononcé par une association pour cause de griefs réels ou prétendus dont les plus ordinaires sont le taux du salaire, le renvoi d'ouvriers, la durée de la journée, et l'emploi d'ouvriers n'appartenant pas à l'Union. Son effet se mesure d'ordinaire à l'importance de l'association qui le prononce. »

pas s'adresser aux producteurs qui ne travaillent pas aux conditions syndicales. On doit se demander si le syndicat ne s'adressant plus aux ouvriers, aux intéressés mais au public ne commet pas dans l'intérêt de la profession, des actes de malveillance qui l'expose à une demande en dommages-intérêts.

L'intention de nuire n'est pas niable, mais doit-on l'admettre sous prétexte qu'elle a pour but de défendre les intérêts syndicaux. La question est délicate. Nous ne prétendons point la résoudre. Très développé aux Etats-Unis, le boycott est prohibé ou implicitement interdit dans plusieurs Etats de la République.

Il y a donné lieu à beaucoup de procès et de condamnations, « il est bien rare, écrit M. Levasseur qu'il ne dépasse pas les limites d'un différend entre deux parties intéressées et qu'il ne porte plus ou moins le caractère d'intimidation ou tout au moins d'immixtion dans les affaires d'un tiers. »

Il est évident que certaines affiches, comme celles qui ont motivé l'arrêt de la Cour de Nîmes ci-dessus analysé constituent un acte de boycottage car elles informent le public de la conduite des patrons et peuvent influencer la clientèle. Si l'on peut considérer le boycottage comme un moyen licite d'action syndicale et nous inclinierions volontiers vers cette solution, on peut cependant comme dans le cas de menace de grève ou de mise à l'index, ou de mise en interdit, poser en principe que le boycottage ne doit être exercé que dans l'intérêt professionnel et non par désir de vengeance ou de malveillance.

Mais les victimes de boycottage pourront répliquer

qu'en toute hypothèse le boycottage est nuisible à leurs intérêts, — c'est l'objet même de ce moyen d'action — et qu'elles sont fondées à requérir dans tous les cas, l'application de l'art. 1382. On pourrait même se demander si le boycottage consistant en allégations de nature à nuire à autrui, ne tombe pas sous le coup des sanctions applicables à la diffamation.

Il y a lieu de protéger aussi l'ouvrier contre le patron qui fait montre de dispositions malveillantes à son égard, à raison de sa qualité de syndiqué. Il convient d'appliquer par juste réciprocité, les principes posés ci-dessus.

Tout individu ayant le droit de faire partie d'un syndicat comme de ne pas en faire partie, on ne saurait tolérer qu'un patron remercie un de ses ouvriers sous prétexte qu'il est syndiqué, le syndicat fut-il en état d'hostilités avec le patron.

Aussi le jugement du Tribunal civil de Grenoble du 15 Janvier 1893, qui admet la solution contraire nous paraît essentiellement critiquable (1).

« Les associations syndicales, dit excellemment M. Marais (2) sont permises et même encouragées par les lois. Le fait d'y entrer, de s'y intéresser, de prendre une part active aux travaux sociaux, ne saurait par lui seul constituer des actes dont un patron ait lieu de se plaindre en tout équité. Il convient de faciliter à l'ouvrier les mesures qui lui permettent de défendre ses intérêts professionnels d'une façon légitime. Or,

(1) D. 1893. 2. 377.

(2) Op. cit. p. 136.

le priver de son salaire parce qu'il cherche à l'améliorer à l'aide d'un moyen légal, sans commettre aucun acte abusif et sans qu'il soit même démontré que le syndicat en commette par ailleurs, nous paraît constituer d'une façon évidente, un acte illicite » (1).

La question est peut-être plus délicate en cas de refus par un patron d'embaucher un ouvrier parce qu'il est syndiqué.

Elle nous paraît devoir être solutionnée pour les mêmes motifs, en faveur de la responsabilité du patron. Il sera sans doute souvent difficile à un ouvrier de prouver que le patron porte atteinte à son droit d'être syndiqué, en refusant de l'embaucher, mais un syndicat, en cas de refus systématique d'embauchage de ses membres, pourrait se prétendre lésé et demander des dommages-intérêts au patron qui porte atteinte à la liberté syndicale et nuit au crédit du syndicat (2).

Mais comme l'ouvrier est libre de faire ou de ne pas faire partie d'un syndicat, la Cour de cassation décide que la Convention par laquelle un patron s'engage à n'employer que des ouvriers syndiqués est nulle comme contraire à la liberté du travail. Nous croyons devoir critiquer cette décision.

Il nous paraît qu'une pareille convention est de

(1) En ce sens. Lille, 12 nov. 1906. Bull. de l'Union des Indust. textiles, 1907. 356.

(2) Voir les espèces citées par M. Marais (op. cit. p. 437). Cass. Req. 13 mars 1905, D. 1905. I. 443. — Trib. Comm. Epernay, 28 fév. 1906, Gaz. Pal. 1906. I. 481. — Lille, 12 nov. 1906. Bull. de l'Union des Industries Textiles. 1906. 350.

celles qui pourraient être valablement conclue. Et la Cour de cassation déclare en outre que si un patron a le droit de déclarer qu'il entend à l'avenir n'employer aucun ouvrier syndiqué, le refus d'embauchage d'un ouvrier syndiqué, peut néanmoins être accompagné de circonstances qui lui donnent le caractère d'une faute.

La jurisprudence paraît donc hésitante sur ce point très important.

CHAPITRE IV

De l'action dans l'intérêt professionnel basée sur l'article 3.

Le Syndicat peut agir en justice pour la défense de son patrimoine. Il peut être appelé, en justice, en qualité de défendeur pour les actes de la vie civile qui portent atteinte aux droits d'autrui.

Mais on ne saurait lui refuser le droit d'agir en justice pour « la défense des intérêts économiques industriels, commerciaux et agricoles » (art. 3).

L'action en justice, nous l'avons déjà fait remarquer est la manifestation la plus marquée de la vie de l'individu ou de celle de tous les corps sociaux. Elle sanctionne des droits, qui sans elle, seraient dépourvus de toute efficacité. Le droit d'agir en justice pour la défense de semblables intérêts a cependant été contesté au syndicat.

Avant d'examiner les théories qui ont été échafaudées, et d'étudier la portée de cette action en justice, il n'est pas inutile de rechercher dans quelles conditions l'article 3 a été voté.

Le projet du Gouvernement, voté par la Chambre en 1881, portait un texte sensiblement différent de celui qui a été promulgué. L'article 3 était ainsi conçu : « les syndicats professionnels ont pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, indus-

triels, commerciaux *communs à tous leurs membres et des intérêts généraux de leurs professions et métiers.* »

Le Sénat, après le discours de MM. Bérenger et Brunet, supprima la partie de ce texte que nous avons soulignée, dans l'intention de faire disparaître une ambiguïté. Elle ne faisait en effet, que compléter l'idée exprimée par les lignes qui la précèdent. Et M. Bérenger qui se déclarait ferme partisan « de la reconnaissance des syndicats professionnels et d'une organisation légale de leur liberté » avait exprimé la crainte de faire jouir de la liberté qui allait être concédée, des sociétés ouvrières s'adonnant ouvertement à la politique et s'insurgeant contre l'ordre social. Il fallait éviter, disait-il, que la population ouvrière mêle à ce qu'elle croit être ses droits politiques, ses intérêts économiques, et qu'elle ne se figure qu'elle ne peut arriver à la satisfaction de ses intérêts en matière de travail, qu'à la condition de faire prévaloir d'abord sa prépondérance économique. Il était donc nécessaire de faire une démarcation très prononcée, très claire, très nette, pour retenir seulement ce qui concernait l'association professionnelle. On renverrait les associations politiques au droit commun de l'association, dont la liberté serait, espérait M. Bérenger, bientôt votée (1).

Le retrait de ce paragraphe ne fut voté cependant qu'en seconde lecture, après le rapport de M. Barthe et la Chambre se rangea à cette opinion.

(1) Sénat. Séance du 8 juillet 1882. Journ. off., 9 juillet. Débats parlementaires, p. 751 et ss.

Néanmoins, la jurisprudence (sauf de rares exceptions), se référant tant au texte adopté qu'aux motifs qui en avaient fait retrancher les mots « commun à tous leurs membres et des intérêts généraux de leurs professions et métiers » n'a pas contesté au Syndicat le droit d'agir en justice dans l'intérêt général de la profession.

Mais quant à l'expression « défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles » qui se trouve reproduite à deux reprises dans le texte de la loi à l'article 3 et à l'article 6, il est extrêmement difficile d'en définir la portée.

Si nous faisons abstraction pour le moment de l'opinion doctrinale qui estime que cette « défense » ne comprend pas l'action en justice, nous constatons que la doctrine et la jurisprudence ont apporté des solutions variées sur la manière dont il faut concevoir l'action en justice exercée en vue de la défense des intérêts ci-dessus énoncés.

L'examen de la jurisprudence est particulièrement intéressant parce que dans ses grandes lignes il révèle une évolution nettement marquée. En effet, les Tribunaux ont jugé au début selon leur propre conception du droit syndical tout nouveau pour eux, puis peu à peu s'est instauré un droit prétorien, que parfois le législateur a fortifié.

On reconnaît au Syndicat le droit d'agir dans l'intérêt général de ses membres. Mais que doit-on entendre par intérêt général des membres de la profession ?

Limitra-t-on l'action au cas où elle pourrait être exercée individuellement par chacun des membres du

Syndicat, et l'action syndicale ne serait alors que la somme des actions individuelles, ou bien estimera-t-on que l'intérêt général est engagé au cas où un seul individu est lésé, mais où cette lésion en fait est nuisible aux intérêts généraux de la profession.

Peut-être découvrira-t-on en outre des actions qu'aucun des membres du Syndicat n'aurait été reçu à engager faute d'intérêt individuel, mais qui engagées par le Syndicat seront recevables parce qu'elles sont introduites pour défendre l'intérêt professionnel.

On conçoit combien ces deux dernières solutions peuvent être fécondes. En effet on admettra un Syndicat à se porter partie civile dans des poursuites pour fraudes en falsification, on lui reconnaîtra le droit de déférer aux tribunaux administratifs les décrets, arrêtés, décisions prises à l'égard d'un seul, mais qui constituent une violation des lois et règlements relatifs à la profession et que le Syndicat a intérêt à faire respecter.

Le champ d'application est extrêmement vaste et susceptible de s'élargir à mesure que se développent les lois sociales et la réglementation des conditions du travail.

Ces actions sont basées sur la notion de l'intérêt général de la profession, de l'intérêt professionnel et non plus seulement de l'intérêt collectif expression équivoque qui a donné lieu bien souvent à des interprétations erronées de la notion « des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ».

Mais quelle est la limite des intérêts individuels, dont les actions sont dans le patrimoine de chaque

syndiqué, et des intérêts généraux, collectifs ou professionnels ? Le critérium n'est pas aisé à établir.

On peut affirmer cependant que souvent les deux actions peuvent se cumuler, l'action individuelle ayant pour but la réparation d'un dommage dont a souffert un particulier, l'action syndicale ayant pour but de faire respecter les intérêts généraux de la profession qui peuvent avoir été lésés par l'acte irrégulier, le fait délictueux qui a nui plus particulièrement à un membre du Syndicat qu'aux autres membres. Il peut y avoir intérêt à les exercer simultanément, en raison des intérêts distincts qui motivent chacune d'elle.

Nous nous bornons à donner, dans les lignes ci-dessus, un aperçu général du problème que soulève « l'action en justice exercée dans un intérêt collectif ». Il convient maintenant de reprendre plus en détail l'examen des difficultés que soulève l'exercice de cette action.

I. — OPINION RESTRICTIVE, DOCTRINE ET

JURISPRUDENCE

Dans les premières années qui suivirent la loi de 1884, le droit des syndicats d'agir en justice, par application de l'article 3, fut contesté formellement par d'éminentes personnalités.

M. Waldeck-Rousseau qui avait pris à l'élaboration de la loi une part active, posa en principe, dans une consultation, que le syndicat envisagé comme personne morale, représente les seuls droits et personnifie les seuls intérêts qui, n'étant le patrimoine d'aucun des sociétaires, ne peuvent être exercés par aucun

d'eux. (1) Par suite, si on reconnaissait au syndicat qualité pour agir dans le cas où les négociants syndiqués sont lésés, par exemple, par les actes d'un concurrent, ce ne serait plus un syndicat, mais une corporation. Cette solution ne tendait à rien moins qu'à refuser au syndicat toute action autre que celles du patrimoine. Quelques années après, M. Planiol soutint que le syndicat est un instrument d'action collective sur le terrain économique, mais ne peut et ne doit pas devenir une arme de procédure qui le plus souvent romprait l'égalité entre les plaideurs. (2)

Les particuliers qui se syndiquent, confondent leurs intérêts personnels avec les intérêts propres du syndicat. Ils entendent utiliser cette force collective dont ils disposent pour leur profit individuel et faire du syndicat une sorte de mandataire général se substituant à eux pour exercer leurs actions quand elles ont un caractère professionnel. Un syndicat, demande M. Planiol, a-t-il qualité pour exercer sous une forme condensée et beaucoup plus redoutable pour l'adversaire, les actions éparpillées qui naissent en la personne des membres ou de quelques-uns des membres du syndicat, alors que ces actions font partie des patrimoines individuels et non du patrimoine syndical ?

(1) Consultation publiée dans le Recueil périodique de Procédure civile, Rousseau et Seyner, 1887, p. 47.

(2) Note sous *Amiens*, 13 mars 1895, D. 95. 2. 553. Il s'agissait d'un Syndicat à qui la Cour avait reconnu qualité pour agir dans l'intérêt commun de ses membres, (dans l'espèce pour demander des mesures destinées à empêcher la contamination par des eaux usinières de l'eau d'étangs appartenant à tous les syndiqués.)

Or, sans se préoccuper de faire une distinction entre les actions qui naissent à la fois chez chacun des membres du syndicat, par exemple, les actions en concurrence déloyale ou seulement chez quelques uns des membres et au sujet desquelles on pourrait peut-être adopter une solution différente, l'éminent jurisconsulte pose en principe que l'alinéa 1^{er} de l'article 6 n'a pour but que d'autoriser les représentants du syndicat à exercer les actions appartenant en propre à l'être moral. Dans son article 6, la loi développe les conséquences juridiques qui résultent de la personnalité civile accordée aux syndicats. Rien n'indique, selon M. Planiol qu'on ait entendu donner à cette disposition, traditionnelle, en quelque sorte, qui autorise les syndicats à ester en justice, une portée nouvelle dont on n'aurait pu prévoir les conséquences et qui aurait tout au moins suscité un débat sur son opportunité et sur ses limites raisonnables.

Il y a donc une méprise sur le sens de la loi. Quand on a autorisé les syndicats à se fonder pour *l'étude* et la *défense* des intérêts économiques de certaines professions, la loi a entendu les charger de certaines missions pour lesquelles les particuliers sont mal préparés, par exemple, de solliciter des pouvoirs publics, des mesures nouvelles, des lois douanières, des facilités de transport, des réglementations spéciales. Mais on n'avait nul besoin de créer l'institution syndicale pour lui faire prendre en main des actions individuelles déjà ouvertes aux particuliers et que ceux-ci suffisent parfaitement à défendre eux-mêmes par les voies ordinaires. On a confondu dans la pratique les intérêts généraux de la profession avec les droits

individuels appropriés et incorporés dans les patrimoines des particuliers. Qu'il y en ait un ou qu'il y en cent mille, peu importe, l'action individuelle ouverte par le droit commun est suffisante et doit seule être admise. En fait de droits proprement dits, le syndicat n'en a d'autres à défendre que ceux qui constituent le patrimoine de la personne morale, l'actif syndical.

Le syndicat ne pourra agir, par conséquent que pour les actions qui naissent au profit du syndicat considéré comme formant une personne distincte de celle de ses membres : il défendra sa légalité, la régularité de sa constitution, son existence, son patrimoine, ses intérêts pécuniaires. Mais la *défense* des intérêts professionnels ne pourra se réaliser par l'action en justice.

Et M. Planiol conclut ainsi : « Quand il s'agira de droits individuels, on pourra donc toujours opposer aux syndicats intervenant ainsi dans les procès qui, au fond intéressent le patrimoine propre des syndiqués, l'axiome sous-entendu dans toutes les législations : sans intérêt, pas d'action. On pourrait même dans l'état actuel de la jurisprudence, se prévaloir de la vieille maxime « Nul en France ne plaide par procureur » qui est considérée comme toujours en vigueur ».

Le même auteur dans une note passée sous un arrêt de la Cour de Bordeaux (1) développait à nouveau sa théorie. Il s'agissait, en l'espèce, d'un Syndicat ayant pour objet la défense des intérêts de la propriété viticole d'un département, qui avait été déclarée non

(1) 4 juin 1897, D. 1898. 2 : 129, et les notes.

recevable à se porter partie civile dans une poursuite correctionnelle exercée par le Ministère public contre des personnes prévenues d'avoir mis en vente des vins mouillés, alors que ces vins n'avaient pas été présentés comme provenant du département pour lequel le Syndicat avait été constitué.

L'arrêt, n'était pas contraire à l'admission de principe du Syndicat, comme partie civile, mais, en fait, les vins n'ayant pas été présentés comme provenant du département dans lequel le Syndicat exerçait son action, la Cour avait appliqué l'adage : « pas d'intérêt, pas d'action ».

L'éminent professeur maintenait ses conclusions, en déclarant qu'il ne comprenait pas la distinction que tendait à faire la jurisprudence, en recevant les actions faites dans un intérêt collectif, et en repoussant celles faites dans l'intérêt d'un ou de quelques-uns. La question du nombre ne pouvait, selon lui, avoir aucune importance, et la jurisprudence se trouverait fatalement amenée, déclarait-il avec perspicacité, à considérer comme action syndicale, toute action, même individuelle qui a pour base les textes légaux réglant l'exercice d'une profession.

Il est certain que la jurisprudence, au début de l'application de la loi de 1884, fut très incertaine.

La solution restrictive, défendue par Waldeck-Rousseau et par M. Planiol, fut adoptée par le Tribunal civil d'Evreux et par celui d'Arras, en ce qui concerne les syndicats agricoles (1).

(1) Evreux. 21 oct. 1887. D. 88. 2. 136. — Arras. 13 juin 1888. D. 90. 2. 55.

Ces tribunaux jugèrent que lorsqu'une association a été formée entre un certain nombre d'agriculteurs ou de cultivateurs pour la défense des intérêts agricoles, et particulièrement la réparation poursuivie à l'amiable ou judiciairement — des dommages causés aux fermes, jardins et produits des membres de l'association par le fait des animaux et gibiers, une telle association n'ayant en vue que la défense d'intérêts agricoles, purement privés et individuels, ne peut agir en justice, par l'intermédiaire de son président, pour obtenir réparation du préjudice causé à ses membres par les animaux d'une forêt voisine, et faire condamner les propriétaires du bois à des dommages-intérêts à répartir entre les membres de l'association proportionnellement au dommage éprouvé par chacun d'eux.

Plus récemment, et dans un autre ordre d'idées, un syndicat agricole ne fut pas admis à former contre un décret un recours au Conseil d'Etat (1). Il s'agissait d'un pourvoi tendant à l'annulation d'un décret déclarant d'utilité publique les travaux de prolongement de l'émissaire général des eaux d'égout de Paris.

La Cour d'Aix repoussa aussi la poursuite de la Chambre syndicale des Négociants en tissus des Alpes-Maritimes contre un propriétaire de magasin qui avait commis des actes de concurrence déloyale (2). De même, le Tribunal de simple police de Nice n'ad-

(1) C. d'Etat. 29 juin 1900. D. 1901. 3. 82.

(2) Cour d'Aix, 26 janvier 1887. Rec. Proc. civ. de Rousseau et Laisney, 1887, 49 et ss. Revue des Sociétés, 1887, 234.

met pas le Syndicat des charretiers à se porter partie civile contre un boucher qui avait contrevenu à un arrêté de police (1).

Nous ne discuterons pas ici l'arrêt de la Cour de cassation (1^{er} fév. 1897) qui refusa au syndicat de Chauffailles le droit d'agir en justice pour l'application du contrat collectif de travail à certains de ses membres. Nous l'analyserons dans le chapitre suivant.

SECTION II

Opinion favorable à l'exercice de l'action

La jurisprudence favorable à l'action en justice du syndicat, par application de l'article 3, s'est particulièrement développée et a triomphé.

Mais si la doctrine, (à l'exception de M. Planiol), et la plupart des décisions de jurisprudence, admettent que le droit du syndicat d'ester en justice n'est pas limité à la défense du patrimoine syndical, il ne faudrait pas en conclure, nous le savons déjà, que l'application de cette action ne soulève aucune difficulté.

Il y a lieu de distinguer l'action syndicale de l'action individuelle, de rechercher dans quelle mesure elles peuvent se cumuler, et d'essayer de classer rationnellement les différentes hypothèses dans lesquelles

(1) Texte dans Courot « Du Syndicat demandeur en justice dans l'intérêt de ses membres » 1900, p. 26.

l'action syndicale peut s'exercer conformément à l'objet du syndicat défini par l'article 3.

Puis, ensuite, on peut rechercher la mission de Syndicat dans la conclusion du contrat collectif de travail et quelle action en justice il convient de lui donner pour assurer la sanction de ce droit. Cette dernière question sera étudiée dans le chapitre suivant. Il est nécessaire de connaître auparavant la jurisprudence favorable à l'action dans l'intérêt collectif, et d'en dégager les principes essentiels.

On peut distinguer l'action contractuelle et l'action délictuelle.

Cette dernière fut la première admise. Elle suppose une poursuite exercée, au nom du Syndicat, contre ceux qui ont nui à la profession par des fraudes, contrefaçons ou concurrence déloyale. Le Syndicat a été reçu à se constituer partie civile dans ces différents cas. Il poursuit afin d'obtenir réparation morale et pécuniaire du préjudice causé aux intérêts professionnels.

Le Syndicat des pharmaciens a été admis le premier à se constituer partie civile. Les arrêts les plus anciens et les plus nombreux, constate M. Planiol, ont été rendus en faveur des Syndicats de pharmaciens. Un arrêt de la Chambre correctionnelle de la Cour de Paris est le premier en date. Il pose nettement le point de droit. Il déclare que : « les lois sur la pharmacie ont été faites, non dans l'intérêt des pharmaciens, mais dans le but de protéger le public contre les dangers auxquels, sans ces prescriptions, il pourrait être exposé : mais que cependant la conséquence de la

répression étant indirectement d'empêcher des tiers de faire une concurrence illégitime aux pharmaciens établis, ceux-ci se trouvent avoir un intérêt à la répression de ces faits.... (1) »

Des arrêts survinrent les années suivantes, qui confirmèrent cette jurisprudence et admirèrent les Syndicats de pharmaciens à poursuivre les personnes, comme les herboristes, qui portent atteinte à leur monopole, en vendant des produits pharmaceutiques (2).

La Cour de Grenoble a décidé que du moment où la vente des médicaments a été faite moyennant rétribution, le Syndicat a droit à des dommages-intérêts, sans qu'il y ait à justifier spécialement de l'existence d'un préjudice. La constatation de la vente implique à elle seule l'existence du préjudice (3).

La Cour de Cassation a confirmé la jurisprudence. L'espèce, en elle-même, présentait un intérêt particulier. Il s'agissait de poursuites intentées contre un des membres du Syndicat de pharmaciens, pour vente de substances médicamenteuses falsifiées. La Cour de Cassation estima, avec raison, que vainement le pharmacien poursuivi prétendait que, faisant partie lui-même du Syndicat, il ne pouvait être actionné en dommages-intérêts par ce Syndicat. La loi du 21 mars 1884 n'empêchait pas l'exercice par le Syndicat de

(1) 20 janvier 1886. D. 1886, 2, 171.

(2) Lyon, 8 mars 1888. D. 1889, 2, 257. Lyon, 15 mars 1888. D. 2, 259. — Tribunal correctionnel de Bayonne, 6 juillet 1899. Gazette des tribunaux, 28 sept. 1899.

(3) Grenoble, 7 juillet 1892. 2, 582. s. 1893, 2, 84.

l'action civile en raison de dommages causés à ses confrères par les faits délictueux pour lesquels le pharmacien était poursuivi. Est suffisamment justifiée la condamnation à des dommages intérêts prononcée contre le pharmacien poursuivi, au profit des autres pharmaciens, lorsqu'il résulte des motifs du jugement ou de l'arrêt de condamnation que le pharmacien poursuivi : « substituait dans la préparation des médicaments des substances moins chères aux substances d'un prix supérieur ; que ces produits, livrés par lui à prix réduits, offraient ainsi des éléments de tromperie sur la nature de la substance vendue ou de falsification par suite d'un mélange frauduleux ; que, par des réclames incessantes, il appelait l'attention du public sur le bon marché de ses produits pharmaceutiques (1) ».

La Cour Suprême estimait que de pareils faits ont nécessairement causé un dommage aux autres pharmaciens.

La loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine conféra aux médecins, chirurgiens, dentistes, sages-femmes, etc., le droit de se syndiquer et à leur Syndicat le droit de poursuivre l'exercice illégal de la médecine. L'article 17 porte qu'ils auront le droit : « de saisir les tribunaux par voie de citation directe dans les termes de l'article 182 du code d'Instruction criminelle, sans préjudice de la faculté de se porter partie civile dans toute poursuite de ces délits intentée par le ministère public ».

(1) Cour Cass. Cham. civ. 5 janvier 1895. s. 1895, I, 383.

Le législateur confirmait la jurisprudence et en outre, conférait au Syndicat le droit de citation directe. Nous estimons qu'en autorisant les Syndicats de médecins à se porter partie civile, il n'entendait pas faire une exception en leur faveur, mais simplement confirmer les intentions du législateur de 1884, ou tout au moins, interprétant la loi de 1884, donner toute son approbation à une jurisprudence dont il appréciait l'utilité.

Avec un point d'appui aussi solide, la jurisprudence devait étendre la notion de l'exercice de l'action délictuelle. Nous avons vu que l'arrêt de la Cour de Bordeaux du 4 juin 1897, qui motivait la critique de M. Planiol, reconnaissait au Syndicat le droit de se porter partie civile (1). Cet arrêt posait en principe qu'un Syndicat ne peut se proposer pour objet de poursuivre en justice la répression des délits commis dans l'exercice d'une profession, en se substituant à l'action du ministère public. Il peut seulement employer dans ce but la publicité, ou le droit de pétition, ou enfin la dénonciation au détenteur de l'action publique. Mais il reconnaissait au Syndicat le droit de se porter partie civile à condition qu'il ait été lésé véritablement, c'est-à-dire qu'en l'espèce les vins mouillés mis en vente dans le dépôt, aient été présentés comme provenant du département pour lequel le Syndicat a été constitué. Il était naturel que les Syndicats de viticulteurs se soient efforcés de poursuivre les fraudeurs.

(1) D. 1898, 2, 129,

Le Tribunal correctionnel de Narbonne (1) a décidé par jugement du 19 mai 1905, que les Syndicats professionnels agricoles ont qualité pour intervenir dans les procès correctionnels dirigés soit par le ministère public, soit par l'administration des contributions indirectes, contre les délinquants, en vue d'obtenir réparation du préjudice qui leur est causé par la fabrication ou la mise en vente de produits sophistiqués : « il importe peu, pour la régularité de l'intervention, que l'action publique soit mise en mouvement par le ministère public ou par telle ou telle administration, puisque dans les deux cas, il s'agit d'une infraction à réprimer et qu'on ne comprendrait pas qu'il fût nécessaire d'exercer une action distincte soit en citation directe devant la juridiction correctionnelle, soit en action principale devant la juridiction civile ».

La Cour de Bordeaux a admis le Syndicat des viticulteurs de la Gironde à intervenir dans des poursuites exercées contre des fraudeurs. Elle a jugé que « le préjudice causé résultait du délit lui-même et des manœuvres pratiquées pour sa consommation. » (2)

La Cour de Paris, par arrêt du 11 Janvier 1907, refusa au Syndicat national de défense de la viticulture française le droit de se constituer partie civile dans une poursuite pour falsification de vins. (3)

Elle délimite dans quelles conditions l'admission comme partie civile peut être prononcée. Il faut que

(1) Rev. des Sociétés, 1906, p. 123.

(2) Bordeaux, 13 mars 1906. Gaz. des Trib. 13 sept. 1906.

(3) Paris, 11 janvier 1907. Gazette du Palais, 19 janvier 1907.

l'existence d'un préjudice causé aux intérêts collectifs qu'il représente soit prouvée. Les considérants de l'arrêt sont intéressants à retenir parce qu'ils tendent à réprimer un abus qui pourrait se produire : « Un » syndicat ou une association quelconque ne saurait, » en se donnant pour but la répression d'une certaine » catégorie de délits, s'attribuer le droit de poursuivre » les auteurs de ces infractions ; . . . si l'on admettait » une pareille faculté, il serait facile de dépasser » les limites dans lesquelles le Code d'Instruction » criminelle a enfermé l'exercice de l'action publique et » de l'action civile pour éviter aux citoyens le danger » de poursuites vexatoires. . . . le but d'une associa- » tion définit son champ d'activité, mais ne lui » confère pas des droits ne résultant pas des intérêts » mêmes dont la réunion constitue ce groupement. . . . » Un syndicat de viticulteurs spécialement créé pour » la recherche et la répression des fraudes commises » dans le commerce des vins n'a donc pas, par le seul » fait de son titre, le droit d'intervenir dans toutes les » poursuites relatives à la mise en vente de vin falsi- » fié, pas plus qu'une société fondée pour la répres- » sion du braconnage dans tous les procès pour délits » de chasse, ou une association instituée pour la pro- » tection de la moralité publique dans les affaires de » colportage, d'écrits ou d'images obscènes. »

(Inversement, la Cour de Nîmes, par arrêt du 18 janvier 1907, admet le même Syndicat comme partie civile dans une poursuite pour le même délit. (1)

(1) Gaz. des Trib., 7 fév. 1907.

Le Tribunal correctionnel de Nîmes, par jugement du 14 janvier 1907, admet le même Syndicat à intervenir comme partie civile dans une poursuite exercée par la Régie contre un vendeur de vin falsifié et lui accorde 200 francs de dommages-intérêts (1).

La Cour de Cassation a consacré cette thèse. Elle a jugé dès l'année 1889 (2) qu'un syndicat de marchand de vins de champagne avait qualité pour agir comme partie civile contre un fabricant de vins de Saumur qui avait qualifié « champagne » les produits de son fonds.

Plus récemment, à l'occasion de poursuites intentées contre les fraudeurs de vins, elle a jugé que la constatation par la Cour d'Appel, que la fabrication frauduleuse de vins artificiels, ou la vente de ces produits ou la réalisation de bénéfice à l'aide de cette vente ont fait éprouver un dommage certain aux viticulteurs honnêtes, constitués en syndicat, justifie l'allocation à ce Syndicat de dommages-intérêts. (3)

Puis, par arrêt du 27 juillet 1907, sur pourvoi formé par le syndicat de la défense de la viticulture française contre l'arrêt de la Cour de Paris du 11 janvier 1907 ci-dessus cité, elle a décidé qu'il résulte de la combinaison des articles 3 et 8 de la loi du 21 mars 1884 et des articles 1 et 2 du Code d'instruction criminelle, qu'un syndicat professionnel régulièrement constitué en vertu de la loi du 21 mars 1884 pour la défense des

(1) Rev. des Soc. 1908, p. 204.

(2) C. Cass. 26 juillet 1889. D. 1890, I, 239.

(3) 1^{er} mars 1906. Gaz. des trib., 7 fév. 1907.

intérêts viticoles a le droit de se porter partie civile dans les poursuites du ministère public contre les délits de falsification et de mouillage du vin, préjudiciables aux intérêts collectifs du Syndicat et d'exercer l'action syndicale en réparation du dommage éprouvé par la collectivité qu'il représente. (1)

Puis, le 2 août, la Cour suprême décidait que non seulement un syndicat a le droit d'intervenir comme partie civile dans les poursuites intentées par le ministère public à des fraudeurs, mais qu'il n'est point nécessaire que la décision de justice spécifie le montant du dommage et le nom des personnes lésées, il suffit que cette décision ait constaté qu'un dommage avait été causé à la profession que le Syndicat représente. (2)

La Cour de Cassation, par arrêt du 20 décembre 1907, a, il est vrai, cassé un arrêt de la Cour d'Aix (3) qui avait admis une intervention identique à celle survenue dans l'espèce qui avait provoqué son arrêt du 27 juillet 1907. Mais elle cassa l'arrêt par défaut de motifs, parce que les juges du fond s'étaient bornés à déclarer l'intervention recevable, mais avaient négligé d'indiquer les motifs de la recevabilité de l'action syndicale et de constater la nature du préjudice causé par le délit aux intérêts collectifs du syndicat. (4)

La solution de la jurisprudence a été confirmée en

(1) Rev. des Soc. 1908, p. 170.

(2) Revue des Soc. 1908, p. 171.

(3) Gaz. du Palais, 23 janvier 1908.

(4) Marais, op. cit., p. 249.

1906 par l'article 3 de la loi du 11 juillet 1906 relative à la protection des conserves de sardines, de légumes et de farines contre les fraudes étrangères, qui dispose que : « les actions résultant de la présente loi peuvent être exercées par . . . 3° les syndicats professionnels régulièrement constitués représentant une industrie intéressée à la répression de la fraude ».

Puis la loi du 29 juin 1907, tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage, porte dans son article 9 : « Tous syndicats, formés conformément à la loi du 21 mars 1884, pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture, ou du commerce et trafic des vins, peuvent exercer sur tout le territoire de la France et des colonies les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle, relativement aux faits de fraudes et falsifications des vins, prévus par les lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897, 1^{er} août 1905, 6 août 1905, et par la présente loi, ou recourir s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivant du Code civil. »

Si l'intervention syndicale paraît légitime dans les cas où la profession est lésée par la fraude, il paraît logique de l'admettre toutes les fois que les intérêts généraux de la profession sont lésés par la concurrence déloyale ou par la violation des lois ayant trait à la profession ou aux conditions du travail.

On admet, en effet, l'action syndicale, en cas de fraude, bien qu'en fait, chacun des membres du syndicat pris individuellement n'ait pas souffert de la

fraude. Seuls, sans doute, quelques-uns ont été lésés, ou même n'ont subi de préjudice que des négociants non adhérents au syndicat. Néanmoins, l'action est déclarée recevable parce qu'il s'agit d'un intérêt professionnel. Les mêmes arguments peuvent être développés au sujet de la concurrence déloyale et de tout fait nuisible à un syndiqué, mais qui nuirait à un autre syndiqué, s'il en était la victime, pourvu que ce fait ait trait à l'exercice de la profession. La jurisprudence a peu à peu évolué dans ce sens.

L'action en concurrence déloyale fut d'abord déclarée irrecevable. Nous avons, en traitant de l'opinion restrictive, cité deux décisions de jurisprudence.

Le Juge de Paix de Nice avait à trancher un différend entre un boucher qui avait vendu sur son étal de la charcuterie, et le syndicat des charcutiers qui le poursuivait en concurrence déloyale. Le Juge de paix décida le 19 mars 1887 que l'action n'était pas donnée pour sauvegarder et « défendre les intérêts privés de chacun des membres qui les composent (les syndicats) lesquels ont seuls qualité pour se plaindre d'un fait qui pourrait porter atteinte à leurs intérêts, demander réparation du dommage causé et dont eux seuls pourraient justifier. »

La Cour d'Aix, le 26 janvier 1887, repoussait aussi la poursuite de la Chambre syndicale des négociants en tissus des Alpes-Maritimes, contre un propriétaire de magasins qui avait commis des actes de concurrence déloyale.

Mais la jurisprudence a, ensuite, rendu des décisions favorables. La Cour de Bourges, dans un arrêt

du 1^{er} août 1894, a décidé qu'un syndicat de propriétaires et de concessionnaires d'eaux minérales a qualité pour demander en justice la réparation du préjudice moral ou matériel causé ou susceptible d'être causé à ses adhérents par des faits de concurrence déloyale ou de tromperie sur la nature de la chose vendue ou tout autre acte illicite (1).

Ces faits sont, en effet, aussi nuisibles aux syndiqués que la fraude.

La Cour de Nancy a de même déclaré recevable l'action en concurrence déloyale du Syndicat des marchands de vins en gros du département de Meurthe-et-Moselle, qui s'était régulièrement constitué dans le but, selon les termes de l'art. 1^{er} des statuts, de défendre les intérêts collectifs des commerçants en gros : « en supposant, en effet, ces actes (de concurrence déloyale) prouvés, ils seraient de nature à établir une inégalité illicite entre le commerçant qui ne craindrait pas d'y recourir et ceux, au contraire, qui exerceraient scrupuleusement leur profession ; de cette inégalité dans les conditions de la concurrence résulterait un préjudice matériel... ; d'autre part, le Syndicat n'aurait pas moins qualité pour agir en vue de défendre et d'assurer le bon renom des négociants syndiqués compromis, ou tout au moins exposé par des procédés de réclame blâmables et illicites (2). »

Même solution adoptée par la Cour d'Aix (3), qui déclare que le Syndicat de la raffinerie de soufre

(1) Rev. des Soc. 1894, p. 544.

(2) Rev. des Soc. 1903, p. 61

(3) 26 juin 1906. Gaz. du Palais, 17 nov. 1906. v. Garneau, op. cit.

française a le droit de s'opposer à ce qu'un produit frauduleux ou absolument inférieur soit apporté sur le marché commercial, sous une dénomination identique, en concurrence avec les produits beaucoup plus riches, connus et demandés par les acheteurs. En intervenant au procès, il agit dans l'intérêt général du marché et non point en vue de satisfaire des intérêts particuliers.

On peut rapprocher de ces espèces la décision de la Cour de Bordeaux du 27 mai 1907. La Cour décide qu'un Syndicat de commerçants en vins, a qualité pour demander réparation du préjudice causé par une attaque contre le commerce de vins en général dont il a le souci de conserver la réputation et la loyauté.

Spécialement le fait de répandre dans le public au moyen de circulaires ou d'articles de journaux et sans désignation de personnes, les bruits les plus dommageables pour le commerce des vins de la Gironde, en alléguant que ce commerce aurait la plus grande partie de ce vignoble en dehors du département et qu'il mélangerait aux produits girondins des vins du Midi, d'Espagne et d'Algérie, rend un Syndicat constitué pour la défense du commerce ainsi visé recevable à poursuivre l'auteur d'un tel fait en dommages-intérêts avec droit à insertion dans les journaux de la condamnation obtenue, sans que ce dernier puisse invoquer sa qualité de courtier et de journaliste pour se réclamer de la liberté du commerce et de celle de la presse (1).

(1) Rev. des Sociétés 1908, p. 497.

Le Tribunal de la Seine (1), le 11 avril 1906, a jugé qu'un Syndicat agricole est fondé à agir en justice pour s'opposer à ce qu'un individu qui n'est ni propriétaire, ni négociant dans les communes de Pomerol ou de Saint-Emilion, dépose une marque conçue : « Christian, de Pomerol, à Saint-Emilion ».

Enfin, la Cour de Paris, par arrêt en date du 1^{er} février 1908, a jugé qu'un Syndicat professionnel régulièrement constitué est recevable à agir en justice toutes les fois qu'il existe un lien direct entre l'objet de l'instance qu'il introduit et les intérêts collectifs des membres du Syndicat. La dénomination de « pharmacie coopérative » éveillant l'idée d'une société, dont le but est de procurer à ses membres des produits de bonne qualité, à des prix inférieurs aux prix ordinaires, n'est pas une dénomination arbitraire et fantaisiste, mais l'annonce d'un fait inexact propre à attirer illicitement la clientèle. Dans tous les cas, la loi organique de la pharmacie n'autorisant pas l'exploitation d'une pharmacie sous forme de Société coopérative, cette dénomination constitue au moins une violation apparente de la loi et ce fait suffit à justifier la recevabilité de l'action du Syndicat et la poursuite à raison de concurrence déloyale (2).

Les tribunaux ont peu à peu accentué leur jurisprudence et posé en principe que le Syndicat peut aussi intervenir pour faire respecter les intérêts généraux de la profession, quand un texte légal est

(1) Gaz. du Palais, 14 novembre 1906.

(2) La loi, 19 février 1908.

violé ou qu'un acte administratif, susceptible d'un recours contentieux, a été pris en violation de la loi.

C'est à l'occasion de la concurrence déloyale que l'on relève l'une des premières décisions dans ce sens. Il s'agissait de poursuites intentées par le Syndicat de l'ameublement du Mans contre les commissaires-pri-seurs de la ville qu'il accusait de faire une concurrence occulte en vendant des meubles et objets mobiliers neufs à l'amiable et à prix débattus. Le Syndicat réclamait 40.000 francs de dommages-intérêts.

La Cour d'Angers lui donna gain de cause sur le principe (1) attendu que : « les actions qu'un syndicat professionnel a qualité pour exercer, sont non seulement celles qui tendent à faire respecter les intérêts généraux du commerce ou de l'industrie représentés par le Syndicat, mais encore celles qui, bien qu'appartenant individuellement aux syndiqués, se tiennent étroitement aux intérêts généraux et collectifs de la profession. »

Il s'agit en effet d'intérêts qui ne sont pas seulement de nature à préjudicier aux intérêts particuliers des syndiqués, mais encore aux intérêts généraux et communs de la profession. L'intérêt professionnel est en jeu.

S'inspirant du même principe, la Cour de Bordeaux a déclaré recevable l'action d'un syndicat professionnel de garçons limonadiers formée devant le Tribunal correctionnel pour tenue illicite d'un bureau de place-

(1) 26 déc. 1906. *Gaz. des trib.* 28 fév. 1907. *Gaz. du Pal.* 3 fév. 1907.

ment (1) : « Attendu que la création d'un bureau de placement par un cafetier ou un restaurateur peut dans une certaine mesure être préjudiciable aux intérêts de la classe ouvrière, puisque les conditions du travail et de salaire, organisées par le syndicat, ne sont point imposées à ceux qui ont recours à ce bureau de placement et qu'à ce titre il n'est pas douteux qu'on lui en peut faire grief. . . . »

Mais la jurisprudence s'est arrêtée en si bonne voie. Elle a refusé à la Chambre syndicale des employés de la région parisienne le droit de se constituer partie civile dans des poursuites engagées devant le tribunal de simple police de Paris pour contravention aux articles 1 et 2 de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire. Le Syndicat se prétendait moralement et matériellement lésé par la violation de la loi. Le Tribunal de simple police repoussa l'intervention du syndicat parce que la contravention ne portait point atteinte aux intérêts généraux de la profession, mais à des intérêts particuliers, la loi du 13 juillet 1906 ayant uniquement pour but d'établir le repos hebdomadaire en faveur des ouvriers et employés. (2)

Le Tribunal ajoutait qu'« accueillir la demande du » syndicat aboutirait à cette conséquence que le » syndicat pourrait intervenir dans toutes les instances » ayant pour objet la répression des infractions aux » lois ouvrières; l'on infligerait de la sorte à un » prévenu, pour une même infraction, sous forme de

(1) Rev. des Soc. 1908, p. 172.

(2) Gaz. du Palais 13 avril 1907.

» dommages-intérêts, des peines multiples, arbitraires. »

Il nous paraît cependant que le Syndicat aura intérêt professionnel au premier chef à faire respecter les lois, règlements relatifs à la profession et il peut s'estimer à bon droit lésé quand ces dispositions légales sont violées soit à l'égard de ses membres, soit même à l'égard d'autres travailleurs. Nous verrions volontiers le syndicat intervenir comme partie civile dans toutes les poursuites intentées pour violation de ces dispositions : infraction au repos hebdomadaire, prolongation de la durée de la journée de travail au delà des délais légaux, etc.

Une décision récente semble renfermer l'action syndicale dans les limites de la répression pure et simple. — Deux entrepreneurs du Métropolitain de Paris étaient poursuivis pour infraction aux lois de 1893 et de 1903, sur la sécurité des travailleurs. Condamnés en bloc à 16.000 francs d'amende la peine fut réduite sur opposition à 4.000 francs. — Le Syndicat des terrassiers s'était porté partie civile. Il a été déclaré recevable et a obtenu 1 franc de dommages-intérêts. La jurisprudence a rendu des décisions favorables à l'intervention basée sur la violation de la loi dans le cas de violation du décret du 1^{er} mars 1901 aux termes duquel « aucun crieur, vendeur ou distributeur d'objets quelconques ne pourra être admis par les Compagnies à exercer sa profession dans les locaux ou bâtiments des gares qu'en vertu d'une autorisation du préfet du département ».

Une Compagnie de chemin de fer avait transporté

dés vins en wagons-foudres. Le destinataire les avait vendus hors de l'enceinte de la gare, à divers acheteurs. Mais ceux-ci, une fois le marché conclu, devaient pénétrer jusqu'au wagon-foudre pour peser et compter les quantités achetées. Ils accomplissaient ainsi des actes destinés à vérifier la livraison des quantités vendues.

Le Syndicat du commerce de vins intervint et poursuivit le vendeur. La Cour de Poitiers déclara recevable l'action du Syndicat. Peu importe, en effet, que les intérêts des membres de la corporation fussent identiques à ceux de la corporation elle-même. La compétence de la Chambre syndicale ne cesse pas pour cette raison unique, car une corporation ne se conçoit pas comme une pure abstraction et il est au contraire inévitable que le préjudice causé à la corporation ait une répercussion sur les membres qui la composent. L'action de la Chambre syndicale ne peut certainement être repoussée, lorsque le préjudice subi par l'ensemble des syndicataires est évident, bien qu'il soit difficile de déterminer dans quelle mesure chacun des membres en a souffert (1).

La Cour de cassation a confirmé cette jurisprudence. Elle a jugé que l'action en dommages-intérêts intentée par un syndicat professionnel de vins et spiritueux d'un arrondissement et fondée sur ce qu'une Compagnie de chemin de fer, en permettant que la gare serve d'entrepôt à des marchandises et de lieu de vente

(1) Poitiers, 2 juin 1902. (D. 1904. 2. 363). Pau, 28 juillet 1902. (D. 1903, 1, 17). Angers, 26 déc. 1906. (Gazette du Palais, 5 fév. 1907).

et de distribution, cause, par une concurrence injuste, un dommage considérable au commerce local, tend à défendre en général l'intérêt professionnel de l'ensemble des négociants en vins et spiritueux de l'arrondissement et non à faire donner satisfaction spécialement aux intérêts individuels d'un ou de plusieurs des membres du syndicat professionnel, et dès lors, est recevable (1).

Le Tribunal civil de la Seine a jugé que la Chambre syndicale d'entrepreneurs de convois et transports funèbres de Paris et de la banlieue, est recevable à intervenir en justice dans l'intérêt de la corporation qui a subi un préjudice par suite des prétentions de la ville de Paris, qui, abusant de son droit au monopole des Pompes funèbres (loi du 28 décembre 1904) s'est opposée à la fourniture d'un fourgon par un entrepreneur particulier pour le transport d'un corps en dehors de Paris. (2)

Le Conseil d'Etat a depuis longtemps admis la recevabilité d'un pourvoi pour excès de pouvoir formé contre les règlements administratifs relatifs à la profession. Il a décidé que lorsqu'il s'agit de faire tomber un acte positif qui lèse le syndicat dans ses intérêts généraux, le syndicat pouvait dans tous les cas attaquer cet acte qu'il soit individuel ou collectif (3).

(1) Civ. 18 janvier 1905. D. 1908, 1, 27.

(2) 17 juillet 1906. *Rev. des Sociétés*, 1908, p. 199. M. Hubert Valleroux fait observer que l'intervention n'était pas contestée parce que ce Syndicat, malgré son nom, était au fond un fournisseur et une maison de commerce.

(3) Conseil d'Etat, 25 mars 1887. D. 1888, 3, 56. 3 juin 1892, S. 1894, 3, 54. 19 fév. 1904. D. 1905, 3, 57.

Néanmoins, il a donné une solution contraire dans une espèce particulière, citée dans la partie de ce chapitre consacrée à l'opinion restrictive. Il ne s'agissait plus de faire tomber un acte visant l'exercice de la profession, mais de faire annuler un décret nuisible aux intérêts des syndiqués. Le syndicat des cultivateurs d'Herblay, localité située près des champs d'épandage des eaux d'égoûts de Paris avait formé un pourvoi tendant à l'annulation d'un décret déclarant d'utilité publique les travaux de prolongement de l'émissaire général des eaux d'égoût de Paris. La requête fut rejetée, car il ne justifiait pas d' « un intérêt de nature à lui donner qualité pour agir » (1). — On ne peut donc affirmer que le Conseil d'Etat ait modifié sa jurisprudence.

Ainsi, l'action en justice a été étendue toutes les fois qu'il y avait lieu de rappeler soit un particulier, soit un organe administratif à l'observation d'une disposition légale relative à l'exercice de la profession ou aux intérêts professionnels.

Mais des actions ont été engagées par les syndicats dans des conditions différentes et ont donné lieu à bien des discussions. Nous avons déjà cité les plus intéressantes. Il s'agit d'actions exercées par les syndicats et qui paraissent faire partie plutôt du patrimoine du syndiqué que du champ d'action du syndicat.

C'est ainsi que les tribunaux d'Arras et d'Evreux ont jugé qu'un Syndicat d'agriculteurs, formé spécialement pour la réparation poursuivie à l'amiable des

(1) 29 juin 1900. D. 1901, 3, 82.

dommages causés par les animaux et gibiers, n'a pas qualité pour poursuivre réparation des dommages causés. En effet, chaque syndiqué a subi un préjudice individuel, susceptible d'être évalué en dommages-intérêts, et on ne peut allouer au Syndicat une indemnité globale. Les dommages-intérêts ne peuvent être accordés qu'à chaque individu (1).

Mais la Cour d'Amiens (2), dans l'affaire célèbre du Syndicat des poissonniers, qui a provoquée la note de M. Pluniol ci-dessus analysée, a admis qu'un Syndicat a qualité pour agir en justice dans un intérêt commun à tous ses membres, par exemple pour demander des mesures destinées à empêcher la contamination par des eaux usinières de l'eau d'étangs appartenant à tous les syndiqués et communiquant entre eux.

Mais il faut remarquer les conditions dans lesquelles l'instance était engagée. Le Syndicat avait restreint ses conclusions dans le dernier état de la procédure. Il s'était borné à demander à ce qu'il fût fait défense aux usiniers, sous clause pénale, de laisser couler les eaux usinières et qu'il fût procédé à un curage de la vase contaminée. De plus, et d'une façon systématique, les demandes d'allocations pécuniaires au profit du Syndicat à titre de dommages-intérêts, originellement formulées, n'avaient pas été maintenues afin d'éviter d'encourir l'application de la maxime : « nul ne plaide par procureur ».

(1) Voir Section I de ce chapitre, *in fine*.

(2) 13 mars 1895. D. 1895, 2, 553.

Dans ces conditions, la Cour jugea que le Syndicat défendait un *intérêt économique commun* (1). Il s'agissait donc d'une action en justice en vue de la défense d'intérêts professionnels. Et la Cour de cassation, dans un arrêt de rejet, décida implicitement que le Syndicat n'aurait pas eu qualité pour réclamer les dommages-intérêts qui étaient dûs à chacun des membres du Syndicat (2).

La question de la distinction de l'action individuelle et de l'action syndicale a été discutée par M. le Commissaire du Gouvernement Romieu, dans des conclusions remarquables, à l'occasion d'une demande en dérogation au repos hebdomadaire formée par un Syndicat de patrons.

Le Syndicat des patrons coiffeurs de Limoges avait formé un recours au Conseil d'Etat contre un arrêté du Préfet de la Haute-Vienne rejetant une demande de dérogation collective à la loi du 13 juillet 1906. Le Conseil d'Etat jugea que s'il appartient aux Syndicats professionnels de prendre en leur propre nom la défense des intérêts professionnels, ils ne peuvent intervenir aux noms des intérêts particuliers, sans y être autorisés par un mandat spécial. Il en est ainsi spécialement dans le cas de demandes de dérogation à la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire : elles ont un caractère individuel et ne peuvent donner lieu à une action exercée par un Syndicat patronal pour les membres qui le composent, que s'il ne se

(1) V. Marais, op. cit. p. 81.

(2) 5 janvier 1897. D. 1897, 1, 120.

présente comme le mandataire de chacun des intéressés.

En conséquence, lorsque la demande de dérogation formée par un Syndicat ne contient ni le nom, ni le siège de l'établissement de chaque intéressé et n'est accompagnée d'aucun mandat, elle n'est pas introduite régulièrement et le recours contre la décision du préfet doit être rejeté (1).

M. Romieu commence par distinguer l'action syndicale et l'action individuelle. Il voit, dans la première, une manifestation de la « *personnalité morale* » de l'association, tendant à la défense de ses intérêts collectifs, et, dans la seconde, la manifestation d'une demande n'intéressant qu'un membre nominativement désigné. Celle-ci ne peut être exercée par le Syndicat qu'à titre de mandataire légal. Du reste M. Romieu fait remarquer « que l'on pourra en fait se montrer » particulièrement large dans l'appréciation de la » justification du mandat, quand il s'agira d'une » action exercée par un Syndicat à titre de mandataire : » le juge a toute latitude à cet égard ; le mandat » pourra résulter de documents de nature diverses : » *il pourra même être considéré comme implicite* » *d'après les circonstances de l'affaire* ».

En parlant du critérium de recevabilité jusqu'alors adopté par le Conseil d'Etat, M. Romieu écrit :

« S'agit-il de demandes d'indemnités formées par » un Syndicat pour chacun des membres qui le com-

(1) (Conseil d'Etat 22 et 28 déc. 1906. Rev. des Soc. 1908, p. 162. Conclusions de M. Romieu, Commissaire du Gouvernement.)

» posent, par exemple pour des propriétaires lésés
» par un même travail public, vous décidez que ce
» sont des actions individuelles que le Syndicat ne
» peut exercer en son nom. — S'agit-il de recours
» pour excès de pouvoirs tendant à l'annulation d'un
» acte administratif, il y a place pour une distinction....

» ... Si le recours tend à faire tomber un *acte*
» *positif, individuel ou collectif*, qui lèse l'association
» dans ses *intérêts généraux*, le Syndicat est recevable
» à l'exercer dans tous les cas...

» ... Si le recours tend à faire tomber un *acte*
» *négatif*, c'est-à-dire un acte par lequel l'administra-
» tion refuse de faire un acte de ses fonctions, il faut
» y regarder de plus près et voir quel est le caractère
» de l'acte qu'on lui demandait d'accomplir. Au cas où
» il s'agirait d'un acte *collectif* (par exemple refus
» d'un préfet d'annuler un règlement d'un maire) il
» est bien évident que le recours du Syndicat, au nom
» des intérêts collectifs directement lésés par ce refus,
» serait recevable.... »

Si au contraire — et c'est le cas le plus général pour les actes négatifs — il s'agit d'un refus d'autorisation *individuelle* « l'action en annulation a elle-même nettement un caractère individuel » et son exercice par le Syndicat ne saurait être admis.

Après avoir appliqué cette théorie à toute une série de demandes individuelles, (alignement, autorisation sur des cours d'eau, admission à l'entrepôt d'octroi... M. Romieu conclut ainsi :

« Nous admettrions la recevabilité d'un recours pour excès de pouvoir de la part d'une association de

fonctionnaires contre une nomination illégale portant atteinte aux intérêts collectifs, mais non d'une action tendant à obtenir la réparation du préjudice causé à tel ou tel fonctionnaire plus directement lésé. *Nous concluons, en définitive, que l'action syndicale ne peut pas se substituer à l'action individuelle, et que cette dernière est seule ouverte dans les instances qui tendent à l'obtention d'un avantage ou d'une autorisation strictement nominative (sauf ce que nous avons dit au sujet du mandat). »*

Cette distinction entre les actions individuelles et les actions syndicales, si subtile qu'elle soit, nous paraît rationnelle.

La demande de dérogation avait été faite pour la totalité des membres du syndicat. Elle tendait donc à faire une règle de ce qui doit n'être qu'une exception. Or, ainsi que le porte l'arrêt du Conseil d'Etat, « l'article 2 (de la loi de 1906) suppose nécessairement que la situation de tout établissement pour lequel l'autorisation est demandée fait l'objet d'un examen spécial de la part du préfet. » Un mandat spécial aurait dû être produit par le Syndicat pour qu'il fut autorisé à défendre des intérêts particuliers.

Mais nous estimons que si le Préfet de la Haute-Vienne avait violé une disposition de la loi du 13 juillet 1906 ayant trait à la procédure que doit suivre une demande individuelle de dérogation, le Syndicat aurait été qualifié à déférer au Conseil d'Etat cette violation de la loi, commise à l'égard d'un de ses membres, mais consistant en une méconnaissance des textes qui réglementent la profession.

Si donc nous jetons un regard en arrière, nous constatons que l'opinion défendue par MM. Waldeck-Rousseau et Planiol n'a pas triomphé. L'adjonction aux actions du patrimoine d'actions syndicales dans l'intérêt professionnel a donné de précieux résultats et augmente considérablement les attributions du Syndicat.

Nous nous sommes efforcés d'exposer de façon systématique l'évolution de la jurisprudence. En fait, les actions individuelles, les actions collectives au nom de la majorité ou de l'unanimité des membres ont été engagées parallèlement. Et cela n'a pas peu contribué à l'incertitude de la jurisprudence et de la doctrine.

On a pendant longtemps admis l'opinion que l'action devait être déclarée recevable lorsqu'elle représentait une certaine quantité d'intérêts individuels, qu'elle avait un *caractère collectif*. Or c'était là évidemment une locution vicieuse et nous souscrivons pleinement aux observations de M. Planiol relatives à cette expression et aux actions individuelles éparpillées chez chacun des syndiqués et que l'on prétendait faire exercer par le syndicat.

En réalité, derrière l'intérêt individuel d'un seul membre ou de quelques membres, il peut y avoir un intérêt professionnel, et c'est cet intérêt que le syndicat doit défendre. Peu importe qu'il y ait une ou plusieurs actions individuelles, du moment que l'intérêt professionnel est en jeu. Dans ce cas, l'action en justice doit être admise. Souvent même, l'intérêt individuel est inappréciable, inévaluable, du moins à l'égard de la plupart des syndiqués, mais il y a un intérêt professionnel à agir et à faire respecter la loi.

La notion de l'action syndicale, basée sur l'intérêt professionnel, est défendue par M. Jay, à son cours, et par M. Wahl(1) « L'erreur consiste, écrit M. Wahl, à » admettre comme un axiome l'identité de ces deux » termes : *intérêt professionnel* et *intérêt collectif*. . . . » L'intérêt est professionnel, lorsqu'au lieu de concerner tel ou tel ouvrier, il concerne tous ceux qui se trouvent dans une même situation et dont par conséquent les besoins et les aspirations peuvent être identiques. . . . »

Sans doute, l'application de ce système rencontrera encore quelques difficultés, notamment en ce qui concerne l'exercice simultané des actions individuelles et des actions syndicales, par exemple, en cas de fraude et de concurrence déloyale.

Si un syndiqué est directement lésé, il est libre de demander des dommages-intérêts à qui de droit ; le Syndicat de son côté est intéressé à intervenir et à demander des dommages-intérêts pour le préjudice moral causé à ses membres, à la profession même, à défaut de préjudice matériel causé à chacun d'eux, difficilement évaluable, et ne devant donner lieu qu'à une action de patrimoine.

Il y a là une question de tact et de mesure, et nous ne doutons pas que les Tribunaux parviennent à créer une jurisprudence susceptible de satisfaire tous les intérêts en présence.

(1) Note. Sous Sirey 4-329.

CHAPITRE V

Action en justice pour l'exécution des contrats collectifs.

Il nous reste à examiner l'action en justice des syndicats professionnels pour l'exécution des contrats collectifs. La matière est extrêmement délicate, nous sommes cependant préparés à son étude par l'examen que nous avons fait jusqu'à présent des diverses actions en justice que peut exercer le syndicat.

Partant de l'action en justice exercée dans l'intérêt de la personne civile du syndicat, ayant trait aux diverses manifestations de son activité, analogues à celles des simples particuliers, nous avons été conduits à examiner ensuite l'action en justice exercée contre le patrimoine syndical, à raison de certaines manifestations de la vie syndicale.

Puis, dans le chapitre précédent, nous avons examiné l'action en justice exercée contre les particuliers ou les actes administratifs en vue de défendre les intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles, dont la défense est dévolue, par la volonté du législateur, au syndicat professionnel.

Nous avons montré l'évolution de la jurisprudence en faveur d'une recevabilité plus grande de cette action exercée dans l'intérêt professionnel.

Nous avons fait simplement une réserve sur la ten-

dance à substituer le syndicat à celui de ses membres qui aurait un intérêt personnel, pécuniaire, direct, à l'exercice d'une action, dès lors que cette action ne puise pas son origine dans la violation d'une loi sociale ou d'une règle professionnelle dont le syndicat, représentant de la profession, a intérêt à obtenir l'observation et l'application.

Un problème se pose maintenant devant nous, problème dont la solution n'apparaît point facilement : « Le Syndicat peut-il faire les "*conventions collectives relatives aux conditions du travail*" que l'on appelle communément "*contrats collectifs de travail* ? »

Posons d'abord la question sur le terrain juridique. A la lecture de la loi du 21 Mars 1884 sur les syndicats professionnels, il ne se révèle aucune indication relative à la conclusion par un syndicat de conventions relatives aux conditions du travail, et il semble qu'il faut en conclure que le syndicat ouvrier n'a pas compétence pour passer avec le patron ou le syndicat patronal un contrat collectif de travail.

Cependant, on pourrait se demander si l'article 3 en raison de l'étendue des termes « la défense des intérêts... etc. » ne confère pas implicitement au syndicat, le droit de s'immiser dans cette « réglementation contractuelle préalable des conditions du travail » (1).

On admet en effet, sans aucune difficulté, que le syndicat défenseur des intérêts professionnels est tout particulièrement qualifié pour discuter, soit avec le

(1) Formule proposée par M. Jay : « Qu'est-ce que le contrat collectif de travail ». Paris 1908, Blond et Cie, p. 9. Raoul Jay : « La protection légale des travailleurs » 1904, p. 41.

syndicat adverse, soit avec le patron, soit avec les ouvriers, les conditions du travail (1).

Rien de plus légitime, en effet. Mais le problème consiste à rechercher si, un accord étant survenu à la suite de conversations, d'une entente verbale, il sera possible de donner à cet accord, dû à l'action des associations syndicales, un caractère juridique, dont l'application ne sera pas subordonnée à la bonne foi des contractants, mais dont l'exécution sera assurée par une sanction judiciaire.

Les travaux préparatoires de la loi nous fournissent des indications favorables à l'affirmative.

M. Bertholon au cours de la séance du 17 Mai 1881, avait proposé d'ajouter à l'art. 3, en faveur des syndicats : « le droit pour leurs membres de se concerter entre eux pour *debattre* et *fixer* la hausse et la baisse des salaires » ; le rapporteur, M. Allain-Targé affirma que l'addition était inutile.

La doctrine ne discute plus la question ; M. Deslandres pose nettement : « Si le syndicat ne pouvait pas faire valablement un pareil contrat, il ne serait pas armé, en effet, comme il doit l'être pour jouer le rôle qui doit être le sien dans les luttes du travail et du capital... Pour que le syndicat puisse efficacement jouer son rôle, il faut qu'il puisse traiter pour ses membres. J'en conclus que le législateur n'a pu méconnaître cette nécessité et ne faire du syndicat qu'une arme de guerre et non un instrument de paix ; que cette capacité existe. » (2)

(1) Formule proposée par M. Jay : « Qu'est-ce que le contrat collectif de travail ». Paris. Blond et Cie, p. 9. — Raoul Jay : « la protection légale des travailleurs », 1904, p. 41.

(2) Note Sous. Cass. 1^{er} fév. 1893. Pand. franç. 94. I. I.

Et M. Laronze, interprétant largement l'article 3, dit que le législateur a voulu faire une loi d'organisation générale et sociale et que le syndicat est « compétent pour tout ce qui intéresse la profession qu'il représente ».

Si la doctrine, s'inspirant des besoins de la pratique et de la nécessité de soumettre le syndicat à l'évolution économique, a interprété dans un sens libéral l'art. 3, les tribunaux n'ont que peu à peu élaboré une jurisprudence favorable aux conventions collectives de travail passées par les syndicats.

Cette jurisprudence avait, en effet, des difficultés nombreuses à solutionner.

Admettons le droit pour le syndicat de passer la convention relative aux conditions du travail.

La question se pose de savoir si le syndicat, de par son organisation même, est en mesure d'assurer l'observation de l'engagement contracté au nom de ses membres par son conseil d'administration ou ses directeurs.

Ne serait-il même pas permis d'affirmer que si le syndicat n'est pas en mesure de garantir à son co-contractant l'exécution de la convention, il n'est pas qualifié pour la signer ? Ou bien si des efforts tentés par la jurisprudence en vue d'ajouter à l'activité syndicale ce champ d'application immense, il ressort la preuve de difficultés juridiques nombreuses, ne doit-on pas conclure à la nécessité de modifier la loi sur les syndicats ou de la compléter ?

En effet, tout contrat une fois conclu peut être violé. Si la validité de la conclusion est admise par les

tribunaux, ceux-ci doivent en outre en assurer l'exécution. « Or, dans le cas de contrat collectif, plus encore que dans toute autre hypothèse, il paraît nécessaire que la loi intervienne, car le nombre des chances pour que la convention ne soit pas respectée est des plus considérable » (1).

Le contrat conclu par les directeurs du syndicat doit, par son but même, lier tous les membres ; les parties peuvent trouver dans les origines de leurs obligations un prétexte pour se dérober à leur application.

Elles affirmeront, par exemple, que ce ne sont pas les mêmes personnes qui ont promis des prestations et à qui on les réclame. Ou, réciproquement, que si elles se sont obligées, ce n'est pas envers la personne qui cherche à s'en prévaloir.

Ainsi que l'écrit M. Laronze, la difficulté vient de ce que certaines relations d'employeurs à employés vont se trouver soumises à une réglementation antérieure à leur naissance ou à une réglementation à laquelle le travailleur n'a pas individuellement pris part. Il y aura par suite une série de contrats particuliers soumis, par définition, à une même loi générale et antérieure. On aboutit ainsi à requérir des exécutions individuelles d'un contrat collectif juridique.

Comment se posera donc le problème devant la justice ?

Décidera-t-on que le Syndicat estimé compétent

(1) Laronze, op. cit. p. 163.

pour conclure le contrat collectif, le sera également pour assurer son exécution ?

Deux séries de difficultés peuvent se présenter : interprétation des clauses de la convention d'une part ; demande en exécution du contrat ou en dommages-intérêts pour violation d'autre part.

Il est utile de distinguer aussi au point de vue de l'origine du conflit, deux hypothèses. 1^o le litige peut survenir entre les deux parties contractantes, entre le Syndicat ouvrier et le patron ou le Syndicat patronal. Il y aura lieu de distinguer suivant que le demandeur qui se plaint de la violation de la convention est le Syndicat ouvrier ou le patron.

2^o Le conflit éclate dans le sein même de la partie collective. Le Syndicat aura-t-il action contre les syndiqués qui se refuseraient à exécuter le contrat ? Pourra-t-il garantir à son co-contractant qu'il est en mesure d'obtenir de ses membres, même par la voie judiciaire, l'observation des engagements qu'il aura passés en leur nom dans la convention collective ?

Envisageons d'abord la question d'ordre général, les rapports du Syndicat avec l'autre partie, au contrat collectif.

Le Syndicat ouvrier pourra-t-il ester en justice pour assurer l'exécution d'un contrat collectif violé par le patron ? Par juste réciprocité, l'employeur ou le Syndicat d'employeurs qui aura passé un contrat collectif avec le Syndicat ouvrier pourra-t-il poursuivre ce dernier, si l'engagement n'est pas observé, soit par lui, soit par quelques-uns de ses membres.

La jurisprudence n'a eu à se prononcer réellement

que sur des actions intentées par le Syndicat ouvrier contre le patron.

A vrai dire, recevoir l'action en justice du Syndicat contre le patron, en exécution du contrat collectif, impliquait nécessairement la reconnaissance définitive de la légitimité de l'action en justice pour les cas examinés par nous jusqu'à présent, depuis les actions du patrimoine jusqu'à l'action dans l'intérêt professionnel.

Mais notre nouvelle action en justice a ce caractère spécial qu'elle résulte d'un contrat passé par le Syndicat, et si bizarre que cela paraisse, la jurisprudence ne l'a pas, au début, considéré comme une conséquence nécessaire du droit qu'elle reconnaissait cependant au Syndicat de signer le contrat collectif.

C'est peu à peu qu'elle s'est enhardie à recevoir comme dernier terme de son évolution, l'action en exécution des contrats collectifs, comme elle avait admis les actions dans l'intérêt collectif ou professionnel.

Il est facile de se rendre compte que ce sont les difficultés d'une construction juridique expliquant l'action en justice, selon les principes du droit pur, qui ont provoqué ces incertitudes.

Une fois les faits accomplis, c'est-à-dire quand l'action en justice a été reçue, la doctrine s'est essayée à construire des théories juridiques afin de légitimer ce nouveau droit d'ester en justice confié au Syndicat.

La théorie du mandat, celle de la gestion d'affaires, celle de la stipulation pour autrui, celle du contrat innommé, d'autres encore furent proposées par la

doctrine pour solutionner les difficultés juridiques qui résultaient de l'action exercée par le Syndicat contre son co-contractant en vue d'assurer le respect de la convention collective.

Le cas le plus intéressant et peut-être le premier que l'on cite, est celui de l'affaire de Chauffailles qui posa très nettement la question.

A la suite d'une grève, une convention était intervenue, le 14 septembre 1889 entre le Syndicat des tisseurs de cette localité et des industriels. Elle fixait les conditions du travail, les salaires, la durée de la journée.

Les patrons violèrent le contrat vis-à-vis de plusieurs ouvrières syndiquées et le Syndicat intenta une action en exécution de la convention contre les patrons, leur réclamant 3000 francs de dommages-intérêts. Il convient de noter que les ouvrières semblaient bien elles-mêmes ne plus respecter le contrat collectif, car plusieurs d'entre-elles y avaient dérogé par des conventions particulières.

M. Laronze fait observer à ce sujet que cela ne devait guère disposer les tribunaux à reconnaître dans le Syndicat un représentant autorisé (1).

Car « si les auteurs peuvent se laisser aller à des considérations d'ordre social et général, un tribunal est obligé de résoudre les difficultés d'après les faits qui se présentent devant lui plus ou moins favorable-

1, Voir à ce sujet Raynaud, p. 229 et ss. — Laronze, p. 173 et ss. Richard, p. 132 et s. 138-148. Morin, Bull. Soc. Et législ. 1907, p. 208 et ss.

ment. » Les patrons profitant de la situation invoquèrent comme premier moyen de défense cette circonstance purement de fait que les demandeurs n'étaient même pas habilités pour représenter la Chambre syndicale. Ils ajoutaient qu'en droit « nul en France ne plaide par procureur ».

Le Tribunal de Commerce de Charolles donna gain de cause au Syndicat. Il nous paraît utile de reproduire presque entièrement ce jugement, dont l'importance est capitale (1).

« ... Considérant qu'étant établi que le Syndicat
» est une personne morale qui peut ester en justice,
» il convient de rechercher si l'objet de l'instance
» introduite rentre dans la catégorie d'actes en vue
» desquels la formation des Syndicats a été autorisée,
» que, pour ce faire, il est nécessaire de rechercher
» les motifs pour lesquels la loi a autorisé la formation des Syndicats.

» Considérant qu'il est évident que la loi du 21
» mars 1884 a voulu permettre aux ouvriers de se
» grouper dans un but précis : l'étude et la défense
» des intérêts généraux et économiques de la profession.

« Que d'ailleurs les motifs, la raison d'être des syndicats et l'étendue de leurs attributions sont clairement indiqués par la législation antérieure et par les débats parlementaires.

« Considérant en effet, que la loi du 14 juin 1791

(1) Revue des Sociétés, 1890, p. 318. Cass. 12 fév. 1893. S. 96, I. 329.

» édicte en ces termes la prohibition des associations
» ouvrières : les citoyens d'un même état et d'une
» même profession n'ont pas le droit de délibérer et de
» former les règlements sur leurs prétendus intérêts
» communs. Et si des citoyens attachés aux mêmes
» professions, arts et métiers établissent entre eux un
» accord pour prix de leurs travaux, leurs délibéra-
» tions sont déclarées inconstitutionnelles, etc. . . .

» Que dans cette entente des associations ouvrières
» sur le prix de leurs travaux la loi de 1791 voyait,
» non pas une question qui se référait à l'intérêt privé
» et personnel de chacun des ouvriers isolément, mais
» qu'elle voyait certainement là une question d'inté-
» rêt social, d'intérêt général et commun puisqu'elle
» considérait les associations ouvrières comme un
» danger contre lequel elle croyait défendre la Cons-
» titution.

« Considérant que cette idée est encore plus nette-
» ment et plus énergiquement exprimée dans les
» discussions au Sénat, que M. Colin s'exprime ainsi
» dans son rapport : « L'homme isolé n'est plus maître
» de débattre en toute liberté la condition de sa fabri-
» cation et le chiffre de son salaire, aussi les uns et
» les autres (patrons et ouvriers) sont-ils invincible-
» ment entraînés à se concerter, à s'unir pour la
» défense des intérêts communs ; du reste on n'a jamais
» pu empêcher, on n'empêchera jamais des hommes
» exposés aux mêmes dangers comme aux mêmes
» besoins, ayant même intérêt, de chercher à s'en-
» tendre, à s'unir pour s'aider, se protéger, se défendre
» contre les risques de toute nature inhérents à la
» profession qu'ils exercent. . . . »

» Considérant qu'il résulte de ce qui précède que la
» fixation du taux des salaires et la réglementation des
» heures de travail rentrent dans la catégorie des
» intérêts généraux que le syndicat professionnel a
» pour mission d'étudier et de défendre ;

« Considérant que lesdits Vialar, Guéneau et Char-
» tron, en refusant de payer le salaire convenu à un
» certain nombre d'ouvrières en exigeant d'elles une
» plus grande somme de travail ont lésé les droits
» généraux du syndicat.

« Considérant d'ailleurs que les défendeurs, en
» traitant avec les demandeurs, ont reconnu la qualité
» du Comité d'administration et de direction de ladite
» Chambre Syndicale ; qu'il y aurait dès lors une
» singulière contradiction à reconnaître au Syndicat
» qualité pour la convention du 14 septembre 1889 et
» de lui refuser le moyen de la faire respecter ;

« Que par suite, la maxime. « Nul en France ne
» plaide par procureur » n'a pas d'application dans
» la cause.

« Condamne. . . .

Le Tribunal de Charolles constate donc que le syndicat est une personne morale qui peut ester en justice. Cette personnalité morale a une limitation qui réside dans la mission assignée au Syndicat par le législateur, et définie à l'article 3. Le Tribunal reconnaît que le texte de cet article implique le droit de passer des contrats collectifs, car cela intéresse au plus haut point l'intérêt économique des syndiqués.

Mais dès que la convention est violée, on ne saurait refuser à celui qui a le droit de la contracter, le droit d'ester en justice pour en obtenir l'exécution,

Ceci étant admis et nettement posé par le tribunal, il accorda des dommages-intérêts au Syndicat, estimant que les défendeurs avaient lésé les droits généraux du Syndicat.

La chose était très importante. Le Tribunal, eut pu tout en admettant la compétence du Syndicat, lui refuser une indemnité, sous le prétexte qu'il n'avait pas subi de préjudice, mais le Tribunal estima que le Syndicat personne morale vis-à-vis de qui la convention avait été violée, avait subi une lésion.

Les défendeurs firent appel et la Cour de Dijon réforma le jugement du Tribunal de Charolles par arrêt du 23 juillet 1890 (1). L'arrêt pose d'abord le principe que les actions exercées par le Syndicat doivent avoir pour objet la défense des intérêts inhérents à leur personnalité juridique et non la défense des droits individuels de leurs adhérents.

Puis il s'exprime ainsi :

« Considérant que s'il est incontestable que la fixation du taux des salaires et la réglementation des heures de travail rentrent dans la catégorie des intérêts généraux pour la sauvegarde desquels un syndicat professionnel d'ouvriers peut se constituer, que si par suite, les membres de la Chambre syndicale de Chauffailles ont pu intervenir pour faire, au nom des ouvriers syndiqués, la convention du 14 septembre 1889, il est certain toutefois que le Syndicat ne peut, en son nom, exercer les droits et actions

(1) D. 93. I. 244. S. 96. I. 329. Pand. franç. 1894. I. I. et les notes.

» qui, à la suite d'une prétendue inexécution de cette
» convention, appartiennent individuellement, et personnellement à une partie de ses adhérents ;

» Que bien évidemment le Syndicat envisagé comme
» personne morale n'a point souffert de préjudice à
» raison des faits reprochés aux appelants, que celles-là seulement parmi les ouvrières syndiquées vis-à-vis desquelles les engagements pris par le patron n'ont pas été remplis, ont le droit de se plaindre et de réclamer des dommages-intérêts, qui, bien évidemment, ne saurait entrer dans la caisse du Syndicat ;

» Que cela est si vrai que les demandeurs l'ont implicitement reconnu dans leur exploit introductif d'instance en indiquant les griefs d'un certain nombre d'ouvrières pour justifier leur demande de dommages-intérêts ;

» Qu'il s'agit donc bien, au procès, d'une demande tendant à la défense des intérêts, des droits individuels d'un certain nombre de membres du Syndicat et que, par suite du principe ci-dessus rappelé comme aussi en vertu de la règle : « Nul en France ne plaide par procureur » le Syndicat n'est pas recevable à ester en justice à l'occasion de cette demande, laquelle ne peut être formée qu'au nom de ceux ou de celles ayant seuls qualité pour l'intenter ;

» Réforme....

Ainsi nous retrouvons le conflit déjà signalé entre les actions d'intérêt général et d'intérêt individuel.

Le Syndicat aurait substitué son action à l'action

individuelle de ses membres, et c'est ce que la Cour ne veut admettre. Elle ne reconnaît pas qu'il ait pu subir un préjudice moral, sinon pécuniaire, par la violation, même partielle de la convention dont il est l'un des signataires, convention dont la Cour reconnaît d'ailleurs la parfaite validité, puisqu'elle estime que chacun des membres est autorisé à se plaindre de l'inobservation de la convention commise à son égard. Mais elle n'admet pas que le syndicat puisse exercer les actions de ceux qui souffrent de la violation de la convention passée par le syndicat.

La Cour de cassation par arrêt en date du 1^{er} février 1893 confirma l'arrêt de la Cour de Dijon. Elle constate que les administrateurs du syndicat ont formé au nom et au profit exclusif du syndicat une action en **dommages-intérêts** pour réparation des infractions qu'ils imputent aux défendeurs, mais que le syndicat n'est intervenu que pour accepter au nom des ouvrières les offres qui leur étaient faites et n'avait par conséquent aucun droit pour en revendiquer les effets.

Mais, il semble bien que la Cour de cassation n'avait pas été sans se rendre compte de la faiblesse de la thèse adoptée par la Cour de Dijon. Elle avait jugé bon d'ajouter un argument nouveau : le syndicat n'a pas été partie au contrat... « attendu qu'on lit au bas de cet engagement la mention suivante : accepté par les soussignés, membres de la Chambre syndicale de Chauffailles, *au nom des ouvriers*.... Que le syndicat n'a été *qu'un simple intermédiaire*... *Qu'il n'a pas été, de son propre chef, partie au contrat*, et n'a par conséquent aucun droit pour en revendiquer les effets....

Par ces motifs, rejette... »

L'arrêt de cassation s'appuie donc surtout sur les constatations de fait de l'arrêt de Dijon.

En principe, nous n'hésiterons pas à soutenir que, dans le contrat collectif, le syndicat est plus qu'un intermédiaire. — Il est « *partie au contrat* », et personne ne s'y trompe. Le syndicat « expression juridique de la collectivité ouvrière » (1) s'est substitué aux individualités. Cette substitution n'est-elle pas par elle-même la raison d'être de l'organisation syndicale, l'unique moyen de rétablir, autant que faire se peut, l'égalité des parties au contrat de travail ? — Mais alors, si nous admettons que le syndicat est partie au contrat, nous reconnaissons en même temps qu'il doit rester compétent pour l'action judiciaire naissant de ce contrat. *En fait*, les exécutions seront multiples, diverses, individuelles. *En droit*, le contrat, qui a été collectif dans sa conclusion, reste et doit rester collectif dans son exécution. « Il ne produit qu'une action en justice, tout simplement parce que, dans son essence juridique, il est *un* ». (2)

Cette affaire de Chauffailles, constituait d'ailleurs une espèce bien peu favorable. En fait, les deux Cours devaient être bien peu tentées de résoudre la difficulté en faveur d'un syndicat qui savait si mal faire respecter ses ordres par ses propres membres. — Mais en droit, elles n'invoquent qu'un seul principe : les exécutions étant multiples et individuelles, la violation des engagements ne lèse que des intérêts

(1) Laronze. Op. cit, p. 184.

(2) Laronze. Op. cit. p. 185,

individuels et ne peut faire naître que des actions individuelles ».

Mais on peut penser, avec M. Moissenet « que l'intervention syndicale dans un procès intéressant directement les membres du syndicat, présente encore une grande utilité, lors même que des dommages et intérêts ne seraient pas accordés ».

Cette solution intermédiaire entre la décision du Tribunal de Charolles et l'arrêt de la Cour de cassation nous la trouvons, semble-t-il, dans un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine, du 4 février 1892 (1).

La Compagnie des Omnibus avait, à la suite d'une grève, passé une convention avec le bureau syndical du personnel. La convention n'ayant pas été rigoureusement observée, le syndicat poursuit la Compagnie lui demandant 50.000 francs de dommages et intérêts, pour violation de la convention.

Le jugement, après avoir longuement rappelé la convention intervenue entre les parties le 26 mai 1897, s'exprime ainsi :

« Sur la durée de la journée de travail : « attendu que c'est bien 12 heures juste l'intention des parties ;

« Attendu que, dans ces circonstances, il y a lieu de rappeler à la Compagnie des Omnibus à l'observation du contrat, en disant que, dans un délai et sous une contrainte à impartir, elle sera tenue de ne faire travailler ses employés que douze heures par jour,

(1) Rev. du Dr. industr. 1893. p. 72. Off. du Travail. Conciliation et arbitrage, p. 327.

depuis la sortie du dépôt jusqu'à la rentrée au dépôt, non compris le temps des repas, fixé à une heure et demie.

« Sur les 50.000 francs de dommages-intérêts réclamés ;

» Attendu que la Chambre syndicale fait plaider
» que, par suite du refus de la Compagnie d'observer
» les conventions du 26 mai, elle a éprouvé un préju-
» dice moral et un préjudice matériel dont elle serait
» fondée à demander réparation ;

» Attendu en ce qui touche *le préjudice moral* que
» le rappel de la Compagnie des Omnibus au respect
» de ses engagements et la condamnation de celle-ci
» aux dépens *sont la seule réparation à laquelle la*
» *Chambre syndicale puisse prétendre ;*

» Attendu, en ce qui touche le préjudice matériel
» que la demande de la Chambre syndicale n'est pas
» recevable ;

» Qu'en effet, tout Syndicat professionnel organisé
» conformément à la loi du 21 mars 1884, entre per-
» sonnes exerçant la même profession, doit avoir pour
» objet la défense d'intérêts généraux communs à
» l'universalité des membres qui la composent ; qu'il
» forme une personne civile ayant ses droits et sa
» capacité essentiellement distincts de ceux qui appar-
» tiennent individuellement à chacun de ses membres ;
» qu'il peut ester en justice, mais seulement pour la
» défense des intérêts communs et collectifs en vue
» desquels il a été créé, d'où il suit qu'il n'est receva-
» ble que dans les instances où le jugement à inter-
» venir est de nature à intéresser l'association et non

» l'un ou plusieurs des membres du Syndicat à
» l'exclusion des autres.

» Et attendu que le préjudice dont la réparation est
» demandée a pour base le paiement des heures sup-
» plémentaires que la Compagnie des Omnibus aurait
» fait faire à un certain nombre de ses employés.

» Que ce préjudice, en admettant qu'il fut justifié,
» ne saurait être réparé qu'à l'égard de ceux auxquels
» il a été causé.

» Qu'il s'agit là non d'intérêts communs à l'uni-
» versalité des membres du Syndicat, mais bien des
» droits individuels pour la poursuite desquels la
» Chambre syndicale n'a pas qualité pour ester en
» justice.

» Qu'en conséquence, il échet de déclarer ce chef
» de demande non recevable et mal fondé.

» Par ces motifs :

» Dit que, dans le mois de la signification du pré-
» sent jugement, la Compagnie générale des Omnibus,
» sera tenue de ne faire travailler ses employés que
» douze heures par jour, depuis la sortie du dépôt,
» jusqu'à la rentrée du dépôt, non compris le temps
» des deux repas, fixé à une heure et demie, sinon et
» faute de ce faire dans le dit délai et celui-ci passé, la
» condamne dès à présent à payer à la demanderesse
» la somme de 100 francs par jour de retard pendant
» un mois, après lequel délai il sera fait droit.

« Déclare que la Chambre syndicale des employés
» non recevable et mal fondée en sa demande de dom-
» mages-intérêts, l'en déboute. »

Si contradictoire que soit ce jugement, tant dans

son argumentation que dans son dispositif, il trahit néanmoins un sérieux effort vers l'admission des principes nouveaux que, lentement, la jurisprudence élabore.

Le Syndicat est-il compétent pour faire exécuter le contrat collectif? Le tribunal répond par l'affirmative.

Le Syndicat a-t-il droit à des dommages et intérêts, sanction de ses droits violés? Répondre nettement « oui » apparaît encore comme une solution un peu révolutionnaire. Le tribunal refuse les dommages et intérêts, sous prétexte que le Syndicat n'a souffert, en tant que Syndicat, d'aucun préjudice *matériel*. Mais, comme il fallait recevoir l'action syndicale, et, partant, admettre l'existence d'un intérêt, d'un préjudice quelconque, le tribunal reconnaît que le Syndicat demandeur a éprouvé un « *préjudice moral* » légitimant son action, mais qui sera suffisamment réparé par « le rappel de la Compagnie des Omnibus au respect de ses engagements, et sa condamnation aux dépens. »

La jurisprudence semble bien aiguillée dans la bonne voie.

Un jugement du tribunal de Cholet (1) marque un progrès nouveau, et des conquêtes, semble-il, définitives.

Il s'agissait d'une action intentée par des Syndicats de tisseurs contre un patron qui avait cessé d'appliquer le contrat collectif. Le jugement dégage nette-

(1) Tribunal civil, jugeant commercialement. 12 fév. 1897. — Rev. des Soc. 97, p. 313. Note de M. Hubert Valleroux,

ment la notion de l'intérêt collectif de celle des intérêts individuels.

Puis il continue : « Attendu qu'il importe de retenir » que l'uniformité d'un tarif des prix de façon est » précisément l'objet principal en vue duquel les di- » verses sociétés demanderesses se sont constituées. »

Et sur la maxime « Nul en France ne plaide par procureur. »

« Attendu que le défendeur invoquerait vainement » dans la cause la maxime : « Nul en France ne plaide » par procureur » *que les Chambres syndicales plaident » pour elles-mêmes, non pour autrui*, pour l'intérêt » professionnel qu'elles ont mission de défendre et à » raison duquel elles ont stipulé. » (1)

Voici donc la notion de l'intérêt professionnel qui prend place au premier plan et qui légitime l'action syndicale.

Enfin la Cour de Bordeaux dans un arrêt en date du 29 février 1906, pose en principe que lorsqu'un syndicat a régulièrement signé un contrat collectif, il a par une conséquence nécessaire le droit d'en assurer l'exécution au profit de ses membres. (2)

Puis l'arrêt déclare que la maxime : « Nul en France ne plaide par procureur » n'est pas d'ordre public et qu'un patron renonce implicitement à s'en prévaloir quand il consent à traiter avec son personnel sur les bases d'un contrat collectif.

(1) 12 fév. 1897. Revue des Sociétés, 1897, p. 303, et la note de M. Hubert-Valleroux.

(2) Rec. de Bordeaux. I. 163.

L'arrêt le plus récent rendu en la matière, à notre connaissance, est un arrêt de la cour de Lyon, du 10 Mars 1908 (1) relatif à l'exécution d'une convention entre la Compagnie des chemins de fer à voie étroite de Saint Etienne-Firminy, et la Chambre syndicale des employés de tramways à vapeur. Les considérants de cet arrêt sont absolument remarquables. Ils admettent le cumul de l'action individuelle et de l'action collective du Syndicat et caractérisent parfaitement chacune d'elles.

L'arrêt constate d'abord que la Compagnie ayant traité avec le Syndicat et discuté avec lui sur les conséquences de la loi du 15 juillet 1906 est mal venue à invoquer la maxime : « Nul en France ne plaide par procureur », puis il s'exprime ainsi : « attendu.... que » sans doute le Syndicat n'a pas qualité pour faire » valoir en dehors de tout intérêt corporatif, les droits » individuels de certains de ses membres arguant d'un » préjudice particulier mais que son action est rece- » vable toutes les fois qu'elle a pour objet non seule- » ment un droit qui lui soit propre mais la défense des » intérêts généraux de la profession.

« Qu'il est inexact que dans la convention du 20 juillet 1905, il ait entendu se borner au rôle d'intermédiaire, qu'il y stipule et *promet pour lui-même* que » cette convention dont la validité sera examinée plus » loin, n'étant pas un contrat de travail passé avec » quelques ouvriers déterminés ou à leur profit, mais » *une réglementation générale des conditions du travail*

(1) Bulletin office du travail, mai 1908.

» *et des salaires arrêtés entre la compagnie et le Syndi-*
» *cat, être moral*, représentant la collectivité des inté-
» *rêts professionnels* qu'elle déclare en termes exprès
» *que les parties contractantes s'engagent réciproque-*
» *ment à observer cette réglementation*, qu'il s'ensuit
» *que deux sortes d'actions peuvent y trouver leur*
» *source l'une destinée à protéger les droits individuels*
» *de certains ouvriers, personnellement lésés, l'autre*
» *destinée à garantir les droits collectifs du Syndicat ;*
» *qu'on ne saurait contester que l'action en jeu appar-*
» *tient à cette dernière catégorie*, qu'elle tend en effet
» *à assurer le maintien des conditions générales du*
» *salaire sans viser spécialement tels ou tels ouvriers*
» *à l'exclusion des autres*, que le Syndicat est donc en
» *droit de l'exercer pour la défense de l'intérêt cor-*
» *poratif. . . . »*

Il nous semble qu'on ne pouvait mieux définir la mission dévolue aux syndicats professionnels en matière de contrat de travail, et les conséquences qui en résultent tant au point de vue de l'exercice de l'action individuelle que de l'action syndicale.

Ainsi si la Cour de cassation n'a pas eu l'occasion de se prononcer à nouveau sur la recevabilité de l'action syndicale en vue de l'exécution du contrat collectif, il apparaît cependant que la jurisprudence des tribunaux évolue dans un sens favorable à l'intervention du syndicat.

On reconnaît très généralement que le syndicat est lésé s'il subit une violation de contrat après avoir obtenu des concessions portées dans une convention à la suite de longs efforts, peut-être après une grève soutenue par lui pécuniairement.

Il a un intérêt moral au premier chef à en obtenir l'application et cela seul devrait suffire à faire admettre la recevabilité de son action. Mais il a aussi, en général, un intérêt pécuniaire, soit que la convention ait été signée à la suite d'une grève, dont il a fait les frais, soit que des membres du syndicat, mécontents, retirent leur adhésion.

La difficulté que rencontrent les tribunaux est cependant réelle ; elle vient de la co-existence parallèle de l'action syndicale et de l'action individuelle, et de la nécessité de ne pas priver chaque ouvrier de son action directe en exécution de la convention et en dommages-intérêts. On ne saurait à notre avis reconnaître au syndicat le droit de demander les dommages-intérêts dus à chacun des syndiqués pour violation du contrat de travail. Il est certain que cette action en dommages-intérêts pour rupture du contrat de travail individuel, passé sur le type inséré dans la convention collective, fait partie du patrimoine de chaque syndiqué et que chacun d'eux peut agir en justice.

Mais nous estimons que le syndicat n'en a pas moins un intérêt moral, voir même pécuniaire, comme nous le disions précédemment, à faire respecter à l'égard de chacun la convention ; et par suite l'action en justice ne peut lui être refusée contre son co-contratant ; et le préjudice moral, en admettant qu'il ne subisse que cette sorte de préjudice, lui donne droit à des dommages-intérêts. Il s'agira simplement de ne pas confondre l'action individuelle et l'action syndicale, toutes deux se complétant, convergeant vers le même but, qui est d'assurer l'observation d'une con-

vention. Mais la première se base sur l'article 1780 et chacun a le droit de l'exercer individuellement ; et elle peut se résoudre à des dommages-intérêts, en raison de la lésion directe dont souffre celui dont le contrat de travail est violé ; — la seconde, est exercée par la partie qui a passé la convention collective et dont la personnalité civile subit un préjudice moral ou pécuniaire causé par la violation de la convention. Elle est le complément indispensable du droit reconnu au syndicat de conclure le contrat de travail. — « L'intervention du syndicat dans la formation des contrats de travail, a écrit M. Jay, n'est vraiment intéressante et utile que si le syndicat a les moyens d'assurer l'exécution des conventions acceptées par les deux parties. Les mêmes raisons qui rendent indispensables la conclusion collective de ces conventions obligent à reconnaître au représentant autorisé de la collectivité le droit d'agir pour obtenir le respect (1).

Nous nous sommes placés jusqu'à présent sur le terrain des faits. Il y aurait lieu d'examiner, en doctrine, le caractère juridique du contrat de travail. Certes cette étude présenterait même pour nous le plus grand intérêt, car nous pourrions en tirer des conséquences importantes au point de vue de l'exercice du droit d'ester en justice, pour l'exécution de la convention collective. Toutefois en nous plaçant sur le terrain positif, il nous a été relativement aisé de dégager les notions essentielles qui doivent inspirer les

(1) Jay. Organisation du travail par les Syndicats professionnels (Rev. d. Ec. pol. 1894).

tribunaux, relativement à la recevabilité des actions en justice pour l'exécution des conventions collectives relatives aux conditions du travail ;

Une étude complète des discussions théoriques qu'a suscité le contrat collectif de travail dépasserait les limites de notre ouvrage. Nous devons nous borner à retracer les principales théories qui ont été élaborées à ce sujet (1).

A quel titre les contrats collectifs sont-ils passés par le Syndicat au nom de la collectivité ouvrière qu'ils ont mission de défendre ? Tel est le problème juridique qui se pose.

Le Syndicat agit-il en vertu d'un mandat, ou d'une stipulation pour autrui ; ou bien est-il un gérant d'affaires ? Ou plus simplement le contrat collectif de travail n'est-il pas un contrat nouveau, sans analogie avec les autres contrats, un contrat innommé ?

Le mandat est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant, et en son nom (art. 1984. C. C.)

La stipulation pour autrui n'est pas un contrat fait au nom d'autrui par un représentant tel qu'un mandataire, « c'est un contrat fait en faveur d'autrui par une personne dépourvue de pouvoirs » (2).

Le Syndicat négocie-t-il par ordre en vertu d'une procuration, ou bien spontanément ?

Dans la première hypothèse, c'est le mandat. Il en

(1) MM. Laronze (op. cit.) et Nast (op. cit.), ont repris à nouveau, et récemment, l'étude de ces théories.

(2) Planiol. Traité, Tome II, page 377.

résulte que la propre personnalité du mandataire s'efface, une fois le contrat conclu. Cette opinion est développée par M. Bergeron (1).

Mais on répond à cette thèse, qui présente une grande apparence de simplicité, que la représentation des intérêts collectifs, des collectivités, est d'une nature toute spéciale.

Le fait que le législateur a confié au Syndicat la mission de défendre les intérêts de la classe ouvrière ou patronale, implique nécessairement que celui-ci agira d'une façon autre que le mandataire, en quelque sorte sur son initiative personnelle, dans l'intérêt de cette collectivité dont il a la défense.

C'est la collectivité elle-même, et non pas une quantité d'individus isolés, qui contracte directement, quand le Syndicat passe une convention collective.

Admettre cet effacement du Syndicat impliquerait l'obligation de lui dénier toute action en exécution du contrat, par application de la maxime : « Nul ne plaide par procureur », et nous croyons avoir démontré ci-dessus que le Syndicat a un réel intérêt personnel à agir.

La théorie de la gestion d'affaires présente les mêmes inconvénients que celle du mandat. Elle annihile aussi le rôle du Syndicat.

La stipulation pour autrui, à laquelle la jurisprudence et la doctrine ont dans la question des assuran-

(1) Op. cit. page 103 et suiv.

ces, donné une ampleur considérable, paraît répondre d'avantage au besoin de la pratique (1).

N'est-ce pas un contrat en faveur d'un tiers que passe le Syndicat.

Il y a ici d'une part, le tiers, les ouvriers au profit desquels le Syndicat stipule telles conditions du travail qu'il peut obtenir, il y a là de plus la condition nécessaire à la validité de cette stipulation, la promesse faite par le Syndicat au patron, non pas de fournir les ouvriers, ou de faire le travail, mais de faire son possible pour que le travail soit repris ou continué aux conditions agréées. Il y a donc là incontestablement les éléments juridiques suffisants pour interpréter le contrat collectif en une stipulation pour autrui.

Quelles sont les actions en exécution qui résultèrent de la stipulation pour autrui ?

La jurisprudence admet la validité de la stipulation au profit de personnes indéterminées, sous la seule condition que les bénéficiaires soient déterminables au jour où la convention doit recevoir effet ; par suite, le tiers, c'est-à-dire la collectivité ouvrière, les ouvriers syndiqués, seront admis à poursuivre individuellement l'exécution contre le promettant, et le promettant pourra exercer contre eux la même action. D'autre part, en ce qui concerne l'action du syndicat contre le patron, la situation est plus délicate. Nous savons qu'il est nécessaire que le Syndicat le stipulant, possède une action lui permettant de veiller à son exécution.

(1) M. Raynaud, dans sa thèse sur « Le Contrat collectif de Travail » (Paris 1901), développe, d'une manière complète cette théorie.

Or, dans l'état actuel des textes (art. 1119 et 1121) on refuse toute action au stipulant, qui pourtant a été partie au contrat, sous prétexte qu'il y a stipulation pour autrui, et que par conséquent le stipulant n'a pas intérêt à l'exécution.

Nous avons dit que le syndicat a toujours un intérêt moral sinon pécuniaire, à assurer l'exécution du contrat. Or, dans l'état actuel de la législation, l'intérêt moral ne suffit pas à valider le contrat en faveur d'un tiers. La jurisprudence exige un intérêt pécuniaire, sinon elle fait application de l'article 119 et applique l'adage « pas d'intérêt, pas d'action » (1).

Il semble donc qu'ici encore la représentation des intérêts collectifs, confiée au Syndicat ne soit pas assurés.

Faut-il conclure de ces courtes observations, avec M. Laronze, que la construction juridique définitive doit être ajournée? (2). Dire, avec M. Deslandres ou avec M. Nast (3) que le contrat collectif de travail est un contrat innommé, n'est-ce pas admettre cette opinion.

Et l'on comprend très bien l'incertitude de la doctrine, les difficultés qu'elle rencontre dans son œuvre d'élaboration, quand on considère les divers effets que l'on entend donner au contrat collectif de travail.

Il ne s'agit pas uniquement d'autoriser le syndicat ouvrier, ou chaque syndiqué pris individuellement à

(1) Voir Massenet, *Etude sur les Contrats collectifs en la matière d'accidents du travail*. (Thèse, Dijon, 1903, page 175).

(2) *Op. cit.* page 434.

(3) Delandre, note sous Cass. Civ., 1^{er} fév. 1893. — Nast, *op. cit.* page 155.

agir contre le syndicat patronal ou le patron. Il faut aussi que le Syndicat ouvrier soit garanti contre les défaillances de ses membres qui voudraient se soustraire à l'exécution du contrat passé par le syndicat. Les droits reconnus au Syndicat ouvrier doivent en outre être reconnus, identiquement au Syndicat patronal. Et le patron doit pouvoir agir contre le Syndicat ouvrier, soit que celui-ci se dérobe à son engagement, soit que quelques uns de ses membres le désavouent. Et le patron ne doit-il pas avoir le droit d'agir soit contre chacun des syndiqués pris individuellement, soit contre le syndicat, personne morale, qui s'est en quelque sorte, porté fort de la ratification du contrat par ses membres. Et si le Syndicat est poursuivi dans ces conditions, il doit lui être loisible d'appeler en garantie, ceux de ses membres qui se seront dérobés à l'exécution de la convention (1).

Il convient selon nous de laisser libre carrière au législateur qui doit s'inspirer uniquement des besoins de la pratique, et des nécessités que révélera l'exécution du contrat collectif. Il ne devra pas se laisser intimider par le souci de ne pas violer les antiques principes de la doctrine.

La vérité nous paraît être dans ces mots de M. Geny « (2) en introduisant une institution récente dans un moule antique qui n'est point fait pour elle, ou en lui composant une structure plus complexe par l'assem-

(1) Voir chapitre VII l'analyse du projet Doumergue.

(2) Génv, note sous Nancy, 7 Décembre 1893 Pand. Françaises, 1898, 20. 241.

blage de pièces hétérogènes empruntées aux anciens concepts, on s'expose à en détourner le développement et à en fausser le jeu naturel. »

Il est donc nécessaire d'adapter notre droit social à l'évolution économique, et de lui donner la souplesse que réclament nos nouvelles institutions.

CHAPITRE VI

Législation belge

La liberté d'association existe en Belgique depuis 1831. Néanmoins, ce pays est doté depuis le 31 mars 1898 d'un régime spécial pour les unions professionnelles. Il est intéressant de connaître, notamment en ce qui concerne l'action en justice, ce que le législateur belge a créé en faveur des associations professionnelles, en s'inspirant des enseignements de la loi de 1884 et des idées favorables à la liberté d'association auxquelles il était depuis longtemps accoutumé (1).

Les Unions professionnelles se constituent par la publication des statuts au " Moniteur ".

La dénomination de l'union, en vertu de l'art. 4 doit être inscrite dans les statuts.

L'Union a donc le droit certain de revendiquer la propriété de ce nom.

L'Union jouit de la personnalité civile le dixième jour après celui de la publication.

En ce qui concerne le paiement de la cotisation, la loi porte dans son art. 4 : « 3° que chaque associé a le droit de se retirer à tout instant de l'union et que celle-ci ne peut, le cas échéant, lui réclamer que la cotisation échue et la cotisation courante.

(1) Voir Briquet. « La Législation Belge des Unions professionnelles ». (Thèse, Paris, 1900).

La solution donnée au sujet de la légalité des amendes est intéressante. L'article 310 du Code pénal, qui n'est que la reproduction de l'art. 416 de notre Code pénal, n'est pas abrogé. Une loi du 30 novembre 1892, a même aggravé les pénalités. La Cour de cassation a jugé que cette disposition du Code pénal était d'ordre public et que les ouvriers ne pouvaient y déroger par des conventions particulières (1).

Enfin, la loi du 30 mars 1898, art. 4, 9°, porte que les sanctions édictées par l'Union pour l'observation de ses règlements, ne peuvent se rapporter à des faits qui seraient de nature à porter atteinte au droit de personnes étrangères à l'Union et quelles ne peuvent faire l'objet d'une sanction civile.

L'acquisition à titre gratuit et à titre onéreux est régie par les articles 11, 12 et suivants de la loi du 31 mars 1898.

L'Union professionnelle a le droit d'acquérir à titre onéreux, mais l'article 12 porte que les Unions ne sont autorisées à acquérir à titre gratuit que conformément à l'article 76 de la loi communale (loi du 30 mai 1836).

En vertu de cette disposition, l'avis de la députation permanente du Conseil et l'approbation du Roi sont nécessaires pour les dons et legs au dessus de 5.000 francs.

L'approbation de la députation est suffisante pour les dons et legs qui ne dépassent pas cette somme.

Le leader socialiste, M. Vandervelde, avait demandé que l'Union fut dispensée de l'autorisation administra-

(1) 7 Décembre 1891. Belg. Jud. 1891, page 311.

tive, mais son amendement fut rejeté sans discussion.

Ainsi, l'Union est assimilée à un établissement d'utilité publique, solution qui, nous le savons, n'a pas été, en définitive, adoptée en France.

L'Union professionnelle a le droit de déposer et de posséder des marques de fabrique ou de commerce pour l'usage individuel de ses membres. Elle est seule propriétaire de la marque, elle en permet l'usage à ses membres, aux conditions de son règlement.

Il en résulte que l'Union, seule propriétaire, aura seule le droit d'ester en justice pour toutes contestations relatives à la marque déposée.

Nous rappelons que nous avons émis l'opinion que rien n'interdisait à nos syndicats professionnels de posséder des marques de fabrique et d'agir en justice à ce sujet.

L'Union professionnelle peut agir en justice pour la conservation de son patrimoine et pour tout ce qui a trait à ses droits de propriété.

Quant aux actions dans l'intérêt collectif ou professionnel, le législateur belge, instruit des difficultés qu'elles soulevaient chez nous et des solutions de la jurisprudence, a, pour ainsi dire, mis au point notre loi, et donné une solution au problème que nous avons essayé de solutionner. L'article 10 porte : « l'Union » peut ester en justice, soit en demandant, soit en défendant, pour la défense des droits individuels que ses » membres tiennent de leur qualité d'associés, sans » préjudice au droit de ces membres d'agir directement, de se joindre à l'action ou d'intervenir dans » l'instance.

« Il en est ainsi notamment des actions en exécution
» des contrats conclus par l'Union pour ses membres
» et des actions en réparation du dommage causé par
» l'inexécution de ces contrats... »

Le projet de M. Begerem, déposé en 1894, réservait à l'Union à *l'exclusion de ses membres*, la faculté d'ester en justice pour la défense des droits individuels que ceux-ci tirent de leur qualité d'associés :
« L'action individuelle, écrivait l'auteur du projet, est
» absorbée par l'action de l'Union. Telle est la volonté
» des membres par cela seuls qu'ils sont membres.
» Tel est leur intérêt... »

La solution de M. Begerem fut repoussée. On cria à la tyrannie socialiste et l'on maintint à chacun des membres le droit d'agir en justice, s'ils ont un intérêt personnel engagé.

La loi n'a pas établi comme on pourrait le croire, le cumul de l'action individuelle et de l'action syndicale. Sans doute, pour l'action purement professionnelle, l'Union peut seul agir, mais pour les actions individuelles, l'individu comme l'Union peut agir, mais c'est à la condition qu'il n'y ait qu'une seule action : l'Union peut agir au nom de chacun de ses membres pris individuellement.

Le texte de la Commission du travail, était absolument l'inverse de celui de M. Begerem, il portait :
« les Unions professionnelles peuvent ester en justice,
» soit en demandant, soit en défendant... , sans pré-
» judice au droit de ses membres d'agir directement,
» à *l'exclusion de l'union*, de se joindre à l'action ou
» d'intervenir à l'instance... »

De ce texte rigoureux, il résulterait que l'initiative du syndiqué empêchait celle de l'Union. Sur la proposition de M. Van Cleemput on supprima du texte de la Commission les mots « à l'exclusion de l'Union ».

Il résulte cependant de la discussion que l'Union n'a le droit d'intenter les actions individuelles que dans le cas où les intéressés ne les exercent pas. Dans le cas contraire, le Syndicat a seulement la faculté d'intervenir, mais l'intéressé est toujours maître de son droit, il lui est loisible de renoncer à son action ou de transiger ; par cela même, l'action du Syndicat est éteinte. M. Garneaux fait observer avec raison qu'il y aurait lieu de faire quelques réserves sur ce point et que l'action du Syndicat devrait être plus sérieusement garantie et ne pas se trouver ainsi à la merci du Syndiqué.

« Il ne faut pas oublier, en effet, qu'il y a un intérêt » professionnel en jeu, par conséquent un intérêt » général » (1).

Mais la solution qui oblige les intéressés pris individuellement à joindre leur action à celle de l'Union, ou à intervenir dans l'instance, s'ils n'ont déjà agi directement, est utile et mériterait d'être introduite dans notre législation.

Elle évite, en effet, au demandeur des vexations inutiles et oblige aussi le Tribunal à examiner la cause qui lui est soumise, dans toute son ampleur, et

(1) Garneau. Op. cit., page 97.

à apprécier les dommages individuels et le dommage dont souffre le Syndicat.

Il y a donc dans la loi belge un enseignement que nos législateurs mettraient utilement à profit.

CHAPITRE VII

Projets de réforme

Nous examinerons dans ce chapitre les projets qui concernent l'action en justice des Syndicats professionnels, tant au point de vue de l'exécution du contrat de travail, que de l'exercice des autres actions professionnelles.

I. — PROJET VAILLANT

Il ne faudrait pas croire que l'extension de la recevabilité de l'action en justice soit vue favorablement par tous ceux qui s'intéressent au sort de la classe ouvrière.

Certains militants socialistes voient avec défaveur l'extension de la capacité des organisations ouvrières. Ils craignent qu'en donnant au Syndicat le droit de posséder sans limite et de faire du commerce, on les assagisse et les détourne de l'action révolutionnaire.

M. Barthou dans son rapport (1) signale l'hostilité de la Fédération des Bourses du Travail et cite la réponse de M. Jaurès : « Je le dis avec une franchise » que me pardonneront à coup sûr les militants, je ne » comprends pas comment la Fédération des Bourses » du Travail a pu rejeter purement et simplement, au » lieu de la perfectionner par des amendements, la loi » nouvelle sur les Syndicats.

(1) Documents Parlementaires. Chambre 1903, Annexes n° 14, page 68.

« Je ne veux pas insister sur la capacité commerciale
» reconnue aux Syndicats, mais si elle devait être dan-
» gereuse, il serait encore plus dangereux de la refuser,
» car la classe ouvrière proclamerait ainsi elle-même
» qu'elle a besoin d'être sous la tutelle des prohibitions
» bourgeoises. Elle proclamerait qu'elle est mineure,
» et entend le rester, et déclarerait solennellement
» qu'elle est incapable de faire un usage prévoyant et
» habile de la liberté... »

D'autres sont disposés à donner aux Syndicats le maximum de droits avec le minimum de devoirs.

C'est ainsi que M. Vaillant, évoquant les poursuites que subissaient les trades-unions anglaises pour faits de grève, avait rédigé un art. 6 bis ainsi conçu : « Les Syndicats professionnels ont le droit d'acquérir sans autorisation les biens, meubles et immeubles, ils peuvent librement employer les sommes provenant des cotisations », mais il s'abstenait de donner au Syndicat le droit d'ester en justice et la personnalité civile. La proposition ne contient aucune indication à cet égard et l'auteur s'exprime ainsi dans son exposé des motifs : « ni capacité commerciale ni personnalité civile pour le syndicat, qui doit rester l'organe des revendications professionnelles, économiques et sociales de la corporation et de la classe ouvrière organisée, qui doit rester aussi à l'abri des poursuites patronales et des tribunaux qui le dépouilleraient et le ligotteraient, annulant la part qu'il a déjà conquise du droit de coalition pour lutter et vaincre. » (1)

(1) Documents Parlem. Chambre 1903. N° 703, p. 90.

M. Barthou réplique : « . . . non seulement cette » proposition fait disparaître toutes les dispositions » pénales qui ont pour objet d'assurer le respect de la » loi, mais elle rendrait impossible toute réparation » civile.

« On se demande ce que serait avec un pareil sys- » tème la situation des syndicats professionnels envers » des tiers. Comment ces syndicats pourraient-ils pos- » séder des immeubles, recevoir des dons et des legs » sans faire valoir les droits que cette capacité leur » confère, et comment feraient-ils valoir ces droits, s'ils » ne jouissaient de la faculté d'ester en justice ! . . . » pour les syndicats professionnels comme pour toute » autre association, la liberté doit s'accompagner de » la responsabilité. »

II. — M. LEMIRE

M. Lemire dans son intéressant projet, modifie notamment la rédaction de l'art. 6 de la loi de 1884 (1). Il introduit nettement dans le texte du premier alinéa la personnalité civile des Syndicats ; dans un second, le droit d'ester en justice ; et dans un troisième, le droit d'acquérir à titre gratuit ou à titre onéreux les biens nécessaires à l'accomplissement du but qu'ils se proposent, ainsi que les produits nécessaires à l'exercice de la profession et les immeubles destinés à l'habitation de leurs membres.

Puis il ajoute la disposition suivante : « ils peuvent

(1) Doc. Parlem. Chambre 1902. Annexe, p. 538.

conclure des contrats collectifs relatifs aux conditions du travail, en poursuivre l'exécution et obtenir des dommages-intérêts en cas d'inexécution de ces contrats.

« Ils peuvent en toute matière professionnelle exercer les actions individuelles appartenant à leurs membres nonobstant toute renonciation antérieure à la naissance de l'action. »

Ence qui concerne l'exécution du contrat collectif de travail nous ne pouvons qu'approuver le texte proposé par M. Lemire.

Mais le dernier alinéa suggère quelques réflexions. Il présente une certaine analogie avec la disposition de l'art. 10 de la loi belge du 31 mai 1898 relative à l'exercice par le Syndicat de l'action individuelle, mais il a une plus grande portée.

En effet le législateur belge limite l'action des syndicats aux droits individuels que les intéressés tiennent de leur qualité d'associés, par exemple en cas de convention collective de travail ou de concurrence déloyale. La proposition de M. Lemire l'étendrait à toutes les actions individuelles propres à l'individu mais de nature professionnelle.

M. Garneau fait remarquer que cette différence est beaucoup plus une différence de rédaction, qu'une divergence de conception. Les syndiqués, en effet, se réunissent généralement pour la défense de tous les intérêts professionnels ; de sorte que toute matière professionnelle resterait le plus souvent de la compétence du Syndicat.

III. — MM. VALDECK-ROUSSEAU ET MILLERAND

Un projet, déposé le 15 novembre 1900 par MM^{rs} Waldeck-Rousseau et Millerand et repris le 14 octobre 1902 par ce dernier, pose le principe de la capacité civile et du droit d'ester en justice.

Il se borne à spécifier le droit des syndicats d'ester en justice, sans aucune indication spéciale relative à l'exécution des contrats collectifs.

Dans un article 10, il reconnaît au Syndicat le droit d'agir, au cas d'entraves volontairement apportées à l'exercice des droits reconnus par la loi par voie de renvoi ou de refus d'embauchage.

« L'entrave volontairement apportée à l'exercice des
» droits reconnus par la présente loi, par voie de
» refus d'embauchage ou de renvoi, la mise en interdit
» prononcée par ce syndicat dans un autre but que
» d'assurer les conditions du travail fixées par lui et la
» jouissance des droits reconnus aux citoyens par les
» lois, constituent un délit civil et donnent lieu à l'ac-
» tion en réparation du préjudice causé. Cette action
» peut être exercée, soit par la partie lésée, soit dans
» le cas prévu au paragraphe 1^{er} par le syndicat. »

Nous avons discuté cette question dans la section II du chapitre III. Il nous paraît légitime d'autoriser le Syndicat à intervenir, si ses membres sont renvoyés ou non embauchés parce qu'ils adhèrent au Syndicat.

Il supporte en effet un préjudice moral qui légitime son intervention directe.

Mais on remarquera que, dans la proposition ci-dessus le droit du Syndicat d'exercer l'action individuelle, est strictement limité, tandis que dans la proposition

Lemire et la loi belge, le droit du Syndicat d'exercer l'action individuelle est limité uniquement par la matière professionnelle ou par le droit que l'individu tire de sa qualité d'associé.

IV. — PROPOSITION DE LA COMMISSION DU TRAVAIL DE 1903

Le projet adopté par la Commission du travail rapporté par M. Barthou, apporte à la loi de 1884 des modifications profondes.

Il confère au syndicat dans son art. 6, la personnalité civile, mais nous savons qu'il ne suffit pas de conférer à un groupement la personnalité civile pour définir dans quelle mesure l'action en justice de ce groupement est légitime. Il faut encore connaître exactement quel est l'objet de ce groupement.

Cette disposition est d'ailleurs immédiatement suivie d'un texte conférant aux syndicats le droit d'acquérir sans autorisation, à titre gratuit ou à titre onéreux, des biens meubles et immeubles.

Il leur est, en outre, accordé le droit de faire des actes de commerce en constituant entre leurs membres des sociétés à responsabilité limitée.

Il est regrettable que, dans un projet, si hardi à certains points de vue, on n'ait inséré aucune disposition déterminant exactement la portée de l'action en justice.

La Commission du travail entendait-elle laisser s'achever librement l'œuvre d'élaboration entreprise par la jurisprudence ou simplement dégager sa responsabilité en l'occurrence ?

Mais ne sait-elle pas que les décisions judiciaires sont susceptibles de variation et qu'elles pourraient détruire ce qu'elle n'a pas voulu confirmer ?

V. — PROPOSITIONS RELATIVES AU CONTRAT DE TRAVAIL

Il nous reste à examiner les propositions qui ont trait au contrat de travail.

De tous les projets ci-dessus énumérés, seul, le projet Lemire s'est préoccupé de l'exécution du contrat collectif de travail et de l'action en justice y relative.

Avant d'examiner les propositions relatives spécialement au contrat collectif de travail, il convient de mentionner les différents textes qui concernent plus ou moins la question.

Dans une proposition élaborée par la Commission du travail de 1889, ayant pour but de créer des Conseils de conciliation et d'arbitrage était prévue la possibilité pour les Conseils d'établir des règlements d'ordre intérieur et de prendre des engagements relatifs aux salaires.

L'art. 4 du projet portait : « les engagements pris » par le Conseil de conciliation et d'arbitrage lient les » parties dans les limites, conditions et durées fixées » par l'accord ou les conventions. » — L'ouvrier avait le droit dans les 48 heures de déclarer s'il n'acceptait pas le contrat.

Et l'art. 5 portait : « l'accord, les conventions ou les » règlements faits par le Conseil de conciliation et » d'arbitrage, formeront contrat entre les parties et » auront force de loi devant les juridictions compétentes. »

Même sanction en vertu de l'art. 15, non plus seulement en cas de conciliation, mais aussi en cas d'arbitrage.

Il s'agissait donc bien de contrat collectif, muni de

sanction, mais les syndicats ne jouaient aucun rôle dans leur conclusion et on ne se préoccupait point de leur en confier l'exécution.

La proposition de MM. Jules Roche et Mesureur, déposée le 14 décembre 1891, reprise en 1894, créait des Conseils du travail à qui l'on confiait notamment une mission de conciliation et d'arbitrage (1)

L'article 21 de ce projet avait trait à l'exécution des décisions prises par ces conseils : « lorsqu'une décision » de conciliation ou d'arbitrage aura fixé les conditions » du travail, elle fera foi en justice, à titre de condition » minima, pour le règlement des litiges individuels. » Elle fera foi également *dans les instances introduites » devant les tribunaux compétents par les syndicats » professionnels en vertu des droits* que leur confère » l'art. 3 de la loi du 21 mars 1884 ».

La solution adoptée était intéressante. Car si on avait reconnu au syndicat le droit de conclure des conventions collectives, il aurait suffi d'appliquer par analogie la disposition de l'art. 21.

La teneur de cet article est des plus intéressantes. Il y est porté que les stipulations insérées dans la décision de conciliation ou d'arbitrage, feront foi en justice à titre de condition minima, pour le règlement des litiges individuels.

Donc tout individu, non partie au contrat, aura une action pour obtenir l'application à son profit des conditions du travail stipulées. De plus, les syndicats peuvent agir dans le même sens. La jurisprudence

(1) J. O., 1894, n° 276.

favorable à l'action en justice basée sur l'art. 3 était donc confirmé par l'art. 21.

PROPOSITION GOBLET

M. Goblet, dans l'exposé des motifs de sa proposition sur le contrat de louage d'ouvrage, déposée le 26 novembre 1895, exposait le rôle prépondérant que devait prendre les contrats collectifs et la mission qui devait être dévolue au syndicat pour leur conclusion.

En vertu de la proposition Goblet, dans les ateliers et manufactures de l'Etat, aucun embauchage ne pouvait avoir lieu directement ou par l'intermédiaire des syndicats sans convention écrite, déterminant les conditions du travail.

C'était un moyen d'uniformiser les engagements.

Il était reconnu au syndicat le droit d'intervenir comme intermédiaire pour la conclusion et la rédaction de ces contrats, mais on ne prévoyait pas son intervention pour en assurer l'exécution.

PROJET DOUMERGUE

M. Doumergue, ministre du Commerce, dépose le 2 juillet 1906, un projet de loi sur le contrat de travail. Ce projet se subdivise en cinq parties. Le titre I^{er} vise la formation du contrat de travail ; le II^e les conventions collectives relatives au conditions du travail ; le III^e les règlements d'atelier.

Les deux derniers traitent des effets du contrat, des obligations qui en découlent et de ses modes de résolution (1).

(1) Le projet est la reproduction presque complète des délibéra-

Les articles 12 à 21 sont consacrés au titre II qui seul nous intéresse.

L'art. 12 a une importance capitale : « Préalablement
» à la formation du contrat individuel de travail, des
» conventions collectives de travail peuvent être con-
» clues entre un ou plusieurs employeurs et un syn-
» dicat ou groupement d'employés, ou entre les repré-
» sentants des uns et des autres, spécialement mandatés
» à cet effet, soit dans la forme prévue par les statuts
» des syndicats, soit par tout autre procédé.

» Ces conventions collectives déterminent certai-
» nes conditions auxquelles doivent satisfaire les con-
» trats individuels qui seraient conclus entre les per-
» sonnes qui peuvent régler l'application des clauses
» inscrites dans ces conventions.

» Les employeurs peuvent s'engager à appliquer la
» convention pendant sa durée de validité, soit à des
» catégories déterminées de leur personnel, soit seu-
» lement aux employés ayant pris part à la négocia-
» tion, directement ou par mandataires.

» Les employés peuvent s'engager à respecter la
» convention soit chez les seuls employeurs signatai-
» res ou dans tout contrat passé pendant la durée de
» la convention avec un employeur quelconque dans
» une région déterminée ».

En vertu de l'article 13, la convention collective à

tions de la *Société d'Etudes Législatives*. Le titre II notamment est la reproduction d'un avant projet d'une sous-commission. Les principaux membres qui ont pris part aux discussions de la Société sont MM. Jay, Cauvés, Thaller, Saleilles, Colson, Souchon Barthélémy, Millerand.

laquelle doivent se référer les contrats individuels est déposée au secrétariat du Conseil de Prud'homme sou, à défaut, au greffe de la justice de paix.

L'article 14, limite à cinq ans, le maximum de la durée d'une convention collective, et pose le principe de la tacite reconduction.

L'article 15 a une importance capitale : « Sont, à » défaut de stipulation contraire expressément énon- » cée dans les statuts des syndicats ou dans la con- » vention collective elle-même, considérés comme » soumis aux obligations résultant de cette convention » collective, les employés et les employeurs qui sont, » au moment où la convention est passée, membres » du Syndicat ou de la collectivité partie à la conven- » tion, ou qui postérieurement adhèrent au Syndicat » ou à la convention ».

Ainsi, tout syndiqué est soumis, sauf stipulation contraire, aux obligations résultant de la convention collective conclue par son syndicat. Tout employeur ou employé adhérent à un syndicat, adhère par cela même à la convention.

En vertu de l'article 16, lorsqu'un contrat de travail intervient entre un employeur et un employé qui doivent aux termes de l'article 15, être considérés comme soumis l'un à l'autre aux obligations résultant de la convention collective, les règles déterminées en cette convention s'imposent, nonobstant toute stipulation contraire aux rapports nés du contrat de travail.

Mais si une seule des parties du contrat de travail doit être considérée comme liée par les clauses de la convention collective, hypothèse prévue aux deux

derniers alinéas de l'article 12, l'article 17 porte que les clauses ne s'appliqueront aux rapports nés du contrat de travail qu'à défaut de stipulations contraires.

Mais cependant une sanction est prévue : « en ce » cas la partie liée par une convention collective, qui » l'oblige même à l'égard des personnes qui n'ont pas » été parties de cette convention (art. 12 §§ 3 et 4) et » qui aurait accepté, à l'égard de ces personnes, des » conditions contraires aux règles déterminées de » cette convention, peut être civilement actionnée à » raison de l'inexécution des obligations par elles assumées.

Ainsi un patron (ou un syndicat patronal) qui s'engage à traiter selon les termes de la convention, non seulement les membres du syndicat co-contractant, mais les autres ouvriers qu'il peut embaucher, sera exposé à être civilement actionné à raison de l'inexécution des obligations assumées, au cas où il n'observerait pas les conditions fixées par la convention.

De même pourra être poursuivi le syndicat ouvrier, signataire d'une convention, dont les membres, méconnaissant l'engagement pris, auraient accepté de travailler chez des patrons adhérents à des conditions autres que celles stipulées.

Le projet s'efforce ainsi de faciliter la généralisation de conditions de travail uniformes, propres à éviter la concurrence patronale ou ouvrière.

L'art. 19 a trait aux obligations assumées par les syndicats qui interviennent dans une convention collective relative aux conditions du travail. Elles « sont déterminées à la convention collective ».

Enfin l'article 20 vise l'exercice de l'action en justice. Il nous intéresse tout particulièrement. « Les syndicats qui sont intervenus comme partie à la convention collective relative aux conditions de travail, *peuvent exercer toutes les actions qui naissent de cette convention collective, en leur faveur ou en faveur de leurs membres*, avec leur consentement.

» Ils peuvent spécialement agir pour obtenir l'exécution de la convention, ou des dommages-intérêts au cas d'inexécution, *soit contre les parties, individus ou syndicats, avec lesquels ils ont passé la convention collective, soit contre ceux de leurs membres* qui n'auraient pas respecté les règles posées par la convention collective.

» Lorsque la convention collective est intervenue entre un syndicat ou une collectivité d'employés et plusieurs employeurs, chacun de ces employeurs et chacun des membres de ce syndicat et de la collectivité ouvrière pourra également agir pour obtenir, à son profit, l'exécution des dommages-intérêts contre ceux qui, ayant contracté avec lui, ne respectaient pas les obligations résultant pour eux de la convention collective. »

Ainsi le syndicat ouvrier ou patronal peut poursuivre l'exécution de la convention et demander des dommages-intérêts.

En outre le syndicat, personne civile, peut être disposé à exécuter la convention, alors qu'une minorité prétendrait se soustraire à la convention. Le syndicat peut agir contre ceux de ses membres qui se dérobent à l'exécution de la convention.

S'il était lui-même poursuivi, en raison des défaillances de certains de ses membres, il pourrait certainement les appeler en garantie.

Enfin chaque membre pris individuellement pourra agir contre la collectivité qui ne respecterait pas les obligations résultant de la convention collective.

Telle est l'économie du projet très intéressant présenté par M. Doumergue. Il fut soumis à l'étude de la Commission du travail qui estima selon la propre expression de son rapporteur, M. Chambon, qu'il avait été élaboré avec trop de précipitation.

La Commission se borna à retenir dans le projet du Gouvernement ce qui a trait au droit commun du contrat de travail, en éliminant les titres relatifs au règlement d'atelier et au contrat collectif. Elle estimait qu'il était nécessaire de procéder à des études plus complètes et se bornait à poser le principe de la convention collective dans un article 6 ainsi conçu :
« Préalablement à la formation du contrat individuel
» de travail et dans le but de déterminer certaines
» conditions auxquelles il devra satisfaire, des conventions collectives de travail peuvent être conclues
» entre un employeur ou un syndicat ou groupement
» d'employeurs et un syndicat ou groupement d'employés, ou entre leurs représentants respectifs ».

Il paraîtra à certains que l'attitude adoptée par la commission à l'égard du contrat collectif de travail est fâcheuse. Il eût semblé naturel que la commission chargée de l'élaboration des lois ouvrières, ait eu à cœur de faire aboutir le plus rapidement possible un texte ayant trait aux conventions collectives relatives

aux conditions du travail. Elle aurait peut être mieux fait de ne pas se borner à en poser le principe, mais de maintenir dans le projet rapporté des dispositions qui sont essentielles si l'on veut assurer la mise en pratique du contrat collectif, notamment celles qui concernent les sanctions judiciaires.

CONCLUSION

L'étude que nous venons de faire nous donne l'exemple d'une évolution remarquable de la jurisprudence.

Quand le législateur de 1884 vota la loi sur les Syndicats professionnels, il ne supposait certes pas que les associations ouvrières mettraient à profit, avec un tel empressement, le droit d'ester en justice qu'il leur conférait dans l'article 9.

Sans doute la plupart de ceux qui votèrent la loi auraient été effrayés à la pensée que le Syndicat professionnel agirait en justice par application de l'article 3.

Les Tribunaux, peu favorables à la conception syndicale, qui renversait la notion traditionnelle de l'ouvrier isolé en face du patron, et du contrat de travail individuel, se sont peu à peu accoutumés à la situation nouvelle qui résultait de la mission de « défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles », dévolue aux syndicats professionnels.

Désorientés tout d'abord, ils ont dégagé lentement, des notions indécises d'intérêt individuel et d'intérêt collectif, le principe de l'intérêt professionnel, qui doit être la source de la recevabilité des actions syndicales.

Préoccupés de sauvegarder les droits de l'individu en face de cette force naissante qu'est le Syndicat, ils

ont entendu ne pas laisser absorber les droits du premier par le second.

La jurisprudence, aidée par la doctrine, maintient les droits individuels du syndiqué. Elle entend ne laisser exercer que par le syndiqué ceux qui donnent lieu à un enrichissement du patrimoine. Elle admet la juxtaposition des actions individuelles et de l'action syndicale.

Ce sont les difficultés qui se présentent à ce sujet qu'il reste encore à solutionner.

Sans doute, lorsqu'un syndicat vient d'agir en justice pour obtenir réparation d'une fraude, d'une concurrence déloyale ou de la violation d'une convention collective relative aux conditions du travail, le défendeur pourrait, à bon droit peut-être, estimer qu'il ne doit plus être exposé à aucun recours.

Mais celui qui a subi un préjudice direct et nettement évaluable est en droit de demander cependant réparation du dommage que lui a causé la fraude, la concurrence déloyale ou l'inexécution du contrat de travail. N'y aurait-il pas lieu, en s'inspirant dans une certaine mesure du projet belge, de décider que les actions individuelles, au cas où le Syndicat jugerait nécessaire d'intenter une action dans l'intérêt professionnel, devraient être jointes à l'action syndicale sous peine d'être déclarées ultérieurement irrecevables ?

Les Tribunaux ont montré aussi un souci légitime d'éviter les abus. Ils ne sauraient admettre le premier syndicat venu à intenter l'action syndicale, sinon un même individu poursuivi, (pour fraude par exemple), pourrait être exposé à voir se porter partie civile contre lui un nombre excessif de Syndicats.

Nous ne croyons pas que les abus que pourrait entraîner au point de vue spécial qui nous occupe la coexistence de plusieurs Syndicats dans la même profession, impliquent la nécessité de rendre le Syndicat unique et obligatoire ; d'instaurer la corporation.

Mais nous estimons que les tribunaux ont raison de rechercher si, en fait, derrière les membres du bureau syndical, il y a un nombre d'adhérents suffisamment important pour que le Syndicat puisse être considéré comme un représentant autorisé de la collectivité.

Il ne manquera pas de s'élaborer, en cette matière, un droit prétorien qui déterminera dans quelles conditions de fait un Syndicat est qualifié pour agir en justice dans l'intérêt professionnel.

Sagement exercée, l'action en justice des syndicats professionnels peut jouer dans la vie économique un rôle bienfaisant et rendre aux intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles les plus précieux services.

Si quelques esprits estiment que le législateur de 1884 n'avait pas entendu lui donner un champ d'action aussi vaste et que journellement les intentions des auteurs de la loi sont méconnues par les Tribunaux, nous pensons qu'il ne convient point de s'arrêter à ces doléances. Il est à souhaiter que nos tribunaux, dans l'application de la loi de 1884, s'inspirent tous les jours davantage des fortes pensées développées dans un discours remarquable au Centenaire du Code Civil par le plus haut magistrat de France, M. Ballot-Beaupré

« Lorsqu'un texte présente quelque ambiguïté, lorsque
» des doutes s'élèvent sur sa signification et sa portée,
» lorsque, rapproché d'un autre, il peut dans une cer-
» taine mesure être ou contredit, ou restreint, ou à l'in-
» verse, développé, j'estime que le juge, alors, a les
» pouvoirs d'interprétation les plus étendus ; il ne doit
» pas s'attarder à rechercher obstinément qu'elle a été,
» il y a cent ans, la pensée des auteurs du Code en
» rédigeant tel ou tel article ; il doit se demander ce
» qu'elle serait si ce même article était aujourd'hui
» rédigé par eux ; il doit se dire qu'en présence de tous
» les changements qui, depuis un siècle se sont opérés
» dans les idées, dans les mœurs, dans les institutions,
» dans l'état économique et social de la France, la jus-
» tice et la raison commandent d'adapter libéralement,
» humainement le texte aux réalités et aux exigences
» de la vie moderne. » (1)

(1) Gaz. des Trib., 30 octobre 1904.

VU :

Le Président de la Thèse,

RAOUL JAY.

VU :

Le Doyen,

CH. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
Bibliographie	5
Introduction	9
Chapitre I. — Economie générale de la loi du 21 mars 84, sur les Syndicats professionncls. La notion de la person- nalité civile et le droit d'ester en justice	12
Chapitre II.	
SECTION I. — CONDITIONS DE L'EXERCICE DE L'ACTION EN JUSTICE.....	24
1° Constitution régulière du Syn- dicat.....	24
2° Personne qui a qualité pour agir.. . . .	26
3° Syndicat composé de personnes exerçant la même profession, ou des métiers similaires ou des professions connexes.....	29
4° Syndicat ayant exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, in- dustriels, commerciaux et agri- coles	38
SECTION II. — PROCÉDURE, ASSIGNATION, CONCILIA- TION ET TRANSACTION	38
SECTION III. — COMPÉTENCE.....	40

	PAGES
Chapitre III. — Actions du patrimoine.	43
SECTION I. — ACTIONS RELATIVES AU PATRIMOINE	
SYNDICAL.	45
1 ^o Dénomination du Syndicat....	45
2 ^o Cotisations des membres.....	45
3 ^o Amendes.	46
4 ^o Acquisitions à titre gratuit et à titre onéreux.	49
5 ^o Marque de fabrique et label. . .	53
SECTION II. — RESPONSABILITÉ DU SYNDICAT VIS A-VIS DES TIERS, OU DES MEMBRES DU SYNDICAT.	55
Chapitre IV. — De l'action en justice dans l'intérêt professionnel, basée sur l'art. 3.	69
SECTION I. — OPINION RESTRICTIVE. DOCTRINE ET JURISPRUDENCE.	73
SECTION II. — OPINION FAVORABLE A LA RECEVABILITÉ DE L'ACTION. DOCTRINE, JURISPRU- DENCE. EVOLUTION DE LA JURIS- PRUDENCE.	79
Chapitre V. — De l'action en justice pour l'exécution des Conventions collectives relatives aux conditions du travail.	
POSITION DU PROBLÈME. DIFFICULTÉS JURIDIQUES. DOCTRINE ET JURIS- PRUDENCE.	106
Chapitre VI. — Législation belge. Loi du 31 Mars 1898, sur les Unions professionnelles..	136
Chapitre VII. — Les projets de réforme.....	142
Conclusion.....	157

